

LES
MINORITES NATIONALES
Ethniques et Religieuses
en BULGARIE

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 13 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

André GIRARD

JURY DE LA THÈSE

Président : A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Suffragants : MM. BASDEVANT
LE FUR.

MARCEL GIARD
EDITEUR
16, RUE SOUFFLOT, 16
PARIS

—
1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551819_0011

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
MINORITES NATIONALES
Ethniques et Religieuses
en BULGARIE

THESE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 13 Décembre 1932, à 14 heures

PAR

André GIRARD

JURY DE LA THESE

Président : A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Suffragants : MM. BASDEVANT
LE FUR.

MARCEL GIARD
EDITEUR
16, RUE SOUFFLOT, 16
PARIS

—
1932

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers

ABRASCHEFF (P.). — Procédure civile. Sofia. Imprimerie de la Cour. 1918 (en bulgare).

ALLARD (Dr). — Souvenirs d'Orient. Paris. 1855.

ALTINOFF (Ivan). — Les conflits de divorce en Bulgarie. Sofia. 1929 (en bulgare).

ANCEL (Jacques). — Manuel historique de la Question d'Orient. Paris, Delagrave. 1927.

Annuaire de Législation étrangère. Paris. Publié par la Société de Législation comparée. Contient depuis 1879 une notice et des résumés, ou parfois des traductions intégrales de lois bulgares.

Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie. Année 1931. Sofia. Imprimerie de l'Etat. Ouvrage édité en bulgare et en français.

BALAMEZOFF (S.). — Notre Constitution et notre parlementarisme. Sofia 1919 (en bulgare).

— La Constitution de Tirnovo. Sofia. Imprimerie de la Cour. 1925.

BERTHÉLEMY (H.). — Traité élémentaire de Droit Administratif. Paris. Rousseau. 8^e édition. 1916.

BEZENCHEK (A.). — Rapport présenté au Premier Congrès International pour l'éducation chrétienne. Vienne 1912.

BOUSQUET (Georges). — Histoire du peuple bulgare. Paris. Chaix. 1909.

La Bulgarie. Quotidien paraissant en français à Sofia. Organe du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes. Contient souvent d'intéressants articles sur les questions minoritaires bulgares.

Bulletin du Consistoire Central des Juifs de Bulgarie. Publication hebdomadaire paraissant à Sofia.

CHEFIK BEY EMIN PACHA. — Les Turcs en Bulgarie. Paris. 1919.

DESPREZ (Hippolyte). — Les peuples de l'Autriche et de la Turquie. Paris. 1850.

DESBONS (Georges). — La Bulgarie après le Traité de Neuilly. Paris, Rivière. 1930.

DIMITROFF (A.). — Comment s'applique le Chériat en Bulgarie. Revue « Le Droit ». Sofia. 1915 (en bulgare).

FOUQUES-DUPARC (Jacques). — La protection des minorités de race, de langue et de religion. Paris. Dalloz. 1922.

GANEFF (Vénélin). — Le développement historique du Droit Commercial. Annuaire de l'Université de Sofia. XII. 1915-16 5.III. Faculté de Droit. Sofia. Imprimerie de l'Etat. 1921 (en bulgare).

GÉNOFF (Georges-P.). — La situation juridique des minorités. Sofia. Imprimerie Houdojnik. 1929 (en bulgare).

GUÉRIN-SONGEON (R.P.). — Histoire de la Bulgarie. Imprimerie de Montligeon. La Chapelle-Montligeon (Orne). 1912.

KÉRÉKOFF (Georges). — Les minorités étrangères ethniques et religieuses en Bulgarie. Sofia. Imprimerie de la Cour. 1925.

KIROFF. — Droit Constitutionnel bulgare. Sofia (en bulgare).

LAMOUCHE (Colonel Léon). — La Bulgarie dans le passé et le présent. Etude historique, ethnographique, statistique et

- militaire. Librairie militaire L. Baudoin. Paris, 1892.
- La Péninsule balkanique. Paris, Ollendorf, 1899.
 - La Bulgarie, Paris, Rieder, 1923.
 - Quinze ans d'Histoire balkanique. Paris, Payot, 1928.
 - Les Bulgares en Macédoine, dans les Confins occidentaux et en Thrace. Bibliothèque de l'Action internationale démocratique pour la Paix. Imprimerie de la Démocratie. Paris, 1931.
 - Nombreuses notices sur la Bulgarie et traductions et commentaires de lois bulgares dans l'Annuaire de Législation étrangère.
- LÉGER (Louis). — La Save, le Danube et le Balkan. Paris, Plon, 1884.
- MANDELSTAM (André). — La Protection des Minorités. Recueil des Cours de La Haye, 1923.
- La Protection internationale des minorités. Première partie. La Protection des minorités en droit international positif. Paris, Sirey, 1931.
- MÉZAN (Dr. S.). — Les Juifs espagnols en Bulgarie. Sofia. Imprimerie Amischpat, 1925.
- Le Judaïsme et les minorités, avant, pendant et après la guerre de 1914-18. Sofia. 1931.
- MICHEFF (D.). — The Bulgarians in the past. Lausanne. Librairie centrale des nationalités. 1919.
- L'Instruction publique en Suisse et dans les Etats balkaniques. Lausanne. Librairie Centrale des nationalités, 1919.
- PERNOT (Maurice). — Balkans nouveaux. Paris, Hachette, 1929.
- POPOFF (Cyrille). — La Bulgarie économique. 1879-1911. Etudes statistiques. Traduction française de V. Robeff. Sofia. Imprimerie de la Cour, 1920.
- SCHAUBE. — Handelsgeschichte der Romanischen Völker des Mittelmeergebiets, 1906.

SCHKÖRPIL. — Plan de l'antique Capitale bulgare, Tirnovo la Grande. Nouvelles de la Société archéologique bulgare. Première année. Sofia, 1910.

Situation des minorités bulgares : en Yougoslavie et en Grèce, en Roumanie, en Turquie. Edition de l'Union des Associations bulgares pour la Paix et la Société des Nations. Sofia, 1932.

Société des Nations. Dix ans de coopération internationale. Genève 1930. — Le chapitre XI traite de la question de la protection des minorités.

VICHNIAC (Marc). — La protection des droits des minorités dans les traités internationaux de 1919-20. Paris. Jacques Povolozky. 1920.

Traités et documents relatifs aux traités

Traité de San-Stefano. 19 février-3 mars 1878.

Traité de Berlin, 13 juillet 1878.

Convention de Constantinople des 6-19 avril 1909.

Ces textes ont été publiés sous une forme extrêmement maniable et commode, par les soins de M. Pierre Albin, dans son recueil : « Les grands traités politiques. » Paris, Alcan, 1911.

Traité de Neuilly. 27 novembre 1919. Imprimerie Nationale, 1919.

Traité d'amitié conclu entre la Turquie et la Bulgarie, 18 octobre 1925. Recueil de G.F. et C.R. de Martens. XX. 349.

Documents concernant le Traité de Neuilly. Archives du Ministère des Affaires étrangères bulgare.

Ces documents, dont les originaux sont en français, ont été publiés ensuite à Sofia, en bulgare : Edition du Minis-

tière des Affaires étrangères. Imprimerie de l'Etat. 1919.
Mais cette édition est épuisée.

Observations de la Délégation bulgare sur les conditions de
paix avec la Bulgarie. Paris. Imprimerie H. Elias. 1919.
Nous nous sommes servis d'un texte anglais de cette pu-
blication, le texte français, qui est le texte original, étant
épuisé.

Documents de Droit interne bulgare

Constitution de Tirnovo. Texte français dans l'ouvrage de MM.
Fr. et P. Dareste : Les Constitutions modernes. 11^e édition
refondue par J. Delpech et Julien Laferrière. T. I. Paris,
Sirey, 1928.

Statut exarchal du 14 mai 1871 et du 13 janvier 1895. Journal
Officiel bulgare du 30 janvier 1895. Textes publiés par
Christo Tantcheff. Sofia. Imprimerie Atanassoïff, 1904 (en
bulgare).

Règlement provisoire pour le Gouvernement ecclésiastique des
chrétiens, musulmans et juifs. Journal Officiel du 2 juillet
1880 (en bulgare).

Règlement sur l'organisation ecclésiastique et l'administration
des musulmans dans le royaume de Bulgarie. Sofia. Im-
primerie de l'Etat, 1919 (en bulgare).

Loi sur l'instruction publique. Recueil des lois en vigueur au
Ministère de l'Instruction publique. Publication officielle
du Ministère. Sofia, 1924. Imprimerie de l'Etat (en bul-
gare).

Circulaire du Ministère de l'Instruction publique N° 4147 du
24 février 1930 (en bulgare).

Règlement concernant la répartition et la perception des som-

mes destinées à l'entretien des écoles privées des minorités ethniques et religieuses (en bulgare).

Règlement concernant les élections aux conseils scolaires des écoles privées du royaume (en bulgare).

Instruction concernant les élections aux comités synagogaux en Bulgarie (en bulgare).

Instruction concernant les élections aux comités ecclésiastiques arméniens (en bulgare).

Code de Procédure Civile Bulgare (en bulgare).

Loi sur la Nationalité bulgare (en bulgare).

Journal Officiel du Royaume de Bulgarie (en bulgare).

Documents privés

Statut concernant l'organisation et l'administration des communautés juives et du Consistoire en Bulgarie. Sofia. Imprimerie Amischpat. 1932 (en bulgare).

Statut des Eglises évangélistes en Bulgarie. Plovdiv. Imprimerie Commerciale, 1929 (en bulgare).

INTRODUCTION

Il arrive que dans le cadre territorial et politique d'une nation, composée par hypothèse d'individus d'une certaine race, parlant une langue et pratiquant une religion, d'autres individus se rencontrent, dotés de caractères ethniques, linguistiques et religieux différents. Ils ont été englobés dans ce cadre, qui leur est étranger, à la suite d'une guerre..., ou bien ils s'y sont introduits à la suite d'une migration de peuples..., bref, ils y vivent et, bien qu'ils représentent en général une minorité dans la nation, ils entendent y poursuivre leur existence sans cesser pour cela de demeurer ce qu'ils étaient.

Ils désirent continuer à parler leur langue, à pratiquer leur religion, leurs coutumes, leurs traditions ; ils veulent conserver enfin tout ce qui constitue pour eux un patrimoine moral et matériel, et qui est leur apanage. En vertu de quel droit, en effet, au nom de quel principe supérieur de renoncement, les obligerait-on à abandonner tout cela ! Pourquoi vouloir les plier à l'usage d'une langue nouvelle et à des coutumes qui sont celles d'une nation qui n'est point forcément celle de leur cœur ?

Minorité dans la nation, ils n'entendent point toutefois rester en marge de la vie publique. Leurs intérêts de toute sorte leur commandent d'y prendre part. C'est pourquoi ils ont toujours réclamé l'oc-

trois des droits civils et politiques, en égalité absolue avec les membres de la majorité.

Tel est le problème.

Il fallut longtemps pour que ces droits fussent reconnus aux minorités nationales. Ce n'est pas le lieu dans ces quelques lignes, introductives, sans plus, de la question bulgare, de faire un exposé approfondi des idées qui ont eu cours à ce sujet. Qu'il nous suffise simplement de fixer quelques étapes dans la voie concrète des progrès réalisés.

C'est à propos de la liberté religieuse que se marque d'abord l'évolution des idées. Celle-ci se traduit dans les faits par des interventions de certains états auprès d'autres, en faveur de telles ou telles confessions religieuses qui sont persécutées. C'est ainsi qu'en 1685 Cromwell intervient auprès de Mazarin en faveur des Vaudois. Puis, ce sont des traités, conclus entre certaines Puissances, qui vont limiter, au nom de la liberté religieuse, la souveraineté des états.

En 1814, lors de la réunion de la Belgique à la Hollande, les quatre grandes Puissances alliées, Grande-Bretagne, Russie, Prusse et Autriche, ont reconnu que le fait de pratiquer telle ou telle religion ne devait en aucune manière nuire au principe de l'égalité des citoyens devant la loi. En 1815, le Congrès de Vienne adopte une formule analogue. Il se préoccupe en particulier « de l'amélioration de l'état de ceux qui professent la religion juive ».

La Conférence de Londres qui, en 1830, reconnaît l'indépendance de la Grèce, ne manque pas non plus de consacrer le principe de la liberté religieuse. Le Protocole N° 3, du 3 février 1830, indique en effet que les Plénipotentiaires des Grandes

Puissances « désireux de donner à la Grèce une nouvelle preuve des bienveillantes préoccupations de leurs Souverains à son égard, et de préserver ce pays des calamités que la rivalité des religions y confessées pourrait y susciter, ont convenu que tous les sujets de ce nouvel état, quelle que soit leur religion, pourront être admis à tous les emplois publics, fonctions et honneurs, et devront être traités sur le pied d'une parfaite égalité, indépendamment de leur foi, dans toutes leurs relations religieuses, civiles ou politiques (1).

Vingt-six ans plus tard, en 1856, c'est à la Turquie que les Grandes Puissances s'efforcent d'appliquer ces principes. Une déclaration, émanée du Sultan, est insérée à l'article 9 du Traité de Paris : « Sa Majesté Impériale le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, en améliorant leur sort sans distinction de religion ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son empire, a résolu de communiquer aux Puissances Contractantes le dit Firman, spontanément émané de sa volonté souveraine. »

Cette idée de la tolérance religieuse trouvait donc ainsi, à des intervalles de plus en plus rapprochés son expression dans des actes internationaux, ce qui indique à quel point déjà elle alimentait la doctrine, ou, plus simplement, les idées générales et les sentiments universels des peuples.

Le Traité de Berlin de 1878, qui marquait une étape de la question d'Orient, et créait un nouvel

(1) V. Marc. Vichniac. La Protection des droits des Minorités dans les Traités internationaux de 1919-1920, Paris 1920, p. 10.

état chrétien dans les Balkans, la Bulgarie (2), ne faillit point à la tradition. Dans son article 5, relatif justement à la Bulgarie, il précise, amplifie, insiste :

(2) La guerre de 1878 entre la Russie et la Turquie s'était terminée par le Traité de San-Stefano imposé par la Russie victorieuse à la Porte vaincue. Ce traité créait une Grande Bulgarie indépendante, s'étendant de la mer Noire aux monts d'Albanie et du Danube à la mer Egée, et qui eut été pratiquement sous la tutelle russe. Devant l'opposition de l'Angleterre et de l'Allemagne, ce plan dut être abandonné. Un Congrès réuni la même année à Berlin aboutit à la signature du traité de Berlin, le 13 juillet 1878, lequel rétrécit considérablement les espérances bulgares et les ambitions russes.

Au nord, il est vrai, le Traité de Berlin n'innova en rien puisque le traité de San-Stefano lui-même avait réservé à la Russie le territoire peuplé de bulgares de la Dobroudja, que le Tsar prenait ainsi comme monnaie d'échange pour obtenir la Bessarabie, province roumaine. Mais c'est au sud que le Traité de Berlin tailla et trancha dans les espérances légitimes des Bulgares. Du nouvel état chrétien, on exclut la Thrace et la Macédoine ; et ce qui reste de territoire bulgare est coupé en deux tronçons : la Bulgarie proprement dite, au nord, est érigée en principauté autonome mais tributaire du Sultan ; elle aura pour capitale Sofia et aura à sa tête un prince chrétien, élu par la population et confirmé par la Porte. Une autre partie des terres bulgares est placée sous l'autorité directe du Sultan et demeure province de l'Empire ottoman, mais dans certaines conditions d'autonomie administrative et avec à sa tête un Gouverneur chrétien. Ce sera la Roumélie orientale qui plus tard, en 1885, s'unira à la Principauté de Bulgarie. Quant à la Macédoine et à la Thrace, elles demeurent soumises au Sultan comme précédemment. En 1908, rejetant définitivement la tutelle, d'ailleurs nominale, du Sultan, la Principauté de Bulgarie s'érige en royaume. Les Bulgares s'efforceront de reconquérir la Thrace et la Macédoine, et au nord la Dobroudja au prix de trois guerres de 1912 à 1918. La solution de cette question, ouverte par le Traité de Berlin, — et que les Traités de Londres et de Bucarest, clôturant les guerres balkaniques, et le traité de Neuilly, terminant avec la Bulgarie la guerre européenne, ont continué à ignorer, — reste malheureusement toujours pendante.

« Les dispositions suivantes formeront la base du droit public de la Bulgarie :

« La distinction des croyances religieuses et des confessions ne pourra être opposé à personne comme un motif d'exclusion ou d'incapacité en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques, l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs ou l'exercice des différentes professions et industries dans quelque localité que ce soit.

« La liberté et la pratique extérieure de tous les cultes sont assurées à tous les ressortissants de la Bulgarie aussi bien qu'aux étrangers, et aucune entrave ne pourra être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différents communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels. »

Toutefois, le Traité de Berlin ne s'arrête pas là.

Faisant preuve d'une initiative timide encore, mais qui sera le prélude, un jour, d'un droit nouveau, il élargit la conception qu'on avait alors de la liberté et du respect de l'individu. Du terrain religieux, il passe dans le domaine politique : à la liberté religieuse déjà proclamée, il ajoutera, si l'on peut parler ainsi, la liberté de la nationalité.

C'est ainsi que dans son article 4, concernant également la Bulgarie, il déclare :

« Dans les localités où les Bulgares sont mêlés à des populations turques, roumaines, grecques ou autres, il sera tenu compte des droits et des intérêts de ces populations en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique » (3).

(3) Le traité de San-Stefano, imposé les 19 février/3 mars 1878 par la Russie à la Porte vaincue, et qui fut annulé par le traité signé à Berlin le 13 juillet de la même année, avait

Un progrès apparaît donc :

Comme l'a dit justement M. Fouques-Duparc, « le souci que révèle l'article 4 est nouveau : il laisse apparaître, pour la première fois peut-être, que le principe des nationalités a ses lacunes, et qu'il porte en lui des injustices ; qu'un congrès international ne peut se désintéresser des populations qui, liées au solus instructus, sont livrées avec lui à la nation majoritaire, pour entrer dans l'état national » (4).

Evidemment, il n'est point encore question des « minorités nationales » avec toute l'ampleur qu'a reçue ce sujet aujourd'hui ! Toutefois, on entrevoit le problème, et, un peu timidement, dans l'article 4, on déclare qu'il en sera tenu compte.

Et si l'on évoque l'atmosphère particulière du Congrès de Berlin, la lutte des intérêts antagonistes russes et anglais, le cynisme de Bismarck, « l'honnête courtier » prêtant son aide à la politique anti-slave du Comte Andrassy, marquant lui-même son mépris pour les slaves par la phrase fameuse : « Voilà deux jours que la Haute Assemblée discute sur la question bulgare, c'est là un honneur auquel les Bulgares ne s'attendaient pas... », on ne peut s'empêcher de penser qu'une telle ambiance n'était guère favorable à l'éclosion d'idées généreuses (5).

déjà stipulé, dans son article 7 : « Dans les localités où les bulgares sont mêlés aux turcs, aux grecs, aux valaques (Koutzo-Vlachs) ou autres, il sera tenu un juste compte des droits et intérêts de ces populations dans les élections et l'élaboration du règlement organique. »

(4) Jacques Fouques-Duparc. La Protection des minorités de race, de langue et de religion. Paris. Dalloz, p. 93.

(5) J. Ancel. Manuel historique de la Question d'Orient. Paris, Delagrave, 1927, p. 186-187.

Résultat positif, pourtant dans l'évolution du Droit international, ce progrès, réalisé au traité de Berlin, n'est pas, évidemment, le fruit du seul travail des chancelleries. Toute une idéologie s'était développée par ailleurs. Issue principalement du spectacle d'une Autriche arriérée, amalgame de nationalités centrifuges, elle trouvait plus tard son expression au programme de Brünn (septembre 1899) où la Sozial-Demokratie autrichienne la faisait triompher.

Nous n'avons pas à entrer dans ces considérations doctrinales. Qu'il nous suffise d'indiquer que le progrès fut relativement lent, attisé cependant qu'il fut, à la fin du xix^e siècle et au commencement du xx^e, par différentes « questions », arménienne, juive, macédonienne, posées à plusieurs reprises, et d'une façon parfois violente, devant la conscience internationale.

Peu à peu, malgré tout, à l'occasion de tous ces problèmes, il devient possible de faire le point. C'est alors que survient la guerre.

Les Alliés ont inscrit dans leur programme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils répondent dans ce sens, le 10 janvier 1917, à la proposition par laquelle le Président Wilson leur demandait de déterminer leurs buts de guerre. Au traité de paix, ils rétabliront la Pologne, la Tchécoslovaquie, etc...

Ce remaniement de la carte d'Europe ne supprimera point le problème des minorités. A la vérité, il en rétrécira considérablement l'étendue ter-

ritoriale et la masse démographique (6), mais aussi, parfois, il fera surgir des minorités là où, autrefois, il n'en existait point. Ces minorités, anciennes ou nouvelles, s'emparent de la discussion. Ce sont des notes, des mémoranda, des délégations qu'elles envoient chaque jour à la Conférence de la Paix, ce tribunal émané des vainqueurs, dont on attend la sentence avec espoir.

De cette longue attente, qui dura de longs mois, toute remplie d'idéologies imprécises, de rancunes, de marchandages et d'intrigues, sortit enfin, le 28 juin 1919, le Pacte de la Société des Nations.

A la vérité, le Pacte ne parle point des minorités. Ce silence peut paraître étrange, étant donné l'importance d'une conférence qui eut l'ambition d'aborder — et même de résoudre — tous les problèmes contemporains ! Tous les grands Congrès du xix^e siècle s'étaient inquiétés de la question : le Congrès de Vienne, déjà, en 1815, le Traité de Paris en 1856, le Congrès de Berlin en 1878. La Conférence de Paris de 1919 marquerait-elle un recul ?

Nullement. La préoccupation du sort des minorités, si elle n'apparaît point dans le texte même du pacte, fut loin d'être absente des discussions préparatoires. L'article 21 du projet du Président Wilson, présenté à la première séance de la Commission de l'Hôtel Crillon, s'était exprimé en ces termes :

« Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord pour déclarer qu'aucune entrave n'interviendra dans le libre exercice de toute croyance, religion ou

(6) Le total des nationalités minoritaires d'avant guerre atteignait environ 120.000.000 d'individus. Ce chiffre a été ramené à 25 millions par les traités de 1919-20.

opinion, dont la pratique n'est pas incompatible avec l'ordre public et les mœurs, et que, dans leur juridiction respective, nul ne sera troublé dans sa vie, sa liberté ou sa poursuite du bonheur, en raison de son adhésion à telle croyance, religion ou opinion.

Mais cette proposition du Président Wilson ayant suscité une contre-proposition japonaise qui réclamait, en sus, l'égalité des races, les délégués américains et britanniques, inquiets des répercussions que cette solution pourrait entraîner pour leurs pays respectifs, firent en fin de comptes, purement et simplement supprimer l'article en question (7).

Cette carence du Pacte, résultat de considérations tout à fait particulières, n'implique point toutefois un abandon des minorités. Ni dans le domaine des doctrines, ni sur le terrain des actes, la Conférence de la Paix n'entend se dégager d'une tradition déjà ancienne, que d'illustres précédents historiques avaient peu à peu formée. Des traités spéciaux, conclus entre les Principales Puissances Alliées et Associées et les Etats auxquels on entendait imposer un système de protection des minorités, constituent à l'heure actuelle une sorte de statut. Sans doute, il ne s'agit point, comme on pourrait le croire, d'un système général, d'une construction juridique servant de cadre unique, applicable partout où se rencontrent des nationalités minoritaires. Mais l'ensemble de ces traités permet cependant de dégager des principes, tandis que des clauses particulières,

(7) V. David Hunter Miller. *The Drafting of the Covenant*. vol. II. p. 486-489.

inhérentes à la situation de chaque état considéré, donnent à chacun de ces actes sa physionomie propre.

Les obligations qui découlent de ces traités sont dotées d'une sanction internationale : la garantie de la Société des Nations (8).

Nous n'examinerons point en quoi consiste cette garantie. Sans doute, elle est la partie la plus originale et pour ainsi dire le couronnement du système de protection des minorités. Mais, quelles qu'en soient les modalités, elle constitue, en soi-même, une pression extérieure sur la politique intérieure de l'Etat majoritaire. A ce titre, elle trouve sa place dans le plan international, et cette partie « répressive » du système n'est point dans notre sujet.

Ce que nous voudrions montrer, en effet, c'est la manière dont peut se traduire dans le droit interne d'un pays toute cette réglementation du droit international. L'histoire de la Bulgarie présente, à cet égard, un exemple intéressant. Elle s'est vue imposer, au Traité de Neuilly, en 1919, toute une série de dispositions concernant le traitement des minorités nationales réparties sur son territoire. Mais, placée dès sa libération en 1878 devant les éléments du problème, elle avait dû, dès cette époque, en conformité avec les dispositions du Traité de Ber-

(8) V. sur cette question de la Garantie de la Société des Nations, parmi la nombreuse littérature qui a abordé ce sujet : Dix ans de Coopération Internationale. Edition de la S. D. N. Genève 1930. Chap. XI, la Protection des minorités. André Mandelstam. La Protection internationale des Minorités. Première partie. Paris, Sirey. 1931. p. 150 à 219.

lin, accomplir un effort constructif pratique. En un temps où le régime des minorités a ses détracteurs, il y a quelque intérêt, croyons-nous, à faire le point grâce aux données d'une législation positive déjà ancienne, et aux faits d'une pratique politique et administrative déjà traditionnelle. Nous disons bien : législation positive *et* pratique politique, car le second élément est inséparable du premier. Des lois peuvent rester lettre morte. Des vexations administratives, voulues et ordonnées en haut lieu, peuvent venir détruire le libéralisme d'une législation faite avant tout, s'il est permis de parler ainsi, pour la « galerie » internationale. Il y a, et c'est le fond du problème, un rapport intéressant à dégager entre les idées énoncées et les actes, qui importent seuls en définitive.

Dans une première partie, nous indiquerons les éléments spécifiques du problème : la composition ethnographique, linguistique et religieuse de la nation bulgare.

Dans une seconde partie, nous examinerons successivement les différents droits reconnus aux minorités nationales de la Bulgarie : droit à la nationalité et droits civils et politiques, droit à l'usage de la langue minoritaire, droit à la libre pratique de la religion.

Dans une troisième partie, nous chercherons enfin à appuyer l'étude du régime juridique appliqué aux minorités de Bulgarie sur un ensemble de faits et de témoignages concrets.

Nous tâcherons constamment, dans les pages qui vont suivre, de partir toujours des textes pour arriver en définitive aux faits, qui importent seuls.

Connaissant la Bulgarie pour y avoir fait plusieurs voyages, parlant la langue bulgare, nous avons pu, grâce à ces circonstances, remonter aux sources législatives et réglementaires directes, et compléter notre étude par une enquête pratique auprès des populations minoritaires elles-mêmes.

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

LES MINORITÉS NATIONALES DE RACE, DE LANGUE ET DE RELIGION EN BULGARIE

Le Traité de Berlin, par lequel est créée, en 1878 la Principauté de Bulgarie, prévoyait, dans son article 4, qu'il y avait lieu de tenir compte des vœux des populations non bulgares pour l'élaboration du règlement organique du nouvel état. Ces populations étaient, selon les termes mêmes du Traité, « des populations turques, roumaines, grecques ou autres... » Auparavant, le traité de San-Stefano, dans son article 7, dont les dispositions avaient été reprises par le traité de Berlin, avait mentionné des turcs, des grecs, des valaques (koutzo-vlachs)...

En 1885, la Principauté s'adjoint la Roumélie où des populations non bulgares, surtout turques et grecques, se trouvent également réparties.

Les modifications territoriales effectuées en faveur ou à l'encontre de la Bulgarie à la suite des guerres balkaniques et européenne, modifieront dans une certaine mesure le nombre de ces éléments étrangers, mais ne changeront pas l'aspect général du problème. Il reste que de tout temps les populations slaves réparties sur les territoires qui for-

ment aujourd'hui la Bulgarie, ont été mêlées d'éléments d'autres races. Cette particularité a continué à subsister après la libération bulgare. Elle existe toujours. C'est pour cette raison d'ailleurs que les traités ont contenu des dispositions relatives à la protection de ces éléments englobés ainsi dans le cadre de la nation bulgare.

Avant d'examiner en quoi consiste cette protection, il convient de déterminer quelles sont ces populations, ou, pour parler le langage d'aujourd'hui, quelles sont les minorités nationales de la Bulgarie.

*
* *

Si nous examinons la situation ethnographique de la Bulgarie, telle qu'elle se présente en 1878, au moment de l'indépendance, nous voyons que ce pays vient de subir, durant cinq siècles le joug des Turcs. C'est là, dans ces riches plaines au nord du Balkan, qu'ils se sont installés de la manière la plus dense, organisés de la façon la plus effective avec le double caractère de conquérants militaires et de grands propriétaires terriens. Répartis au nord, le long du Danube, afin d'assurer la défense des frontières, ils ont fait peser sur les plaines bulgares une domination extrêmement dure, alors que dans les régions montagneuses, ou plus à l'ouest, dans la forêt serbe, ils se heurtaient à des résistances que facilitait la nature (1).

(1) Colonel L. Lamouche. La Bulgarie dans le passé et le présent. Paris 1892, p. 146.

Il est évident qu'après la guerre de l'indépendance bulgare, un certain nombre de Turcs, craignant des représailles de la part des opprimés de la veille, ou ne voulant pas, plus simplement, demeurer dans un pays où ils avaient été les maîtres, émigrèrent vers les territoires d'Europe encore soumis au Sultan, ou même vers les provinces de Turquie d'Asie. Le gouvernement ottoman fut même amené à créer, en Thrace notamment, de toutes pièces, des villages entièrement turcs, où l'immigration musulmane devint même si intense que, dans certains districts, des populations chrétiennes, bulgares en particulier, furent obligées de lui céder la place, et, en sens inverse, d'émigrer en Bulgarie. Mais peu à peu, ces départs des Turcs se ralentirent. Vers 1896-97, ils étaient pratiquement terminés. Bien plus, un mouvement en sens inverse se produisit. Se rendant compte qu'elles n'auraient à souffrir aucune persécution de la part du gouvernement bulgare, et dépayssées sans doute dans leurs nouvelles résidences d'Europe ou d'Asie, un certain nombre de familles turques retournèrent aux lieux où elles avaient vécu, c'est-à-dire en territoire bulgare. (2)

En 1919, après la signature du Traité de Neuilly, des Turcs de Thrace orientale, fuyant les persécutions, se joignent aux réfugiés bulgares de cette région et viennent s'installer en Bulgarie. Ce sont des paysans, qui avaient participé au mouvement de Djafer Tayar Pacha, s'efforçant de résister

(2) G. Kérékoff. Les minorités étrangères, ethniques et religieuses en Bulgarie. Sofia 1915, p. 5.

par les armes à l'occupation de leur pays par les Grecs. Le Gouvernement bulgare prit ces fugitifs sous sa protection. Il organisa des secours, leur accorda la gratuité du transport en chemin de fer, mit à leur disposition des moyens de subsistance. En un mot, il les traita comme les réfugiés bulgares eux-mêmes. Semblablement aux Turcs de Thrace, des Turcs du Deliorman abandonnent leurs maisons, leurs terres, tous leurs biens, et quittent leurs villages devenus roumains, pour se réfugier en Bulgarie.

D'une statistique empruntée à l'ouvrage de M. Cyrille G. Popoff (3), il ressort que les Turcs de Bulgarie étaient au nombre de 650.000 environ en 1880. Ce chiffre tombe à 465.988 en 1910, et se relève à 577.552 en 1926. Si l'on tient compte du fait que le chiffre de 1880, deux ans seulement après l'indépendance, est, au dire de M. Popoff lui-même, assez approximatif, que la Bulgarie, à la suite des guerres balkaniques et de la guerre de 1914-18, a, à la fois perdu et gagné des territoires par rapport à ce qu'elle était en 1885, on peut conclure que le chiffre de la population turque en Bulgarie est assez constant (4).

(3) Cyrille G. Popoff, ancien Directeur de la Statistique bulgare. *La Bulgarie économique (1879-1912)*, Sofia 1920, p. 20-21.

(4) La population turque dans les territoires qui sont devenus par la suite les états chrétiens (Bulgarie, Grèce et Serbie) était, dit-on, de 1.100.000 âmes, dont plus de la moitié en Bulgarie. Etant donné qu'il en reste près de 600.000 dans ce dernier pays, soit à peu près sans doute le chiffre d'avant l'indépendance, — qu'en Grèce et en Yougoslavie il en est resté un peu (nous n'avons pu nous procurer de statistique

On la trouve répartie assez irrégulièrement : à Razgrad, Choumen, et jusqu'à Varna, puis, le long du Danube, autour de Roussé, à Svichtov, à Nicopolé, à Vidin. On la trouve dans les villes ou leur voisinage, et également dans les campagnes, parfois groupée en villages exclusivement musulmans. C'est dans cette région des bords du Danube, en effet, que les Turcs, au temps de la domination ottomane, étaient particulièrement fixés. « Toute la zone située à l'est d'une ligne allant de Choumen à Silistrie, a noté le Colonel Lamouche, était sauf sur les rives de la Mer Noire, presque exclusivement ottomane » (5). Par ailleurs, on trouve d'importants groupements turcs dans la Bulgarie du sud, à Plovdiv et aux environs, et, bien entendu, jusqu'à la frontière ottomane.

La plupart des turcs s'adonnent à l'agriculture. Dans les villes, ils exercent de petits métiers, tels que coiffeurs, tenanciers de cafés, ou encore voituriers, cochers, etc... Les plus riches possèdent des maisons, des terres. Les carrières libérales ou administratives leur sont ouvertes comme à tous les ressortissants bulgares, mais il n'y ont jusqu'à présent que d'assez rares représentants.

A côté de la population turque de Bulgarie,

pour ces pays), il apparaît que l'assertion émise par M. Fouques-Duparc, suivant laquelle « la population musulmane des Balkans, devenue minoritaire à la suite des modifications qui ont eu lieu depuis 1878, a presque totalement déserté les Etats chrétiens pour rentrer en Turquie »... est, tout au moins en ce qui concerne la Bulgarie, inexacte. J. Fouques-Duparc, op. cit. p. 219, n. 2.

(5) L. Lamouche. La Bulgarie dans le Passé et le Présent. Paris, 1892, p. 146.

nous rencontrons, par ordre d'importance numérique décroissante, parmi les minorités nationales, une population tzigane qui atteint 134.000 individus. Frères de ces « bohémiens » qui sont répandus à l'état nomade dans tous les pays du monde, on les trouve souvent, en Bulgarie, fixés à demeure. Ils exercent les métiers de maréchal-ferrant, de maquignon, de portefaix et aussi de musicien, métier dans lequel ils sont particulièrement appréciés en Hongrie et en Tchécoslovaquie !

Les Roumains, ou plus exactement, les « Aroumains » selon le terme officiel qui désigne les individus de cette race répartis en Bulgarie et en Macédoine, constituent, eux aussi, une minorité importante. L'article 7 du traité de San-Stefano, et l'article 4 du traité de Berlin, les mentionnaient expressément, avec les Turcs, bien entendu, et les Grecs, comme un des éléments dont les désirs devaient être pris en considération pour l'élaboration du règlement organique de la Principauté. Ce sont des émigrants, venus de la rive gauche du Danube. Ils sont aujourd'hui au nombre de 70.000 environ, répartis en majorité le long du fleuve et particulièrement dans le département de Vidin. A ce groupe se rattachent les Tsintsares, en petit nombre aujourd'hui, que l'on appelle encore Macédo-roumains ou encore, en grec, Koutzo-Vlachs, ou Valaques boiteux. Répartis, avant les guerres, en Thrace et dans les Rhodopes, bergers réputés, ils passaient l'été dans les pâturages de la montagne, et l'hiver dans les plaines du sud, bien abritées des vents du nord, au climat plus doux. Les derniers traités, en attribuant à la Grèce les territoires de la plaine, lieu traditionnel de

leurs séjours hivernaux, ont rendu très compliquées, sinon impossibles, en raison des formalités douanières, ces migrations périodiques. Aussi, une grande partie d'entre eux, à la suite de démarches faites par le Gouvernement roumain, démarches qui furent favorablement accueillies à Sofia, a émigré en Roumanie. Ceux qui sont restés en Bulgarie se trouvent répartis surtout dans la région de Gorna-Djoumaya.

Les Juifs, parmi toutes ces populations minoritaires, constituent, comme les Turcs, les Tziganes et les Roumains un noyau déjà ancien. Comme l'immense majorité des Juifs que l'on rencontre en Orient, ils sont, originairement, des réfugiés d'Espagne, descendants de ceux que Ferdinand V et Isabelle la Catholique expulsèrent en 1492. Ce sont des Juifs dits « sephardimes » et leur langue est l'espagnol, mais un espagnol mêlé de beaucoup de mots étrangers, turcs, bulgares et aussi français (6). On oppose les Juifs séphardimes aux Juifs Askenazimes, originaires de Russie, de Pologne et d'Allemagne, qui parlent le yidish, et que l'on rencontre plus rarement en Bulgarie.

Lors de leur arrivée dans le pays, les Juifs espagnols avaient trouvé des congénères appartenant

(6) La langue judéo-espagnole était tellement appauvrie, vers la fin de la domination turque en Bulgarie, et tellement privée, surtout, de termes abstraits et de locutions susceptibles de désigner les nouvelles acquisitions de la science moderne, que les intellectuels devaient obligatoirement, dans la conversation, employer soit des mots français, soit des gallicismes à peine déguisés. Cette influence du français, il est vrai, n'a entamé que la langue courante et n'a pas touché au folklore. V. sur cette question : Dr S. Mézan. Les Juifs espagnols en Bulgarie. Sofia 1925, p. 41-42.

à des groupes qui parlaient d'autres langues. Ce fait semble établi tout au moins en ce qui concerne les communautés juives de Vidin, Pleven, Plovdiv et Sofia. A Sofia, aujourd'hui encore, il existe des Askenazimes qui se sont fondus dans le groupe séphardime et qui sont ainsi espagnolisés. Ils ont toutefois leur synagogue au rite particulier. Par ailleurs, des Juifs byzantins avaient jusqu'en 1881 leur synagogue séparée, dite « el Kal de los Griegos ».

Mais, d'une façon générale, on estime que les Juifs espagnols, ou plus exactement hispano-portugais, arrivés dans le pays, se mêlèrent de bonne heure à leurs frères allemands et grecs de langue, et qu'une absorption de ceux-ci se produisit peu à peu au profit des Séphardimes (7).

Quoiqu'il en soit, si nous prenons la minorité juive de Bulgarie telle qu'elle était au moment de l'indépendance bulgare, nous voyons qu'elle comptait alors environ 20.000 individus. Elle a plus que doublé en l'espace de cinquante années, puisqu'elle compte aujourd'hui 46.000 membres dont une vingtaine de mille environ à Sofia. Les Juifs vivent surtout dans les villes et s'adonnent au commerce. Cependant, d'après une statistique de 1919, il y aurait en Bulgarie, parmi la minorité juive : 100 avocats, 250 médecins et un certain nombre d'architectes (8).

La minorité arménienne a suivi, comme la mi-

(7) Dr. S. Mézan. *Les Juifs espagnols en Bulgarie*, p. 66 et suivantes. — Albert Romano, dans la revue « *El Mundo Sefardi* », Vienne, 1923, N° 1.

(8) Documents concernant le Traité de Neuilly. Sofia, Imprimerie de l'Etat, 1919, p. 37 ; Georges P. Genoff. *La situation juridique des minorités*. Sofia 1929, p. 242, en note.

norité juive, une progression rapide. En 1878, l'ensemble des territoires bulgares comptait environ 6000 arméniens. Trois vagues d'immigration successives vinrent renforcer ce modeste noyau : en 1895, en 1913, et, après la guerre de 1914-18, lors de l'évacuation de Constantinople par les Alliés.

Tandis que les autres voisins de la Turquie fermaient sans pitié leurs frontières aux Arméniens aux heures des grands massacres, la Bulgarie, pauvre cependant, en accueillait 25.000. Elle les hébergeait avec une générosité dont ils ont rendu témoignage (9).

Les Arméniens sont aujourd'hui au nombre de 27.000 en Bulgarie. Très dispersés sur tout le territoire du royaume, ils vivent surtout dans les villes et s'adonnent particulièrement au commerce ou à de petits métiers. On en trouve un grand nombre à Plovdiv, où les attira l'industrie et le commerce de cette ville, la seconde de Bulgarie.

Quant aux Grecs, ils sont bien peu nombreux aujourd'hui en raison de la Convention d'échange des populations conclue entre la Grèce et la Bulgarie à l'époque de la signature de la Paix de Neuilly en 1919, et dont la mise en pratique fut parachevée par la Convention du 27 novembre 1927 sur l'émigration volontaire.

Lors de la création de la Bulgarie en 1878, la majeure partie de la population grecque tombait dans les limites de la Roumélie orientale, qui, tout en étant administrée par des Bulgares, admettait le grec comme langue officielle avec le turc, à l'égal

(9) Albert Bonnard. Journal de Genève du 19 juillet 1913.

du bulgare. Mais la minorité grecque pour l'ensemble de la Bulgarie tombe bientôt de 62.000 individus qu'elle comptait en 1880, à 43.000 en 1910, et à 10.000 en 1926. Les Grecs s'adonnent au commerce, à la pêche et à la navigation.

Il reste à mentionner les Tartares qui, de 18.000 en 1880 et en 1910, sont tombés à 6000 en 1926. De même que les Turcs, ils s'établirent au xv^e siècle en Thrace où ils fondèrent la ville de Tatar-Pazardjik, qu'ils n'habitent plus guère, semble-t-il (10).

Dans la première moitié du XIX^e siècle, plusieurs milliers de leurs compatriotes arrivèrent de Crimée et furent répandus sur toute l'étendue de la Bulgarie danubienne. Ce sont des gens pacifiques, malgré un nom qui évoque de redoutables invasions.

Les Gagaouses, enfin, au nombre de 4000 environ, et que l'on rencontre sur les rivages de la Mer Noire, du côté de Varna, en particulier, viennent clore la liste des minorités de race et de langue. On connaît mal l'origine de ce petit peuple que l'on suppose s'être détaché de la grande famille turque qui comprenait aussi les Petchenègues, les Koumanes, etc.... Malgré leur nombre restreint, depuis de longues années déjà, les Gagaouses ont constamment conservé, au temps de la domination otto-

(10) « J'ai en vain cherché les Tartares, écrit L. Léger, dont le nom de la ville semblait indiquer l'existence. J'ai fini par trouver dans l'histoire l'explication de ce nom mystérieux : Le Sultan Bajazet II établit ici en 1485 des Tartares de Bessarabie. Quant au mot de Pazardjik (Marché) il s'explique par le commerce important dont la nouvelle colonie fut autrefois le centre. » L. Léger. *La Save, le Danube et le Balkan*, Paris 1884, p. 252.

mane, leur particularisme. Bien que leur langue soit la langue turque, leur religion, chrétienne, les avait empêché d'être absorbés par les ottomans.

Toutes ces minorités de race que nous venons de voir, sont en même temps des minorités de religion. Les Turcs sont musulmans, ainsi que la majeure partie des Tziganes sédentaires et les Tartares. Les Juifs sont également une minorité de religion, bien qu'en Orient et dans les Balkans, comme aussi en Europe Centrale, on s'attache surtout à considérer leur caractère ethnique. Il en est de même des Arméniens ou Arimeno-Grégoriens qui, au temps de l'Empire Turc, déjà, avaient leur patriarche à Constantinople. Quant aux Roumains et aux Grecs, également orthodoxes, ils n'en tiennent pas moins à leur particularisme religieux. Les Grecs surtout. Il ne faut pas oublier, en effet, que le nationalisme des églises orthodoxes, issu d'ailleurs des luttes politiques pour l'indépendance, aboutit à créer des églises autonomes, parfois hostiles, là où l'esprit latin, pénétré malgré lui de la forte armature catholique, ne voit qu'un culte unique, qu'il appelle la religion orthodoxe.

A l'égard de l'église bulgare, en particulier, l'opposition du clergé grec avait été irréductible. Lorsqu'en 1870, les bulgares obtinrent du Sultan la création de l'Exarchat, lorsque, par ce moyen, ils purent se libérer enfin de la domination des évêques phanariotes, domination qui, à certains moments de leur histoire, leur avait paru plus insupportable encore que le joug turc, le Patriarche grec de Constantinople, en signe de protestation, déclara schismatique l'église bulgare. Dans ces conditions, il était difficile de ne pas constater qu'un fossé infran-

chissable s'était établi entre les deux églises orthodoxes : l'église bulgare nationale, et l'église grecque de Bulgarie, restée soumise au Patriarche de Constantinople.

Quant aux Aroumains de Bulgarie, la question religieuse est pour eux moins aigue. Sans doute, ils ont leurs églises et leurs popes. Mais, « l'esprit minoritaire », qui est en somme le fond de la question, apparaît chez eux moins actif.

*
* *

A côté de ces minorités de race, de langue et de religion, il existe en Bulgarie des minorités purement religieuses comme les Pomaks, qui sont de race bulgare, mais de religion musulmane.

Descendants de familles bulgares converties plus ou moins de force par les turcs au cours des XVI^e et XVII^e siècles, ces Pomaks habitaient principalement la région des Rhodopes, de Tchepino à Xanthi et Cavalla, ainsi que les contreforts septentrionaux des Balkans, à l'est de l'Isker. Légèrement diminuée par l'émigration volontaire à la suite des guerres russo-turque et balkaniques, les Pomaks de Thrace et de Macédoine furent systématiquement expatriés par les derniers traités qui obligèrent, — en vertu de ce mode très cruel de solution des problèmes politiques que constitue l'échange des populations, — 200.000 bulgares musulmans à s'exiler en Anatolie, remplacés qu'ils furent, dans leur ancien patrimoine, par des colons Grecs amenés d'Asie-Mineure. Aujourd'hui, la population pomak, qui atteignait, dans sa totalité, il y a un demi siècle, en-

viron 400.000 âmes, ne dépasse pas, en Bulgarie, le chiffre de 100.000 individus.

Les Pomaks, quoique musulmans, ont conservé la langue bulgare qu'ils parlent même avec une pureté remarquable tenant au fait qu'ils ont conservé toutes les traditions les plus anciennes de leur race, et que le mode d'expression de celles ci n'a pour ainsi dire pas évolué chez eux. « Il convient de remarquer, observe à leur sujet le Colonel Lamouche, — et cela est à l'honneur du caractère bulgare, que, contrairement à ce qui s'est passé en Bosnie et en Albanie, où les habitants qui acceptèrent la foi des vainqueurs, reçurent en même temps leur fanatisme, en l'exagérant même, et devinrent les plus cruels ennemis de leurs compatriotes fidèles au Christianisme, les indigènes devenus musulmans, en Bulgarie, continuèrent souvent à vivre en bonne intelligence avec leurs frères de race et de langue » (11).

Enfin, il convient de citer, comme autres minorités purement religieuses, la minorité catholique, la minorité uniate et la minorité protestante. Faisant suite à l'énumération que nous avons donnée ci-dessus, ces deux minorités, la catholique et la protestante, ont comme un air occidental qui nous les rend familières. La minorité uniate, par contre, est peu connue en France. Elle mériterait pourtant de l'être davantage, eu égard au rôle que joua notre pays dans sa constitution en Bulgarie.

Les uniates sont, comme leur nom l'indique,

(11) Colonel L. Lamouche. La Bulgarie dans le Passé et le Présent. Paris 1892, p. 48.

des chrétiens, de rite oriental, *unis* à Rome. Les initiateurs de ce mouvement espéraient que, par leur reconnaissance à Rome, ils obtiendraient le concours de Napoléon III pour l'œuvre de la libération bulgare. Le 18 décembre 1860, une délégation bulgare signa devant le Délégué apostolique, à Constantinople, le pacte d'union de ses 2000 mandants avec l'Eglise Catholique. La France obtint la consécration civile de la nouvelle communauté. Le Pape Pie IX conféra la Crosse et la Mitre à son nouveau chef. La France, intervenant encore, obtint pour le nouveau consacré l'investiture de la Porte. Mais, quelques mois après, à l'instigation de la Russie, le nouvel évêque dut abjurer le catholicisme. L'Ambassadeur du Tsar en Turquie assura son départ vers un couvent de pénitence. Les uniates sont aujourd'hui peu nombreux, le mouvement s'étant peu propagé en Bulgarie. Les chefs de l'insurrection de 1876-78, s'étaient, en effet, pour des raisons politiques prononcés contre lui (12).

Les quelques milliers d'uniates qui existent aujourd'hui en Bulgarie se rencontrent surtout dans la Bulgarie du sud, en particulier à Plovdiv, et, près de Bourgas, à Malko-Tirnovo. Un grand nombre d'entre eux sont des réfugiés de Macédoine.

Catholiques et uniates forment un ensemble d'une quarantaine de mille âmes.

Assez nombreux aux XVII^e et XVIII^e siècles, les catholiques de Bulgarie sont réduits à quelques

(12) Georges Desbons. La Bulgarie après le traité de Neuilly. Paris 1930, p. 237. — Guérin-Songeon. Histoire de la Bulgarie, 1912, p. 395-396. — J. Ancel. Manuel Historique de la question d'Orient, p. 171.

centaines de fidèles à la fin du XVIII^e siècle. C'est aux missions religieuses étrangères, autrichienne en 1836, italienne en 1840 que le mouvement catholique doit de naître quelque peu dans le pays. Mais c'est surtout après l'indépendance bulgare que les œuvres catholiques se multiplient, avec le concours de congrégations en majeure partie françaises. On rencontre surtout les catholiques en Bulgarie du sud. Quelques groupes, cependant, se sont dispersés dans la Bulgarie danubienne, en particulier autour de Svichtov et de Nicopole, où demeurent encore quelques villages dits pavlikans, ainsi dénommés parce qu'on suppose qu'ils sont les descendants des pauliciens que les Empereurs byzantins avaient amenés d'Asie-Mineure pour assurer la défense des frontières de l'Empire !

Quant aux protestants, ils ne dépassent pas 7000 en Bulgarie. Le mouvement protestant avait été suscité et entretenu par des missionnaires américains dès avant la libération bulgare. Nous savons, en effet, qu'en 1864, ceux-ci collaborent à la plus ancienne traduction bulgare de la Bible et fondent même le plus ancien périodique bulgare, « Zornitza » l'Etoile du Matin, qui paraît encore de nos jours.

*
* *

Nous croyons utile de présenter une récapitulation statistique de toutes ces données générales.

Suivant le recensement effectué à la date du 31 décembre 1926 (13), la Bulgarie accuse une popu-

(13) Nous n'avons pu obtenir des renseignements plus récents, mais il n'y a pas eu, en ce qui concerne les minorités, de modifications bien sensibles depuis lors.

lation totale de : 5.478.741 habitants, se décomposant comme suit :

A. — *Au point de vue de la race :*

Bulgares	4.557.706
Minoritaires de race	878.024
Etrangers	43.011
Total	5.478.741

Le chiffre des minorités nationales de race se décompose comme suit (par ordre d'importance numérique) :

Turcs	577.552
Tziganes	134.844
Roumains	69.080
Juifs	46.558
Arméniens	27.322
Grecs	10.564
Tartares	6.191
Gagaouses	4 362
Tsintsares	1.551
Total	878.024

Les étrangers comprennent des éléments divers, dont nous n'avons pas à nous occuper dans une étude sur les minorités *nationales*. Toutefois, il faut compter parmi eux environ 19.000 russes blancs réfugiés. L'attitude extrêmement bienveillante du gouvernement et du peuple bulgares à l'égard de ces réfugiés se traduit par toute sorte de mesures de faveur qui les assimilent beaucoup plus à

des nationaux bulgares qu'à des étrangers. C'est ainsi que parmi ces russes, il en est qui sont des vétérans de la guerre de l'Indépendance bulgare ; le Gouvernement bulgare leur alloue une pension. D'autre part, des popes, des professeurs, des médecins, etc., sont devenus fonctionnaires de l'Etat bulgare. Cependant la majorité d'entre eux n'a pas demandé la nationalité bulgare, et leurs communautés entretiennent des écoles où l'enseignement se fait en langue russe, dans les conditions déterminées pour l'enseignement dans les écoles minoritaires nationales. Tout cela crée, en faveur de la population russe de Bulgarie une situation un peu spéciale. On peut donc la considérer comme un *quasi minorité nationale*.

B. — *Au point de vue de la langue :*

Langue bulgare	4.557.706
Langues minoritaires	878.024
Langues étrangères	43.011
Total	5.478.741

Le chiffre des langues minoritaires se décompose comme suit :

Langue turque	588.105
Langue tzigane	134.844
Langue roumaine	70.631
Langue judeo-espagnole	46.558
Langue arménienne	27.322
Langue grecque	10.564
Total	878.024

Nous rappelons que la langue turque est parlée par les Gagaouzes et les Tartares, en outre des Turcs. Quant à la langue judeo-espagnole, elle semble, d'après ce tableau, être la langue parlée par la totalité des juifs de Bulgarie (46.558 individus), or il y a, nous le savons, quelques juifs Askenazimes dont l'idiome est le yidish. Leur nombre restreint toutefois ne modifie guère sensiblement le chiffre que nous avons donné.

Parmi les langues étrangères parlées en Bulgarie (43.011), il convient de mentionner le russe qui est parlé par 19.000 individus.

C. — *Au point de vue de la religion :*

Religion orthodoxe	4.568.773
Religions minoritaires	909.968
Total	5.478.741

Le chiffre des religions minoritaires se décompose comme suit :

Musulmans	789.296
Israélites	46.431
Catholiques	40.347
Armeno-grégoriens	25.402
Protestants	6.735
Divers	1.757
Total	909.968

On remarquera que le nombre des musulmans est supérieur au chiffre porté dans le tableau des mi-

norités de race comme représentant la minorité turque. C'est qu'il y a lieu d'ajouter aux Turcs, comme professant l'Islamisme : a) les Pomaks, ou Bulgares mahométans, au nombre de 102.000 ; b) une bonne partie des Tziganes, ainsi que les Tartares.

Les Roumains, les Grecs et les Gagaouses, qui sont des minorités de race, ne figurent point nommément, bien entendu, dans le tableau des religions minoritaires, puisqu'ils professent la religion orthodoxe.

La statistique, enfin, nous fournit des données intéressantes sur la répartition de toutes ces populations minoritaires bulgares entre les villes et les villages. Elles résument d'ailleurs les indications que nous avons données ci-dessus à propos de chacune de ces populations en particulier, et achèveront de fixer la physionomie générale de l'ethnographie du pays.

En l'année 1910, sur 100 habitants de chaque nationalité, on trouvait, domiciliés dans :

	les villes	les villages
Bulgares	17,9 %	82,1 %
Turcs, Pomaks, Tartares..	15,2	84,8
Grecs	60,6	39,4
Juifs	96	4
Arméniens	87,7	12,3
Tziganes	23,4	76,6

Parmi les éléments minoritaires, les Turcs se rencontrent donc surtout dans les campagnes. Les Juifs, les Grecs et les Arméniens constituent par contre une population urbaine. Une répartition

semblable se retrouve en ce qui concerne les religions (14).

*
* *

Telles sont les minorités nationales de race, de langue et de religion en Bulgarie. De ces indications, il ressort qu'il s'agit là non pas de minorités à caractère territorial, c'est-à-dire concentrées sur telle ou telle partie bien déterminée du territoire bulgare, mais au contraire de minorités à caractère personnel, visant ainsi certains éléments de la population, différents par la race, la langue ou la religion de la masse majoritaire slave, mais *répartis sur la totalité du territoire bulgare*. Nulle part, la minorité turque, par exemple, la plus nombreuse, n'occupe un territoire bien défini où elle est seule, ou à peu près seule propriétaire des terres. Dans la région de Choumen, même, où les Turcs sont particulièrement groupés et où se rencontrent des villages entièrement musulmans, les éléments slaves demeurent dans l'ensemble en majorité.

Il n'en reste pas moins que l'ensemble des éléments minoritaires atteint en Bulgarie une proportion de nature à fixer l'attention du Gouvernement. Le fait seul, du reste, que les traités aient prévu et commandé cette attention, démontre suffisamment l'importance du problème.

(14) Cyrille G. Popoff. La Bulgarie économique, p. 22.

D'autre part, lorsqu'on analyse ces éléments minoritaires, on constate qu'ils sont composés surtout de races moins évoluées, — et ceci de beaucoup, — que la race slave majoritaire. Une telle situation peut, à certains égards faciliter la tâche du Gouvernement bulgare. Le problème, toutefois, tel qu'il se pose en Bulgarie, n'en présente pas moins des difficultés sérieuses. Chez un peuple jeune comme le peuple bulgare, et qui, en cinquante ans, s'est trouvé amené à tout organiser chez lui, le fait qu'une partie de la population ne marche pas au même pas, constitue, à notre sens, un point faible, par quoi la tâche d'organisation commencée peut se trouver dans bien des cas contrariée ou retardée.

En veut-on un exemple ? Suivant une statistique de 1905, faisant ressortir la diffusion de l'instruction par nationalités, environ 47 % des bulgares majoritaires savaient, à cette époque, lire et écrire, alors que 6 % seulement des Turcs, 4 % des Pomaks et 3,9 % des Tziganes possédaient la même qualité. En 1926, la situation s'est améliorée d'une façon générale : 54,36 % des Bulgares savaient lire et écrire, contre 12 % environ des Turcs, 6,50 % des Pomaks, et 8 % des Tziganes, mais la physionomie de la statistique demeure la même : les écarts entre le degré d'instruction de ces quatre races demeurent à peu près constants (15).

De là, de cette situation, sont nés pour le Gouvernement bulgare, à côté des devoirs de respect en-

(15) Cyrille Popoff. La Bulgarie économique, p. 27. — Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie, année 1931, p. 42-43.

vers ses minorités nationales, devoirs prévus par les traités, des devoirs d'éducation, de surveillance, de contrôle, sous peine de voir stagner, et peut-être s'élargir, un point de dangereuse faiblesse au milieu du progrès de la nation.

Nous examinerons, dans les pages qui vont suivre, comment le Gouvernement et le peuple bulgares ont compris ces devoirs.

DEUXIÈME PARTIE

DROITS ET DEVOIRS DES MINORITÉS EN BULGARIE

Les traités de minorités d'après-guerre, qui constituent à l'heure actuelle, sinon la charte — ils n'ont pas eu cette ambition — du moins la formule des droits reconnus aux minorités, distinguent :

1) le droit à la nationalité, c'est-à-dire le droit pour un individu appartenant à une minorité de race, de langue ou de religion, de ne pas se voir refuser la qualité de ressortissant de l'état sur le territoire du quel, par exemple, il est né ou domicilié ;

2) le droit de jouir des mêmes droits civils et politiques que les individus appartenant à la majorité ;

3) le droit de parler librement sa langue et d'organiser librement l'enseignement de celle-ci ;

4) le droit de pratiquer librement sa religion.

En Bulgarie, les sources formelles de ces différents droits ont été tout d'abord le traité de Berlin,

en ses articles 4 et 5 (1), et, dans le droit interne bulgare, la Constitution qui fut élaborée, en 1879, dans la ville de Tirnovo, par une assemblée de notables réunie à cet effet (2). Par la suite, d'autres traités, comme la Convention de Constantinople, signée les 6-19 avril 1909 entre la Bulgarie et la Turquie (3) et le traité de Neuilly, signé entre les Principales Puissances Alliées et Associées et la Bulgarie le 27 novembre 1919 (4) sont venus confirmer, sur le terrain international, les obligations de ce pays à l'égard de ses minorités nationales (5), tandis que des lois particulières venaient donner à ces obligations, dans le droit interne bulgare, un caractère concret qu'il y aura lieu d'examiner à propos de chacune d'elles.

(1) V. *supra*, p. 15.

(2) On trouve une traduction française de la Constitution bulgare dans l'ouvrage de Fr. et P. Dareste. « Les Constitutions modernes » 11^e édition, refondue par J. Delpech et Julien Laferrière. T. 1 p. 372. Paris, Sirey 1928. V. également Fr. Dareste. *Annuaire de Législation étrangère*. T. IX. 1880 p. 774 et suiv. ainsi que les volumes des années 1893 et 1911.

(3) Le texte de la Convention de Constantinople se trouve dans les grands recueils de traités.

On en trouve toutefois un texte plus maniable dans l'ouvrage de Pierre Albin : les grands Traités politiques. Paris. Alcan.

(4) Le traité de Neuilly a été édité par les soins de l'Imprimerie Nationale. La partie concernant la protection des minorités a fait l'objet d'une publication commode à Genève par les soins de la Société des Nations, sous le titre : « Protection des minorités de race de langue et de religion par la S.D.N. Recueil des stipulations contenues dans les différents instruments internationaux actuellement en vigueur ». Genève, 1927.

(5) La protection des minorités en Bulgarie a fait l'objet de la partie III, section IV, articles 49 à 57 du traité de Neuilly.

CHAPITRE PREMIER

DROIT A LA NATIONALITÉ. JOUISSANCE DES DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Le premier des droits qui est accordé par les traités de minorités d'après-guerre aux membres des minorités est le droit à la nationalité.

« Un des premiers problèmes qui se posaient, en effet, en vue d'assurer la protection des minorités, était d'empêcher que les états, pour des considérations de race ou de langue, ne refusassent leur nationalité à certaines catégories de personnes, malgré le lien effectif qui les rattache au territoire attribué à l'un ou à l'autre des dits états ;

« ... les traités de minorités en général... ont été conclus avec des états nouveaux ou qui, à la suite de la guerre ont vu leur territoire considérablement agrandi, et dont en conséquence, la population n'était pas nettement fixée au point de vue de l'allégeance. » (1)

La Bulgarie n'était, en 1919, ni un état nouveau, ni un état considérablement agrandi ! Cependant, elle s'est vue imposer un de ces traités.

(1) Avis consultatif N° 7 du 15 septembre 1923 de la Cour Permanente de Justice internationale.

Tels sont, dans ce sens, les articles 51 et 52 du traité de Neuilly.

Article 51 : *La Bulgarie reconnaît comme ressortissants bulgares, de plein droit et sans aucune formalité, toutes les personnes domiciliées sur le territoire bulgare à la date de la mise en vigueur du présent traité et qui ne sont pas ressortissants d'un autre Etat.*

Article 52 : *La nationalité bulgare sera acquise de plein droit par le seul fait de la naissance sur le territoire bulgare à toute personne ne pouvant se prévaloir d'une autre nationalité de naissance.*

Article 56 : *La Bulgarie s'engage à n'apporter aucune entrave à l'exercice du droit d'option prévu par le présent traité ou par les traités conclus par les Principales Puissances Alliées ou Associées avec l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Russie ou la Turquie, ou entre les dites Puissances elles-mêmes, et permettant aux intéressés de recouvrer ou non la nationalité bulgare.*

Le traité de Berlin n'avait contenu, en son temps, aucune disposition formelle de ce genre. Mais le fait qu'il obligeait la Principauté de Bulgarie « à tenir compte des intérêts de populations non bulgares » impliquait la reconnaissance obligatoire de celles-ci comme ressortissants du nouvel état.

La Constitution de 1879, venait d'ailleurs bientôt introduire, dans le droit interne, l'esprit, sinon la lettre — muette sur ce point — des accords internationaux.

Dans son article 54, elle dispose que « sont réputés sujets bulgares : 1° les individus nés en Bulgarie et qui n'ont pas acquis une nationalité étran-

gère ; 2° les individus nés hors du territoire de parents bulgares. »

Par la suite, diverses lois sur la nationalité bulgare sont venues successivement consacrer ces principes (2).

La Bulgarie a-t-elle rempli, à cet égard, ses obligations ?

Nous ne voulons en voir de meilleure preuve que dans le fait que, loin d'essayer de refuser la nationalité bulgare aux individus auxquels elle était obligée par les traités et par sa Constitution de l'accorder, elle a au contraire accueilli en Bulgarie, en leur accordant facilement le bénéfice de la nationalité bulgare, de nombreux Arméniens ou Juifs, fuyant les massacres ou les persécutions, ainsi que des Turcs réfugiés de Thrace orientale ou de Dobroudja, et des Russes évadés de la tourmente bolchévique (3).

(2) Des lois sur la nationalité bulgare ont été promulguées en 1880-1883-1904. La loi actuellement en vigueur est la loi de 1904 (Journal Officiel p. 3 du 5-1-1904) complétée et modifiée en 1908-1911-1919 et 1920. Article 2 : Sont réputés sujets bulgares tous les individus qui, pendant la création du royaume ont eu leur domicile ou sont nés dans les limites de son territoire.

(3) V. sur cet octroi facile de la nationalité bulgare aux étrangers mentionnés ci-dessus : Albert Bonnard. *Journal de Genève* du 19 juillet 1913, au sujet de l'accueil des arméniens. — Documents concernant la Paix de Neuilly. Annexe à lettre N° 129 (Archives du Ministère des Affaires étrangères. Sofia 1919, au sujet de l'accueil des Arméniens et des Juifs. — id. Annexe N° 3 à la lettre N° 114. Déclaration des députés musulmans au Sobranié au sujet de l'accueil des turcs. V. également Chefik Bey Emin Pacha, « les Turcs en Bulgarie ». Paris 1919. G. Kérékoff. Les minorités étrangères ethniques et religieuses en Bulgarie. p. 3 et 5. Sofia 1925.

*
**

L'octroi des droits civils et politiques aux individus appartenant à des minorités nationales, n'a fait l'objet, en Bulgarie, ni d'une disposition spéciale de la Constitution, ni d'un article déterminé d'une loi générale. Mais la Constitution a posé le principe de l'égalité devant la loi de tous les sujets bulgares (art. 57). Et elle définit ces derniers de la manière suivante : « Sont sujets bulgares, les individus, nés en Bulgarie et qui n'ont pas reçu une autre allégeance, ainsi que ceux qui sont nés à l'étranger de parents sujets bulgares. » (art. 54).

Ce caractère d'allégeance, auquel s'attache la Constitution pour définir ses sujets de droit, s'applique aux membres des minorités nationales comme aux membres de la majorité slave. La langue administrative bulgare applique, en effet, deux qualités distinctes aux membres de la Communauté nationale bulgare : l'allégeance et la nationalité. L'allégeance ou sujétion (en bulgare : *podanstvo*) est pris dans le sens de nationalité politique. La nationalité, (en bulgare : *narodnost*) correspond à la nationalité ethnographique. (4) La première désigne les minorités nationales : Turcs, Juifs, Arméniens, etc.. La seconde est réservée aux véritables bulgares de race slave.

Cette distinction une fois notée, nous voyons que l'article 54 de la Constitution a employé le terme le plus large, celui d'allégeance. « Sont sujets bulgares tous les individus nés en Bulgarie et qui

(4) V. sur ce point Fr. et P. Dareste. *Les Constitutions modernes*. T. 1 p. 372, note 1.

n'ont pas reçu une autre allégeance. Les membres des minorités répondent à cette condition. Comme d'autre part, l'article 57 confère à tous les sujets bulgares l'égalité devant la loi, les minoritaires sont par ce fait même, dotés des mêmes droits que la majorité slave.

A eux, comme aux membres de cette dernière, vont s'appliquer les lois générales qui confèrent aux ressortissants de la Bulgarie les « libertés nécessaires » : Inviolabilité de la personne, du domicile et des correspondances (5), liberté de la presse (6), droit de réunion et d'association (7), jouissance des droits civils et politiques (8), accès à toutes les fonctions publiques, professions et honneurs (9).

La première de ces libertés, l'inviolabilité de la personne, du domicile et des correspondances n'appelle pas d'observations. Les autres nécessitent quelques développements.

La liberté de la Presse a permis l'éclosion de toute une série de journaux et de revues, sans parler des livres, dont les minorités ethniques et religieuses ont largement profité. Nous n'avons pu obtenir la statistique, par minorités, de ces publications. Il ressort toutefois des renseignements publiés par la Direction de la Statistique de Sofia qu'un

(5) Constitution, art. 73 à 77.

(6) Constitution, art. 78, lois de 1881-83-87, loi de 1907. (Journal Officiel du 16-3-1907).

(7) Constitution, art. 82-83. Loi de 1882. (J.O. du 14-3-1882).

(8) Constitution, art. 60 et 86, loi électorale de 1897 (J.O. du 30-4-1897, complétée et modifiée à diverses reprises jusqu'en 1925).

(9) Constitution, art. 65, loi du 28 janvier 1922. (J.O. de 1922 p. 243).

total de 23 journaux et de 16 revues en langues non bulgares a paru en 1930 en Bulgarie (10). Dans la presse minoritaire, les journaux turcs viennent en première place. On en compte à l'heure actuelle 8 en Bulgarie. Puis viennent les publications juives, arméniennes, roumaines, etc...

Quant aux minorités purement religieuses, comme les catholiques et les protestants, elles ont, bien entendu, leurs organes quotidiens ou périodiques, rédigés en langue bulgare.

Le droit de réunion et d'association constitue, pour les minorités, le bien le plus précieux, car c'est par quoi va se manifester, précisément, leur vie minoritaire. Nous avons vu que les minorités en Bulgarie ne présentant pas un caractère territorial, mais simplement personnel. En d'autres termes, le Gouvernement bulgare s'est reconnu le devoir de respecter les coutumes et les intérêts des individus appartenant à des minorités de race, de langue et de religion répartis sur son territoire, *en tant qu'individus* et non pas en tant qu'entités collectives. Il n'en demeure pas moins que ces individus jouissent du droit — en tant que ressortissants bulgares — de se grouper pour des fins économiques, religieuses, culturelles, etc... Ils le font librement, et de la manière qui leur paraît la plus adaptée à leurs désirs, à leurs besoins, à la façon dont ils se trouvent groupés ou au contraire disséminés sur tout le territoire de la Bulgarie. D'une manière générale, l'idée qui a dominé la politique du Gouvernement bulgare à l'é-

(10) Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie. Année 1931, p. 516.

gard de ses minorités, a été qu'il convenait de laisser celles-ci entièrement libres de régler à leur guise leurs affaires intérieures, à condition toutefois que cette liberté ne porte point atteinte à l'ordre public et aux bonnes mœurs. C'est ainsi que les Juifs, les Arméniens, les Catholiques, les Protestants ont formé des associations où se traitent leurs intérêts. Mais ces associations n'ont, bien entendu, aucun caractère officiel.

A l'égard de la minorité musulmane, le Gouvernement bulgare a suivi et continue à suivre une politique plus active. Les raisons en sont évidentes : Les musulmans constituent dans le pays une minorité importante, et leur sort a été expressément réglé par un accord international. La Convention de Constantinople des 6-19 avril 1909, en effet, a jeté les bases d'une organisation de l'Islam en Bulgarie, et a fait des principaux chefs religieux musulmans des fonctionnaires de l'état bulgare.

Indépendamment de ce texte, il était, de toute évidence, de l'intérêt du Gouvernement bulgare de ne pas se désintéresser des affaires même intérieures d'une minorité qui constitue 12 % environ de la population totale du royaume. Cette minorité, d'autre part, comprend précisément parmi ses membres les éléments les moins instruits, les plus arriérés de la nation. Nous avons signalé ce problème. (11) Il convenait donc d'intervenir. C'est pourquoi, non seulement en matière d'enseignement des dispositions spéciales s'appliquent aux établissements scolaires musulmans, mais en matière d'organisation sociale

(11) V. *supra* p. 43.

et religieuse, toute une réglementation est intervenue de la part de l'Etat qui pénètre ainsi dans les moindres détails de la vie minoritaire musulmane.

Nous n'entrerons pas, pour le moment, dans l'étude de la réglementation qui régit les diverses communautés minoritaires. Nous aurons à examiner celle-ci à propos de l'organisation de l'enseignement dans les écoles des minorités, et surtout en étudiant l'organisation des cultes minoritaires. Qu'il nous suffise, ici, de noter que les minorités de race, de langue et de religion en Bulgarie font largement usage de la faculté qui leur est donnée par la loi, en tant que ressortissants bulgares, de s'associer, de se réunir, bref de s'occuper comme elles l'entendent de leurs affaires intérieures. Si l'état intervient parfois, comme c'est le cas à l'égard de la minorité musulmane, et, dans une mesure beaucoup plus restreinte, comme nous le verrons, à l'égard de la minorité juive et de la minorité arménienne, c'est toujours d'une manière qui laisse la plus large place à la conservation de l'esprit minoritaire, avec l'intention, seulement, de veiller, dans l'intérêt de la minorité comme dans l'intérêt de l'état, à la bonne marche des choses.

Le droit de réunion et d'association a ainsi permis aux ressortissants minoritaires de la Bulgarie de se grouper en vue des fins les plus diverses : associations religieuses, culturelles, scolaires, charitables, médicales, etc..., sociétés de gymnastique, de sport, etc.,

Nous n'avons pu obtenir des renseignements précis sur les différentes manifestations sociétaires de la minorité musulmane. Il semble du reste que celle-ci, étant en majeure partie une population ru-

rale, pratique peu l'association en dehors des fins religieuses ou scolaires en accord avec ses traditions et formellement organisées par la loi. Les Juifs, par contre, en tant qu'habitants des villes, et par tempérament aussi sans doute, sont beaucoup plus ouverts à l'idée de groupement. La plus grande association juive en Bulgarie, la Fédération sioniste, affiliée à l'organisation mondiale du même nom, groupe, suivant les années, de 5.000 à 7.000 adhérents. Elle édite un journal « Asofar » qui était rédigé autrefois en judeo-espagnol, aujourd'hui, en bulgare. Un Comité Palestinien d'émigration siège à Sofia, un Commissariat général du Fonds National Juif à Plovdiv, un Fonds de reconstruction palestinienne à Roustchouk. Ces diverses organisations recueillent de l'argent en vue d'acheter des terres en Palestine qui doivent demeurer la propriété inaliénable du peuple juif. L'apport social du judaïsme bulgare à l'œuvre palestinienne, grâce à l'action de ces diverses sociétés, est évalué à environ 3 millions de levas par an. (12) Les autres minorités ont également leurs associations et leurs réunions, affiliées ou non à des organisations internationales, en toute liberté. Mentionnons seulement parmi celles-ci l'importante Association de jeunes gens chrétiens (Y. M. C. A.), et « l'Union internationale pour le rapprochement des Eglises », sociétés protestantes dont l'activité est considérable en Bulgarie.



Les droits politiques sont accordés aux indivi-

(12) Dr. S. Mézan, *Les Juifs espagnols en Bulgarie*, p. 98.

indus appartenant aux minorités nationales avec le même libéralisme et la même absence de restrictions d'aucune sorte.

Est électeur, tout citoyen bulgare ayant atteint sa vingtième année, et jouissant de ses droits civils et politiques.

Est éligible, tout citoyen bulgare, jouissant de ses droits civils et politiques, âgé de trente ans révolus, et sachant lire et écrire.

Il a été beaucoup légiféré, en Bulgarie, en matière électorale. En 1890, en 1894, en 1897, trois lois sont venues à des intervalles rapprochés régler cette matière. Les modifications ainsi apportées successivement au système en vigueur, ont toutefois porté, chaque fois, sur des points de détail tels que la durée du mandat des députés ou le nombre des circonscriptions, ou encore le mode de scrutin, instituant finalement, à cet égard, après un essai partiel dans deux départements, la représentation proportionnelle. Mais, et c'est là l'important, aucune de ces lois n'est venue modifier le fond même du système électoral, basé sur l'égalité de tous les citoyens devant la loi, que ceux-ci appartiennent à des nationalités minoritaires ou non.

Il n'y a même pas, dans la Constitution de Tirnovo, ni dans la loi électorale, de ces dispositions d'apparence anodine, qui tout en accordant les plus larges droits aux citoyens, à quelque catégorie que ceux-ci appartiennent, permettent, dans la pratique, d'éliminer telle ou telle catégorie d'électeurs estimée indésirable. Nous faisons allusion à la pratique dite des tests d'intelligence, consacrée par plusieurs Constitutions des états particuliers des Etats-

Unis. (13) Ces constitutions autorisent les personnes chargées de recueillir les suffrages à s'assurer si l'électeur sait lire un texte de la Constitution, ou tout au moins le comprendre, si lecture lui en est donnée. Cette disposition, dirigée contre les nègres, donne lieu, évidemment, à toute sorte d'abus qui en font, aux mains d'un parti, une arme redoutable.

Il n'est pas douteux que si la Bulgarie avait admis une disposition de ce genre, elle eut pratiquement éliminé de la vie publique du pays la plus grande partie de ses éléments minoritaires.

Or, nous voyons que de tout cela, il ne fut point question. Au contraire, la Grande Assemblée Nationale réunie à Tirnovo en 1879, tint à considérer tous les membres de la nation bulgare sur un pied d'absolue égalité. Par un libéralisme qui lui fait honneur, elle ne voulut même pas que la Constitution de la naissante Principauté marquât, dans ses termes mêmes, que le problème minoritaire existait, et qu'il pouvait être redoutable. Faisant abstraction d'un long passé de souffrances, elle admit comme citoyens de la nation ceux mêmes qui étaient ses maîtres d'hier, confiante dans l'œuvre du temps et dans les qualités de tolérance du peuple bulgare pour aplanir les difficultés.

La seule restriction établie par la Constitution à ce régime très libéral des droits politiques, a trait aux conditions d'éligibilité. L'article 86, alinéa 2, exige que pour être éligibles, les citoyens bulgares jouissant de leurs droits civils et politiques et âgés

(13) Ce sont les états du Mississipi, de la Caroline du sud de la Louisiane, de l'Alabama, de la Caroline du Nord, de la Virginie, de l'Oklahoma, de la Georgia.

de trente ans révolus, *sachent lire et écrire*. Il ne faut point voir, dans cette mesure, du reste très sage en soi, une disposition dirigée contre les minorités. Sans doute elle empêchera tel paysan turc de siéger au Sobranié. Elle était nécessaire toutefois à l'égard des paysans bulgares eux-mêmes, parmi lesquels, en 1879 surtout, l'instruction n'était pas très répandue.

Dans la pratique, les minorités n'ont pas à se plaindre d'une absence de représentation au Parlement ou dans les conseils généraux ou municipaux.

Des députés turcs ont siégé à la Grande Assemblée Nationale de 1879. Par la suite chacune des législatures du Sobranié a vu, parmi ses membres, des députés musulmans. (14) S'il n'y en eut point davantage, c'est que les musulmans trouvent souvent inutile de se coaliser pour élire des députés à eux. Ils ne se désintéressent pas des luttes politiques, mais selon leurs convictions individuelles, ils se contentent de voter pour les candidats bulgares de leur choix. Cette situation de fait n'est nullement la conséquence d'une attitude antilibérale du Gouvernement à leur égard. Les textes ne sauraient être plus libéraux qu'ils ne le sont. Quant à la manière dont les autorités bulgares les appliquent, un exemple le fera saisir.

Dans les villages où ils forment la majorité, et même parfois, l'unanimité des électeurs, les Turcs choisissent un maire de leur race. Ce maire, bien

(14) C'est à une infime majorité, due à l'appoint des voix des députés musulmans de Thrace, que le Cabinet Radoslavof, en 1915, réussit à faire entrer la Bulgarie dans la guerre européenne aux côtés des Empires Centraux.

souvent, ne comprend pas le bulgare. La loi a prévu ce cas (15). Et comme les actes publics doivent être rédigés en bulgare, le Préfet intervient. Il attribue à la Municipalité turque un secrétaire bulgare. Une telle situation, il est vrai, peut prêter à des abus, et voilà, semble-t-il, un simple secrétaire de mairie investi, sans responsabilité extérieure, d'une manière de puissance occulte. La réglementation y remédiera. Le secrétaire en question, soumis à des dispositions spéciales de responsabilité, restera l'objet d'un contrôle préfectoral constant. Ainsi le particularisme minoritaire, loin d'être contrarié, trouve non seulement dans la loi mais encore dans la pratique administrative, un encouragement à son développement.

La minorité grecque, bien diminuée aujourd'hui à la suite de l'échange des populations, était, avant la guerre de 1914-18, assez nombreuse pour qu'elle tint à nommer au Sobranié et dans les Conseils électifs, des représentants de sa race et de sa langue. En règle générale, même, aux élections municipales, les communes composées d'habitants de race hellénique choisissaient parmi leurs congénères les maires, adjoints et conseillers municipaux. Anchialo en comptait ainsi, en 1906, une douzaine, les bourgs de Sosopole et de Messemvria, chacun une dizaine. Il en était de même des autres localités habitées par des grecs.

(15) Loi modifiant la loi sur les communes rurales. J.O. N° 270 du 11-12-1902. « Ne peuvent être élus maires et adjoints que des citoyens sachant lire la langue officielle. Cependant dans les communes où une langue autre que le bulgare est en usage, il est toléré que les maires et adjoints sachent seulement lire et écrire dans leur langue maternelle... ».

Les roumains, par contre, ou plus exactement les aroumains suivant le nom qu'ils se donnent eux-mêmes en Bulgarie, bien que très supérieurs en nombre aux Grecs, constituent une minorité peu mêlée, du moins en tant qu'entité séparée, aux luttes politiques. M. Georges Desbons, qui a fait auprès des minorités nationales de Bulgarie une enquête aussi impartiale que clairvoyante, a noté justement que l'esprit minoritaire ne se traduit guère chez les aroumains que par la célébration de leurs offices religieux orthodoxes en roumain (16). C'est là une tradition qui ne nécessite pas l'entrée dans l'arène politique.

Les Juifs, au contraire, se sont toujours intéressés à la vie du pays et prennent une part active aux affaires publiques. Dispersés dans tous les partis bulgares, ils y jouent parfois un rôle important (17).

Enfin les Arméniens, de même que les autres minorités nationales, participent à la vie publique du pays, avec les mêmes droits reconnus à tous et dans un esprit de loyalisme qui est général.

Une seule exception vient restreindre, dans la loi électorale, les droits de certaines catégories d'individus : les officiers et les ecclésiastiques. En ce qui concerne les premiers, la chose nous paraît toute naturelle. Elle est un principe de notre propre droit

(16) G. Desbons. La Bulgarie après le traité de Neuilly p. 305.

(17) Documents concernant la Paix de Neuilly. Annexe à la lettre N° 129. Archives du Ministère des Affaires étrangères. Sofia 1919. Documents publiés, en bulgare, par l'Imprimerie de l'Etat. Sofia 1919, p. 37. V. également Dr. S. Mézan. Les Juifs espagnols en Bulgarie, p. 100.

public. Pour ce qui est des seconds, nous ignorons, il est vrai, cette exception, mais celle-ci peut se concevoir parfaitement, surtout dans un pays qui, comme la Bulgarie, n'a point réalisé de séparation entre l'Eglise et l'Etat. En tout cas, cette exception ne constitue point une restriction aux droits des seules minorités, qui par ce moyen, il est vrai, voient exclure de la vie publique certains de leurs éléments, précisément les plus actifs et les plus animés par profession de l'esprit minoritaire ; l'Eglise orthodoxe bulgare elle-même, qui représente la religion officielle, voit ses ministres frappés du même ostracisme.

Le Traité de Neuilly, en prescrivant dans son article 53 que « tous les ressortissants bulgares seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques, sans distinction de race de langue ou de religion », n'a donc fait que consacrer un état de choses en honneur en Bulgarie depuis 40 ans.

De même que l'accès à l'électorat et à l'éligibilité est ouvert à tous les citoyens bulgares remplissant les conditions déterminées par la Constitution et les lois spéciales, sans distinction de leur appartenance à la majorité slave ou aux minorités, de même, et à plus forte raison, l'accès aux fonctions publiques est permis à tous. La Constitution ne distingue pas : « *les citoyens bulgares*, déclare-t-elle, peuvent seuls être appelés à des fonctions civiles ou militaires. (art. 65).

Les Turcs, en grande majorité paysans, ne postulent guère les fonctions publiques, civiles ou militaires, sauf cependant, comme nous l'avons vu, celles de maire ou de conseillers municipaux dans

des villages exclusivement musulmans. Les autres professions ne recrutent de même que peu d'adeptes parmi eux. On rencontre toutefois des professeurs, des médecins, quelques industriels et journalistes parmi la minorité musulmane.

Les Grecs, au temps où leur nombre faisait d'eux une minorité importante, participaient davantage à la vie administrative ou sociale du pays. En 1906, il y avait, par exemple, dans les divers ministères 126 fonctionnaires grecs. Les municipalités grecques, comme nous l'avons vu, étaient très fréquentes, et quant aux professions libérales, elles comptaient parmi leurs membres un bon nombre d'éléments hellènes.

Les Juifs, en Bulgarie, comme dans d'autres pays s'adonnent surtout au commerce. Une statistique concernant la ville de Sofia relève toutefois que sur 19.000 Juifs environ, domiciliés dans la capitale en 1927, 219 étaient ingénieurs, médecins, professeurs, avocats, écrivains, journalistes (18). Dans toute la Bulgarie, il y aurait environ 250 médecins Juifs et une centaine d'avocats (19).

D'une manière générale, les fonctionnaires appartenant aux éléments minoritaires occupent tant de postes, ont pris une telle prépondérance dans les ministères et les diverses administrations de l'Etat que leurs concurrents, bulgares majoritaires, restés en grand nombre sans situation, essayèrent, fin sep-

(18) G. Desbons. *La Bulgarie après le traité de Neuilly*. p. 306.

(19) Documents concernant le traité de Neuilly. Sofia 1919, p. 37. Observations de la Délégation bulgare sur les conditions de paix avec la Bulgarie. Paris. Imp. H. Elias. 1919, p. 9.

tembre 1925, de se grouper pour demander au Gouvernement l'élaboration d'une loi spéciale qui n'aurait admis les minoritaires aux fonctions publiques que lorsqu'il n'y aurait pas eu de candidats bulgares aptes à les remplir. Cette tentative n'a pas été couronnée de succès.

La Constitution a même été plus loin dans la voie du libéralisme. Elle admet, en son article 66 la possibilité de nommer aux emplois civils et militaires des étrangers, « sous réserve, il est vrai, de l'approbation du Sobranié, et par mesure individuelle ».

Il était apparu au législateur bulgare, surtout au législateur de 1879, qui se trouvait en présence d'une œuvre d'organisation à entreprendre, qu'il pouvait être opportun, et utile, à de certains moments, de faire appel aux compétences étrangères. C'est ainsi que dans la suite, un officier de marine français fut chargé d'organiser la flottille de la mer Noire, que des ingénieurs, des forestiers français furent appelés à occuper des fonctions importantes...

Or cette disposition de l'article 66 eut l'occasion de jouer dans ces dernières années dans des circonstances particulières. Il s'agissait de permettre à des réfugiés russes d'accéder à des fonctions publiques.

L'émigration russe en Bulgarie, en venant brusquement peser sur l'étroit marché du travail bulgare, rendu plus difficile encore par les lourdes charges de l'après guerre, en constituant un élément stabilisé dans ce pays qui l'a accueilli — nous allions dire recueilli, — a soulevé un véritable problème qui, s'il n'est point, dans les textes, un problème minoritaire, n'en présente pas moins ce caractère dans les faits.

L'apparition de 20.000 réfugiés dans un petit pays comme la Bulgarie, eut déjà, quelle que soit l'origine de ces étrangers, posé un problème. Mais combien celui-ci apparaît plus important encore, quand ces étrangers sont sans patrie, et qu'ils appartiennent, ethniquement, à la grande famille slave, si proche du peuple bulgare par la langue, la religion et les coutumes. Le sentiment populaire s'en mêle. La reconnaissance envers la Russie libératrice se fait jour. Ces médecins, ces professeurs, ces popes, ces ingénieurs russes vont être nommés à des emplois (20). Ils obtiendront même qu'on leur compte, pour l'avancement et la retraite, les années de service accomplies en Russie. La sollicitude du Gouvernement bulgare envers ces réfugiés a même été jusqu'à voter des pensions à ceux d'entre eux qui avaient participé à la guerre de la libération bulgare de 1878 (21). Des invalides russes, émigrés, sont hospitalisés dans un monastère élevé à Chipka, dans le Balkan, aux lieux mêmes où, en 1878, les russes aidés de la légion bulgare, livrèrent aux turcs une terrible bataille (22).

Sans doute, pour donner à toutes ces mesures envers les réfugiés russes une couverture légale, il fallut faire jouer l'article 66 de la Constitution qui vise *les étrangers*. Mais de tels avantages auraient-

(20) Par exemple, une loi de 1929 autorise le St-Synode bulgare à nommer des prêtres russes à des emplois d'instituteurs, prêtres de paroisses, etc.... (J.O. du 23 mai 1919).

(21) Une loi récente a même augmenté le taux de ces pensions qui a été porté à 2.500 levas par mois pour les vétérans et 1500 levas pour les veuves des vétérans décédés.

(22) Maurice Pernot. Balkans nouveaux, Paris, Hachette, 1929. p. 112-116.

ils été concédés s'il s'était agi d'étrangers quelconques ? — Nullement.

C'est que, bien que constituant, légalement, une colonie étrangère, les russes réfugiés en Bulgarie y sont considérés, — sentimentalement — *comme une minorité nationale*.

Il est juste d'ajouter que, depuis ces dernières années, un certain nombre de ces réfugiés demande peu à peu à se faire naturaliser bulgare. Le Gouvernement bulgare leur offre à cet égard toutes facilités (23). Ils n'en continuent pas moins, bien entendu, à pratiquer leur langue, de même que leurs enfants sont élevés dans leurs écoles. Ainsi, ces nouveaux naturalisés deviennent dans toute la force du terme une *minorité nationale*.

(23) Loi complétant la loi sur la nationalité : dispositions spéciales visant les sujets russes établis en Bulgarie avant le 1^{er} janvier 1929. (J. O. du 7 juin 1929).

CHAPITRE II

DROIT AU LIBRE USAGE DE LA LANGUE MINORITAIRE

L'octroi aux éléments minoritaires de droits civils et politiques identiques à ceux qui sont accordés aux citoyens majoritaires, a pour effet de constituer ainsi, en face de l'état, une seule classe de ressortissants. Si les éléments minoritaires ont recherché partout cette égalité — qui leur a été accordée en Bulgarie — ils n'ont jamais toutefois poussé leur volonté d'assimilation jusqu'à l'oubli de leur origine, de leur race, laquelle se traduit pratiquement par l'emploi de la langue, si celle-ci diffère de celle de la majorité. La langue, en effet, touche à la fibre la plus intime de la conscience d'un peuple. Il en est ainsi, et chez les intellectuels, parce qu'elle est pour eux un patrimoine plein de valeur, véhicule des traditions les plus chères, et chez les simples et les illettrés, parce qu'elle est à la fois pour eux un bien traditionnel et l'organe familier et inséparable de leurs habitudes. Quoi qu'il en soit, ceci commande le respect.

Le législateur bulgare l'a compris. S'il n'a point expressément abordé ce problème dans son œuvre constitutionnelle, il en a, cependant, par le libéralisme d'ensemble de ses principes, permis et pré-

paré la solution. La tolérance dont il a fait preuve, dès la fondation de la Principauté, a permis aux populations de race non bulgare de parler ouvertement leur langue non seulement dans le privé mais encore dans tous les endroits publics. Nul n'a jamais été inquiété en Bulgarie du fait de l'usage d'une langue minoritaire. Les populations turques tziganes, arméniennes, juives, etc... conversent continuellement dans leur langue. Autrefois même, avant que l'enseignement du bulgare ne devint obligatoire dans les écoles minoritaires, on constatait que dans les centres où se rencontraient d'importants éléments minoritaires, comme à Choumen, à Razgrad, etc., particulièrement peuplés de Turcs, les Bulgares domiciliés dans ces villes parlaient beaucoup plus souvent la langue de la minorité que les membres de celle-ci ne parlaient la langue bulgare.

Les membres des minorités n'ont d'ailleurs jamais formulé une plainte relativement à l'emploi de leur langue. Ils ont, de par la Constitution et la loi sur la liberté de la presse, le droit de publier en leur langue tous les journaux, revues, livres qu'ils désirent. C'est ainsi qu'en 1932, 39 journaux ou revues paraissaient en Bulgarie en langues non bulgares. Quant au droit d'employer la langue minoritaire dans les réunions composées de membres des minorités ayant pour fins des intérêts culturels, économiques, politiques, sportifs, etc, il est pareillement consacré par la constitution et appliqué sans restrictions.

Ainsi, l'article 53, alinéa 3 du Traité de Neuilly qui prescrit que : « il ne sera édicté aucune restriction contre le libre usage par tout ressortissant

bulgare d'une langue quelconque soit dans les relations privées ou de commerce, soit en matière de religion, de presse ou de publication de toute nature, soit dans les réunions publiques », n'a fait que consacrer une pratique ancienne, en honneur en Bulgarie depuis sa création en 1878.

Des prescriptions relatives à l'usage en justice des langues minoritaires ont figuré également dans le traité de Neuilly : « Nonobstant l'établissement par le Gouvernement Bulgare d'une langue officielle, des facilités appropriées seront données aux ressortissants bulgares de langue autre que le bulgare pour l'usage de leur langue soit oralement, soit par écrit devant les tribunaux. (Art. 53, al. 4). La délégation bulgare à la Conférence de la Paix a pu justement faire remarquer, dans ses observations sur les conditions de paix qui étaient imposées à son pays, que l'usage des langues minoritaires en justice était déjà prévu et autorisé en Bulgarie par les articles 223 à 226 de la loi sur l'organisation judiciaire, les articles 194 et 321 du code de Procédure civile et l'article 431 du code d'Instruction criminelle. (1)

(1) Loi sur l'organisation judiciaire : art. 223. « La langue judiciaire est le bulgare ». — art. 224 : « Si les parties ne connaissent pas la langue bulgare, on fait appel à un interprète aux frais des parties. L'élaboration d'un procès verbal en langue étrangère n'est point autorisé, mais le tribunal peut autoriser l'insertion de quelques phrases ou de quelques mots énoncés par les parties en langue étrangère et qui ont une signification particulière pour l'affaire elle-même. Il est permis d'employer une langue étrangère dans le tribunal sans l'assistance d'un interprète dans le cas seulement où tous les juges ainsi que les parties connaissent cette langue étrangère ». — art. 225 : « Les personnes qui ne connaissent pas la langue

Ces articles ne visent point à proprement parler les minoritaires et l'emploi de la langue minoritaire en justice. Ils ont trait, d'une façon générale à l'emploi, devant les tribunaux, d'une langue étrangère quelconque. Mais ces dispositions s'appliquent, par voie de conséquence, aux minoritaires, et nous ne pensons pas que l'expression « des facilités appropriées » employée par le traité de Neuilly, ait entendu exiger davantage. Par ailleurs, l'article 224 de la loi sur l'organisation judiciaire autorise l'emploi direct et unique d'une langue étrangère — en fait d'une langue minoritaire — lorsque tous les magistrats composant le Tribunal, ainsi que les parties, connaissent la langue en question. Dans ce cas, les questions des magistrats, les plaidoiries des avocats, les réponses des parties, etc... ont lieu dans la langue minoritaire. Ceci ne concerne toutefois que la partie orale de la procédure, — la partie écrite reste transcrite en bulgare. Quoiqu'il en soit, il y a là une facilité importante accordée aux minoritaires, et une facilité qui n'est point du tout, comme on pourrait le croire, hypothétique. Dans des villes comme Choumen et Razgrad, pour prendre encore cet exemple, peuplées d'éléments musulmans importants, on peut dire que la presque totalité des magistrats bulgares qui y sont nommés parle la langue turque. Le cas prévu par l'article

bulgare prêtent serment dans la langue qu'elles connaissent ».

Code de procédure civile : art. 194 : « Les requêtes sont rédigées en bulgare. La signature peut être en langue étrangère et en langue bulgare ». — art. 321 : « Lorsqu'un témoin qui ne comprend pas le bulgare est interrogé, on fait venir un interprète ».

224 de la loi sur l'organisation judiciaire a donc constamment l'occasion de jouer pour le plus grand bénéfice de la population musulmane qui se voit ainsi faciliter l'accès des tribunaux.

En matière administrative, une loi spéciale dispose que « dans les communes où une langue autre que le bulgare est en usage, les maires et adjoints peuvent ne savoir lire et écrire que dans leur langue maternelle » (2).

Une autre loi, modifiant et complétant cette dernière, précise que dans les communes purement musulmanes, les gardes-champêtres peuvent, en cas de besoin, ne pas remplir toutes les conditions exigées par la loi sur leur recrutement, en particulier : savoir lire et écrire. (3)

Enfin, dans les communes dont la population est entièrement musulmane, les procès verbaux des élections peuvent être tenus en langue turque. Mais dans les communes à population mixte, chrétienne et musulmane, il est exigé du maire qu'il sache lire en bulgare. Ainsi se manifeste tout de même, et d'une façon raisonnable, la prédominance de la langue officielle. Dans ce cas, du reste, l'adjoint au maire peut ne savoir lire et écrire qu'en turc. (4)

Nous n'avons indiqué ces dispositions qu'à titre d'exemples. Ils suffisent à montrer, semble-t-il, que toutes facilités sont accordées en Bulgarie aux

(2) Loi modifiant la loi sur les communes rurales des 7-20 décembre 1902. (J.O. du 11-12-1902).

(3) Loi modifiant et complétant la loi sur la police des communes rurales du 15 décembre 1906 (J.O. N° 285 de 1906).

(4) Loi modifiant la loi électorale du 31 mars 1910 (J. O. N° 81 de 1910).

minorités nationales pour l'emploi de leur langue dans toutes les circonstances de leur vie privée ou publique. Il convient d'étudier maintenant comment la langue minoritaire est cultivée et développée. Ainsi se pose la question si importante de son enseignement.

*
* *

C'est dans les écoles, dans la facilité plus ou moins grande laissée aux nationalités minoritaires de conserver leurs écoles et d'en ouvrir de nouvelles, que se mesure véritablement le libéralisme d'une législation et d'un pays.

Dans ce domaine de l'enseignement, le législateur bulgare s'est inspiré des principes démocratiques qui, dans tous les pays évolués, déterminent l'intervention de l'état. Il est certain qu'il ne faut pas que les enfants, et plus tard les hommes, restent privés de certaines connaissances élémentaires. Les parents ne sauraient échapper au devoir moral de faire donner à leurs enfants un minimum d'instruction ; d'où l'institution, dans tous les pays civilisés, de l'instruction primaire obligatoire et gratuite, sanction légale apportée par le législateur au devoir moral des parents.

Le législateur bulgare s'est inspiré de ces idées. Dès 1879, dans la Constitution, il pose le principe de l'instruction primaire obligatoire et gratuite (article 78 de la Constitution). Par la suite des lois spéciales vinrent organiser les divers degrés de l'enseignement. Le territoire national est doté ainsi d'un réseau d'établissements scolaires d'état. Le problème de l'instruction publique, en effet, a toujours

été à la base des préoccupations des hommes d'état bulgares, et même, avant la guerre de l'indépendance, de tous les bulgares éclairés qui s'intéressaient à la résurrection de leur pays. On peut dire que la résurrection bulgare se fit par l'école avant qu'elle n'éclatât en insurrections armées. Elle a suivi les étapes inverses de la résurrection serbe qui alla au contraire de la résurrection matérielle par les armes à l'émancipation intellectuelle (5).

Au moment de l'Indépendance bulgare, des écoles turques, grecques, arméniennes, juives... existent partout dans la nouvelle Principauté. Elles se développent en toute liberté. Leur statut demeure très vague. Soustraites à tout contrôle de la part de l'état, elles présentent pour la plupart un programme d'études rudimentaire et fournissent un enseignement tout à fait insuffisant (6).

Les premières statistiques de la Principauté de Bulgarie nous permettent de constater le pourcentage peu élevé des individus sachant lire et écrire dans l'ensemble de la population. Or, M. Cyrille G. Popoff, l'éminent statisticien bulgare qui a fourni sur son pays un ensemble de données statistiques précieuses, constate que ce pourcentage peu élevé est dû en partie à la composition ethnique de la nation bulgare. Sans doute, dans les premières années de l'indépendance, le nombre des bulgares eux-mêmes sachant lire et écrire n'était lui-même pas très élevé

(5) Georges Desbons. La Bulgarie après le Traité de Neuilly. p. 24. — D. Mishew. The Bulgarians in the Past. Lausanne, Librairie centrale des nationalités. 1919, p. 284.

(6) Dr. S. Mézan. Les Juifs espagnols en Bulgarie. Détails intéressants sur l'insuffisance de l'enseignement dans les écoles juives en Bulgarie au temps de l'Empire Ottoman. p. 44 à 48.

(les progrès ont été depuis lors considérables), mais la présence de populations musulmanes importantes augmentait encore la proportion des illettrés (7).

Le législateur bulgare se devait de faire face à cette situation. Mais d'autre part, en vertu des engagements pris au traité de Berlin, en vertu des principes libéraux de la Constitution de 1879, en vertu enfin de son esprit de tolérance et de son sens politique, il n'entendit point restreindre le développement naturel de ces particularismes. La solution survint en 1909, sous la forme d'une réglementation à la fois libérale et stricte (8). Nous étudierons les divers aspects de cette réglementation en distinguant le statut administratif des écoles minoritaires et l'enseignement qui est donné dans celles-ci.



Régime administratif des écoles minoritaires.

Les écoles minoritaires sont régies par les articles de la loi sur l'Instruction Publique (codification du Ministère de l'Instruction publique) consacrés aux écoles dites *privées*. Ces dernières sont ainsi appelées par opposition avec les écoles publiques qui sont les établissements d'enseignement de l'Etat. Il n'y a pas

(7) Cyrille G. Popoff. La Bulgarie économique. p. 27.

(8) La législation sur l'Instruction publique comprend une dizaine de lois qui s'échelonnent de l'année 1909 à l'année 1924. L'ensemble de ces lois a été codifié et publié sous le titre suivant : Recueil des lois en vigueur au Ministère de l'Instruction publique. Publication Officielle du Ministère de l'Instruction publique. Sofia. Imprimerie de l'état. 1924. — Nous nous référerons, dans le cours de cette étude, à cette codification.

d'enseignement public minoritaire en Bulgarie. En raison de la grande dispersion des éléments minoritaires sur tout le territoire, il était difficile, en effet, de prévoir pour ceux-ci un enseignement public aux frais de l'état. L'importance de la minorité turque, d'autre part, avec ses traditions, ses mœurs, ses habitudes pédagogiques même, si différentes de celles des populations chrétiennes, n'aurait pas permis au législateur bulgare, alors même qu'il aurait incliné à le faire, de fondre dans son enseignement public, un réseau d'écoles musulmanes. La solution adoptée, comme nous le verrons par la suite, satisfait amplement les particularismes minoritaires, tout en les soumettant au contrôle de l'état. Rappelons d'ailleurs que tandis que certains traités prescrivent l'emploi de la langue minoritaire dans les écoles publiques, par exemple, le traité de minorité avec la Pologne dans son article 9 (9), le traité de Neuilly, par contre, n'impose à la Bulgarie que l'obligation d'accorder des « *facilités appropriées* aux ressortissants bulgares minoritaires pour assurer que, dans les écoles primaires, l'instruction soit donnée à leurs enfants dans leur propre langue ». (art. 55 du traité).

Les écoles privées en Bulgarie peuvent être, bien entendu, suivant la loi, des écoles majoritaires, fréquentées par des enfants de race bulgare, y recevant un enseignement en bulgare dans des conditions identiques à celles qui président à l'enseignement dans les écoles publiques de l'état. En pratique,

(9) Mandelstam, La protection internationale des minorités. p. 114.

toutefois, il n'y a pas de semblables écoles. Les écoles privées sont donc, avant tout, des écoles minoritaires, de sorte que c'est au sujet de celles-ci que les textes généraux consacrés aux écoles privées ont l'occasion de jouer.

Quiconque veut ouvrir une école minoritaire doit, au préalable, en demander l'autorisation au Ministère de l'Instruction publique, à peine de fermeture de l'école. A cet effet, l'intéressé doit présenter à l'Inspecteur départemental, fonctionnaire du cadre de l'Instruction publique, les diplômes scolaires ou universitaires qu'il possède et ceux-ci sont envoyés au Ministère aux fins d'examen de la demande. Si l'autorisation est accordée, l'intéressé devra se soumettre au contrôle des organes d'inspection de l'Instruction publique et appliquer certaines prescriptions d'ordre moral et matériel. En outre, l'école devra être administrée par un conseil, composé de cinq membres dans les villes et de trois dans les campagnes. Ces membres du conseil sont choisis dans la minorité intéressée et doivent avoir la qualité de ressortissants bulgares. Un musulman sujet ottoman ou un Juif sujet roumain, ou un Grec résidant en Bulgarie mais sujet hellène, ne peut donc pas faire partie de ces conseils.

Le conseil est responsable devant les autorités de l'application des lois sur l'enseignement, l'hygiène, l'administration etc.. (article 356 de la loi sur l'Instruction publique).

Le choix des membres du conseil est soumis à l'élection. Sont électeurs, tous les ressortissants appartenant à la minorité en question, âgés de plus de 21 ans, et jouissant de leurs droits civils et politiques. Quant aux conditions d'éligibilité des mem-

bres du conseil, elles se résument dans l'obligation de « savoir lire et écrire en bulgare. »

A cet égard, toutefois, une exception est admise en faveur des musulmans. Le président du conseil des écoles musulmanes peut ne savoir lire et écrire que dans sa langue maternelle. Quant aux autres membres du conseil, ils n'ont même pas à remplir cette condition ! Il ressort de cet état de choses que le conseil d'école, chargé spécialement de répondre devant les autorités administratives bulgares de l'exécution des lois scolaires, risque de se montrer ainsi tout à fait incapable, par cette ignorance de la langue officielle, de remplir le rôle de liaison qui lui est dévolu. Mais le législateur a dû tenir compte, ici, d'impérieuses considérations de fait. Dans bien des villages musulmans, les hommes ne savent pas lire, les vieillards moins que les autres, et ce sont eux précisément que les électeurs chargent, la plupart du temps, des missions représentatives de la communauté. Si cette atténuation n'avait été apportée à la rigueur de la loi, il aurait été impossible à un grand nombre de villages musulmans d'ouvrir une école. Trop d'intransigeance eut donc dépassé le but poursuivi. Mais il s'agit là, par la force des choses, d'une mesure temporaire, limitée à une génération qui avait dépassé l'âge scolaire au moment où les grandes lois de réorganisation de l'enseignement sont entrées en vigueur en Bulgarie. Peu à peu l'instruction pénètre dans les villages les plus reculés en même temps que les programmes, comme nous aurons l'occasion de le voir, se préoccupent de répandre l'usage de la langue officielle.

Les élections sont soumises à certaines conditions de forme. Elles ont lieu sur l'invitation, faite

un mois à l'avance du ministère de l'Instruction publique. Le vote s'effectue sous l'autorité d'un bureau de trois membres, présidé par un juge au tribunal, dans les villes où il en existe un, sinon par le juge de paix. Dans les communes rurales, le bureau se compose d'un professeur de progymnase ou d'un instituteur comme président, et de deux électeurs sachant lire et écrire. Par ailleurs les règles concernant le scrutin sont celles qui sont fixées par la loi électorale (10).

Les opérations électorales sont ensuite contrôlées par le tribunal du département, qui proclame les résultats dix jours après. Cette formalité revêt la forme d'un jugement, indiquant les noms des élus et, séparément, ceux des autres candidats. Le tribunal peut casser l'élection. Dans ce cas, il en indique les motifs.

Il peut arriver que le conseil d'école, par suite de décès ou de démissions de quelques-uns de ses membres, soit réduit à la moitié ou même à moins de la moitié de son effectif régulier et qu'il ne se présente personne pour poser sa candidature aux postes vacants. Il appartient alors à l'Inspecteur départemental des écoles, fonctionnaire du cadre de l'Instruction publique, de dissoudre le conseil et de faire procéder à de nouvelles élections. En attendant que celles-ci aient lieu et que de nouveaux membres soient confirmés dans leurs fonctions, l'inspecteur départemental des écoles intervient encore pour nommer une commission provisoire de trois membres. Il choisit ceux-ci sur une liste que lui présente le maire et

(10) Articles 84 à 110 de la loi électorale.

comprenant des citoyens jouissant de leurs droits civils et politiques et appartenant à la minorité intéressée.

Nous voyons ainsi que les questions d'organisation scolaire ne sont point laissées à la seule initiative des citoyens minoritaires. Non seulement l'état intervient pour contrôler les opérations électorales qui ont pour fin de nommer les membres des conseils d'écoles, mais il se substitue parfois aux populations, dans l'hypothèse de la carence de celles-ci, et, par un procédé qui est de contrôle bien compris, remédie ainsi à ce que l'apathie ou les intrigues locales pourraient dresser d'obstacles au développement de l'instruction.

Mais l'action de l'état ne s'arrête pas là.

Les écoles minoritaires une fois créées, confirmées dans leur existence, contrôlées quant à la régularité du choix de leurs administrateurs, il faut qu'elles vivent.

En principe, ce sont les minorités elles-mêmes qui les feront vivre (11). Mais il arrive que cela ne suffise point. Dans ce cas, des subventions peuvent être accordées aux écoles déficitaires, soit par l'Etat, soit par le département ou la commune (art 354 de la loi sur l'instruction publique). La minorité musulmane, d'autre part, possède son propre fonds des écoles et des biens importants qui lui constituent des conditions particulières que nous aurons à examiner. Qu'il nous suffise pour le moment de

(11) Règlement sur la répartition et la perception des sommes nécessaires à l'entretien des écoles minoritaires de race et de religion.

définir les grandes lignes du régime financier qui s'applique aux écoles minoritaires en général.

C'est au moyen des revenus de leurs biens ecclésiastiques et scolaires que les minorités entretiennent leurs écoles. Si ces ressources ne suffisent pas, il reste à couvrir le déficit du budget en recourant aux contributions des membres de la communauté. L'inscription au budget des sommes nécessaires à la bonne marche de l'école est obligatoire pour les minorités. Le conseil de l'école, dont nous avons vu, ci-dessus, la composition et le mode de nomination, est tenu d'y procéder sans retard. S'il s'y refuse, il appartient aux autorités supérieures, inspection départementale des écoles, ou même préfet, de se substituer à lui. Entre temps, le directeur de l'école est invité à rendre compte de son côté, directement, à l'Inspecteur départemental, de l'attitude prise par le conseil. Il devra indiquer si celui-ci a fait son devoir, si la liste des contribuable a été arrêtée, si elle a été envoyée enfin à l'homologation du Préfet. Le législateur bulgare s'est flatté, ici, de faire contrôler dans une certaine mesure l'organe administratif de l'école par un agent qui, appartenant par ses fonctions au cadre technique, peut être porté à considérer davantage l'intérêt moral de l'école. Nous ne croyons pas toutefois qu'il y ait là un espoir bien fondé. Le directeur de l'école, du simple fait qu'il est généralement choisi par le conseil, se souciera peu d'entrer en guerre avec lui.

L'opération de la répartition des charges scolaires entre les membres de la minorité fait apparaître une collaboration intéressante, et d'ailleurs précieuse, des administrations financières de l'Etat. Pour établir, en effet, les rôles nominatifs de la con-

tribution scolaire, le Conseil de l'école prend pour base la taxation des contribuables aux rôles des contributions directes. Pour la perception des sommes, c'est le percepteur qui en est chargé. Comme pour les impôts, il applique aux contribuables des amendes en cas de retard dans le paiement. Il a la faculté de leur accorder des délais.

Les contribuables de leur côté, ont le droit de réclamer s'ils estiment excessive la part qui leur est imposée dans la contribution scolaire. Ils présentent alors une réclamation à une Commission spéciale de contrôle, par l'entremise de l'Inspecteur départemental des écoles.

*
* *

Nous avons indiqué, en posant le principe de l'administration financière des écoles minoritaires, que celles-ci pouvaient recevoir, éventuellement, des subventions de l'Etat, des départements ou des communes. Il y a là une faculté qui est formellement prévue par l'article 55 du traité de Neuilly. Celui-ci déclare dans son alinéa 2 : « Dans les villes ou districts où réside une proportion considérable de ressortissants bulgares appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer une part équitable dans le bénéfice et l'affectation des sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but d'éducation... »

Le législateur bulgare n'avait point attendu cette injonction. Dès avant les guerres balkaniques, il inscrivait au budget de l'état des crédits affectés aux

écoles minoritaires, ainsi que le fait ressortir la statistique suivante (12) :

Années	Subventions
1910	60.000 levas or
1911	60.000 »
1912	75.000 »
1914	150.000 »
1915	200.000 »
1926-27	2.000.000 levas papier
1931-32	1.000.000 » (13).

Ces sommes peuvent ne point paraître considérables. Mais il convient de noter qu'en Bulgarie, les écoles primaires et les progymnases, où sont reçus les enfants jusqu'à l'âge de 14 ans environ, sont à la charge des municipalités. Comme les écoles des minorités ethniques et religieuses sont surtout des écoles de ce degré, et plus rarement des gymnases (lycées), il est naturel que l'état ne subvienne point

(12) Ce tableau ne mentionne pas les années 1913 ni 1916 et suivantes jusqu'à 1926, non plus que les années comprises entre 1927 et 1931. Il ne faut point en conclure que durant ces années le gouvernement bulgare n'a point accordé de subventions aux écoles des minorités. Il l'a fait constamment, mais nous n'avons pas pu obtenir de statistique complète en temps voulu, et avons dû nous contenter des données ci-dessus que nous avons recueillies dans les budgets correspondants. Telles qu'elles sont du reste, elles suffisent à montrer l'effort du gouvernement bulgare.

(13) Le leva or était à la parité du franc or d'avant-guerre. — Le leva papier vaut à l'heure actuelle, en 1932, un peu moins de 20 centimes français ; ou si l'on préfère, en prenant le mode de cotation employé par les journaux bulgares ; 100 frs. = 545 levas environ.

à leur entretien, pas plus qu'il n'entretient ses propres écoles primaires et progymnases.

En cette même année 1931-32, du reste, la Municipalité de Sofia accordait aux écoles juives de la capitale une subvention de 1.000.000 de levas. Si l'on considère que la minorité juive domiciliée à Sofia atteint le chiffre de 20.000 personnes environ, soit près de la moitié de toute la population juive de la Bulgarie, on appréciera l'effort particulier accompli par la Municipalité de la capitale dans l'aide apportée aux écoles de cette minorité.

Pour toute la Bulgarie, l'ensemble des subventions accordées par les municipalités aux écoles des minorités, atteint en 1931-32, la somme de 20 millions de levas environ (14).

En ce qui concerne les minorités grecque et roumaine il intervient des règles particulières, en raison de la protection spéciale dont jouissent les écoles et, d'une façon générale, toutes les institutions de ces minorités, de la part des gouvernements d'Athènes et de Bucarest.

L'école grecque de Sofia, la seule école de cette minorité qui existe à l'heure actuelle, en raison du petit nombre de Grecs qui, après l'échange des populations, est demeuré en Bulgarie, est entretenue entièrement par le Gouvernement grec. A ce titre, même, elle n'est point à proprement parler une école minoritaire, mais plutôt une école étrangère, créée en Bulgarie au même titre que les écoles françaises, italiennes, allemandes, etc...

(14) Renseignements fournis par le Ministère de l'Instruction publique, mais qui n'ont pas été publiés.

Toutefois, étant donné qu'il y a encore, en Bulgarie, un certain nombre de Grecs qui sont demeurés ressortissants bulgares, ceux-ci, bien entendu, profitent de l'existence à Sofia d'une école grecque, pour y envoyer leurs enfants, ce qui assimile celle-ci par son influence et son rôle, à une école minoritaire.

Les écoles roumaines, au nombre de quatre seulement, en Bulgarie, sont, elles aussi, entretenues par leur Gouvernement. Le personnel enseignant est nommé et rétribué par le Ministère de l'Instruction publique roumain.

Ces deux minorités mises à part, il reste que le régime des écoles minoritaires proprement dites, avec toute la réglementation administrative et financière qui s'y applique, se circonscrit aux écoles musulmanes, arméniennes et juives.

Les arméniens et les juifs constituant des minorités que, en l'état actuel des choses, nul état étranger ne saurait aider, n'ont à compter que sur leurs propres moyens auxquels s'ajoutent, il est vrai, les subventions données par les colonies arméniennes ou israélites établies un peu partout dans le monde, et dont quelques unes sont fort riches. Comme nous l'avons vu, c'est à ces minorités surtout que s'appliquent les subventions de l'état bulgare.

Quant à la minorité turque, elle bénéficie, grâce à son importance, et du fait qu'elle est répartie généralement en communautés très homogènes, parfois même exclusives de tout élément étranger, d'un régime spécial, que l'on ne pouvait songer à étendre aux autres minorités, lesquelles vivent le plus souvent très dispersées sur tout le territoire de la Bulgarie.

La minorité turque possède des revenus considérables provenant soit de ses biens propres, lesquels étaient sa propriété dès avant la libération bulgare, par exemple, les biens religieux ou Vakoufs, — soit des ressources que le Gouvernement bulgare a mises à sa disposition. Les premiers n'appellent point pour le moment d'observations (15). Les secondes seules sont à examiner ici.

La loi sur l'instruction publique prévoit en ses articles 94 à 111 la constitution d'un « fonds scolaire » au profit des écoles publiques, c'est-à-dire des écoles de l'état. C'est ce régime qu'elle va étendre aux écoles de la minorité musulmane.

Le fonds scolaire n'émane point de l'état. En vertu d'un procédé décentralisateur intéressant, ce sont les communes qui doivent le constituer. A cet effet, elles affectent à leurs écoles des ressources variées, limitativement énoncées par la loi. Ce sont une partie des pâturages communaux, les carrières de sable ou de pierres, les briqueteries ou tuileries, les entrepôts voisins d'une gare, et environ 20 % du revenu des bois communaux qui sont ainsi assignés au fonds scolaire. Dans les villes, c'est au moyen d'une surtaxe de 2 % perçue sur les revenus des bains minéraux... sur les revenus du service des eaux, des transports en commun, etc... que les municipalités pourvoient à la constitution du fonds.

Par ailleurs, le produit de la vente de certains pâturages, pour les communes rurales, et, pour toutes, rurales ou urbaines, le produit de certaines amendes ainsi que le produit des taxes scolaires autorisées, viendront s'y ajouter.

A ces ressources déterminées par la loi s'ajoutent bien entendu, les dons et legs privés qu'il convient toutefois d'employer suivant la volonté exprimée par le donateur ou le testateur.

Le fonds scolaire, ainsi constitué, est administré par le conseil de l'école sous le contrôle du Ministère de l'Instruction publique et de ses différents organes régionaux ou locaux. La loi prévoit des règles strictes d'administration. C'est ainsi qu'elle invite les conseils d'écoles à n'inscrire au budget des dépenses que 75 % du montant des recettes, les 25 % restants devant servir de réserve. L'emploi de cette réserve et des intérêts des capitaux du fonds est, de la même manière, expressément déterminé.

Les biens du fonds scolaire sur lesquels l'école a un droit de propriété sont aliénables et échangeables. Cette opération, toutefois, n'est possible qu'avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Instruction publique, confirmée par décret royal. Mais ils ne sont point saisissables pour dettes. En cas de nécessité, le conseil peut les constituer en gage, à concurrence, seulement, il est vrai, de 60 % de leurs revenus, et toujours après autorisation du Ministère. Le conseil ne peut, bien entendu, disposer des biens du fonds à titre gratuit.

Enfin des règles précises interviennent encore pour déterminer l'emploi lucratif des biens mis ainsi à la disposition des écoles.

S'il s'agit de capitaux liquides, ceux-ci peuvent être déposés à des comptes productifs d'intérêts, mais seulement dans les établissements de crédit de l'Etat. S'il s'agit d'immeubles, on prévoit leur mise en location. Les terres des pâturages communaux peuvent être louées à la population suivant des con-

ditions préalablement fixées. Quant aux terres de cultures, elles peuvent être louées pour un délai de 15 ans ou, avec l'autorisation du Ministère, de 30 ans, s'il s'agit de terres destinées à des cultures de longue haleine telles que vignes, arbres fruitiers, mûriers, rosiers, etc.. (16). Parfois même, le délai peut aller jusqu'à cent ans, s'il s'agit de terres impropres à la culture, mais qui pourraient faire l'objet d'un reboisement.

Nous nous sommes quelque peu étendus sur ces matières réglementaires, parce qu'elles traduisent une politique dont le principe est intéressant. Faire participer les communautés locales aux frais d'un enseignement qui n'en reste pas moins centralisé, d'ailleurs, dans son esprit et son organisation technique et pédagogique, c'était adapter à une population agricole, éprise d'instruction, mais tenant à son particularisme de clocher, l'organisation complexe de l'enseignement moderne. C'était également, dans ce pays de petites fortunes rurales, mobiliser sur place, avec le minimum de frais, des éléments appréciables de fortune qu'une organisation centralisée, aux mains de l'état, eut chargée de frais importants et, en définitive, inutiles.

Un régime aussi souple, prévu pour assurer tout d'abord le fonctionnement de l'enseignement public, était, par ailleurs, parfaitement adapté aux besoins de la minorité turque. Groupés le plus souvent en villages exclusivement musulmans, ou, dans les localités où ils ne sont point seuls, en com-

(16) Il s'agit de rosiers en vue de la production de l'essence de roses, une des richesses vulgaires.

munautés homogènes, les turcs présentaient toutes les conditions nécessaires pour appliquer un tel système de financement scolaire. Leur habitude, ancestrale, d'administrer leurs biens religieux, les disposait à accueillir avec faveur cette législation. Celle-ci leur apporta même, et ce fut leur bien, des règles d'administration plus strictes et les obligea à se départir de leur laisser-aller traditionnel.

Les résultats de cette politique ne tardèrent pas à se faire sentir. A l'heure actuelle, les communautés scolaires turques en Bulgarie possèdent des biens importants et jouissent de revenus parfois considérables. En 1931-32, les écoles musulmanes étaient ainsi propriétaires d'environ 4.500 hectares de terres, répartis entre près de 400 villages et qui, dans les années précédentes, leur avaient fourni un revenu moyen de 15 millions de levas (17).

Elles recevaient en même temps des départements et des communes des subventions, à concurrence de 25 millions de levas. Mais le trésor public, dans les circonstances actuelles, ne peut évidemment faire davantage. Il faut noter d'ailleurs, qu'aux ressources énoncées ci-dessus, s'ajoutent pour les écoles musulmanes, comme pour les établissements religieux musulmans, les revenus des biens Vakoufs. Bien que ceux-ci soient en général administrés d'une façon assez peu rationnelle, ils fournissent un revenu annuel d'environ cent millions de

(17) Documents communiqués par le Ministère de l'Instruction publique, et non publiés, ainsi que par les bureaux du Grand Mufti de Bulgarie.

levas qui vient étayer et compléter les revenus propres des écoles et les subventions officielles (18).

*
**

L'enseignement dans les écoles minoritaires.
De même que des questions administratives et financières concernant les écoles des minorités, le législateur bulgare s'est préoccupé de l'enseignement donné dans ces écoles.

Il leur a permis, tout d'abord, d'aborder tous les degrés et tous les ordres d'enseignement. (art. 347 de la loi sur l'instruction publique). C'est là une disposition importante et qui permettra à l'enseignement minoritaire de ne point se cantonner dans les cadres d'une instruction élémentaire, susceptible de donner satisfaction aux seuls besoins des masses populaires. En fortifiant ainsi l'assise de l'enseignement, et en permettant d'étendre, ou plutôt d'élever celui-ci, c'était risquer l'éclosion, et le développement, de redoutables dissidences. Le danger n'était pas illusoire. Lorsqu'après la guerre de 1914-18, les différents traités de minorités furent élaborés par la Conférence de la Paix, la question de la liberté des divers degrés de l'enseignement dans les écoles minoritaires eut ses partisans et ses adversaires. Seul le Traité de Sèvres, dans son article 147, spécifia qu'il s'agissait de toutes les écoles « primaires, secondaires, et d'instruction supérieure ». Mais, ce texte a été remplacé, dans le Traité de Lausanne, par le texte des autres traités. Et, comme

(18) G. Génoff. La situation juridique des Minorités. Sofia. 1929. p. 245.

le note M. Mandelstam, l'imprécision est maintenant générale (19). Il est vrai que les traités de minorités ne parlent d'écoles primaires qu'à propos de l'enseignement public, d'où, a contrario, selon certains, la liberté de l'enseignement privé serait, par ce fait, permise à tous les degrés.

Quoiqu'il en soit, et sans entrer plus avant dans la controverse, il y a lieu de noter que le législateur bulgare a, là encore, adopté la solution la plus libérale. Il avait d'autant plus de mérite à le faire que le Traité de Neuilly, dans son article 55, ne l'obligeait à accorder des facilités à ses ressortissants minoritaires pour la culture de leur langue, *que dans les écoles primaires*.

L'enseignement, dit la loi, en son article 348, peut, dans les écoles privées, être donné en bulgare ou en une autre langue. Toutefois, dans ce dernier cas, l'enseignement de la langue bulgare demeurera obligatoire un certain nombre d'heures par semaine. L'histoire et la géographie de la Bulgarie devront être également enseignées en bulgare.

C'est là, de toute évidence, une exigence très raisonnable, et en accord, du reste avec l'article 55 du traité de Neuilly qui permet au Gouvernement bulgare de rendre obligatoire l'enseignement de la langue officielle dans les écoles des minorités.

L'état, en effet, laisse toute latitude aux minorités de cultiver leur propre langue. Il va même plus loin. Il les aide dans ce soin. Il facilite leur tâche par des mesures administratives appropriées, par des autorisations fécondes, par un contrôle plein

(19) A. Mandelstam. La protection internationale des minorités. T. I. p. 111-112.

de bienveillance, par une tutelle protectrice enfin. Il exige d'eux par contre, un minimum de connaissances concernant la langue, l'histoire et la géographie d'un pays, dont ils formeront plus tard, au même titre que les ressortissants majoritaires, la substance nationale. Il y a là une contre partie nécessaire, d'ailleurs légitime, et conforme aux principes du droit international moderne, à une instruction qui, sans ce palliatif, s'avérerait par trop dissidente.

Les professeurs chargés dans les écoles minoritaires de l'enseignement de la langue, de l'histoire et de la géographie bulgares, ne sont point obligatoirement des bulgares. Ils pourront être des membres de la minorité en question, à la condition toutefois que ceux-ci aient satisfait, comme il est naturel, aux examens exigés de leurs collègues bulgares. En pratique, ces professeurs sont choisis par les communautés minoritaires elles-mêmes, et payés par elles. Parfois, cependant, dans les écoles musulmanes, l'Etat nomme ces professeurs, et, dans ce cas là, les rétribue. Il n'y a pas de règles bien précises. Il est évident, toutefois, que les communautés musulmanes cherchent à s'éviter les frais d'un professeur bulgare, et s'efforcent de faire appointer celui-ci par l'Etat. Seules les difficultés financières ont empêché jusqu'ici ce dernier de faire davantage dans ce sens. Au cours de l'année scolaire 1931-32, 130 professeurs étaient ainsi rétribués par l'Etat dans les écoles musulmanes. Ce nombre a été porté à 200 pour l'année scolaire 1932-33. Cela constitue un sérieux effort auquel les musulmans rendent d'ailleurs hommage (20).

(20) Documents fournis par le Ministère de l'Instruction

Enfin, les sanctions de l'enseignement dans les écoles minoritaires consistent dans l'obtention des diplômes d'Etat, si les élèves désirent s'y soumettre, soit que ces diplômes soient conférés aux élèves par l'école elle-même, comme pourrait le faire n'importe quelle école publique — mais dans ce cas, certaines conditions relatives à l'organisation de l'école sont requises et la présence d'un représentant du Ministère est exigée — soit que les élèves se présentent devant les jurys d'examen de l'enseignement public. (art. 350).

*
* *

La statistique des écoles des minorités de race, de langue et de religion en Bulgarie fait ressortir, pour l'année 1931, les chiffres suivants : (21).

publique, non publiés ; et déclarations faites par le Grand Mufti au cours d'un interview qu'il nous a accordé.

(21) Ces chiffres ont été empruntés à l'Annuaire Statistique du Royaume de Bulgarie. Année 1931.

(22) Les progymnases comprennent les trois plus petites classes des Gymnases ou Lycées. Ils reçoivent les enfants qui sortent de l'école primaire, donc les enfants âgés de 12 ans environ.

(23) Dans ce nombre figurent une école tartare et deux écoles tziganes.

(24) Les Russes ne constituent pas, à proprement parler, une minorité nationale. Il y a lieu toutefois, étant donné la situation particulière qu'ils occupent en Bulgarie, de les considérer comme une minorité. V. supra, première partie.

A. — Ecoles des minorités de race et de langue

ÉCOLES	MATERNELLES			PRIMAIRES			PROGYMNASES (22)			LYCÉES		
	Nom- bre	Profs	Elèves	Nom- bre	Profs	Elèves	Nom- bre	Profs	Elèves	Nom- bre	Profs	Elèves
Turques	—	—	—	23 711	1.736	48.643	25	58	1.228	2	7	170
Juives	13	17	653	22	109	2.772	5	29	405	—	—	—
Arméniennes . . .	3	4	240	16	66	2.240	3	15	129	1	8	12
Roumaines	1	1	15	2	7	97	1	9	35	—	—	—
Grecques	—	—	—	1	2	11	1	2	5	—	—	—
Russes (24)	4	4	126	6	31	476	5	24	177	5	86	386
Total	21	26	1.034	758	1.951	54.239	40	137	1.979	8	101	568

B. — Ecoles des Minorités de religion

ÉCOLES	MATERNELLES			PRIMAIRES			PROGYMNASES			LYCÉES		
	Nom- bre	Profs	Elèves	Nom- bre	Profs	Elèves	Nom- bre	Profs	Elèves	Nom- bre	Profs	Elèves
Bulgares catholi- ques	1	1	51	2	7	198	1	4	31	—	—	—
Bulgares protes- tantes	1	1	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	2	2	86	2	7	198	1	4	31	—	—	—

*Récapitulation des Ecoles minoritaires
sans distinction du degré d'enseignement*

Ecoles	Nombre	Professeurs	Elèves
a) Minorités de race et de langue :			
turques	738	1.801	50.041
juives	40	155	3.830
arméniennes	23	93	2.621
roumaines	4	17	147
grecques	2	4	16
russe	20	145	1.165
b) Minorités de religion :			
catholiques	4	12	280
protestants	1	1	35
Total	832	2.228	58.135

Il ressort de ces tableaux que les minorités en Bulgarie peuvent bénéficier dans la plupart des cas d'un enseignement primaire et semi-secondaire complet.

Ces tableaux, toutefois, ne traduisent point tout à fait la situation réelle des élèves appartenant aux minorités. Sans parler des difficultés que rencontrent dans l'accomplissement de leur mission, les fonctionnaires du Ministère de l'Instruction publique, lorsqu'il s'agit d'obtenir des Directeurs d'écoles minoritaires des statistiques exactes, il reste que tous les enfants appartenant à des minorités de langue et de religion ne fréquentent point les écoles de leurs communautés. Sans doute, ces derniers sont une exception. Ils constituent toutefois une exception importante. Parmi eux, il en est qui fréquen-

tent les établissements de l'enseignement public bulgare ; il en est d'autres qui s'inscrivent dans les établissements d'enseignement fondés par des missions étrangères.

Il ressort d'une statistique du Ministère de l'Instruction publique de 1931 que les enfants appartenant aux minorités, inscrits dans les établissements d'enseignement public se décomposaient comme suit :

Minorités	ÉCOLES				Total
	mater- nelles	pri- maires	progym- nases	Lycées	
Turcs	41	10.268	429	68	10.806
Juifs	90	1.146	816	760	2.812
Arméniens . . .	—	479	258	—	737
Roumains . . .	146	339	44	—	529
Grècs	—	620	110	—	730
Tziganes	—	6.117	193	—	6.310
Divers	—	560	137	160	857
Total	277	19.529	1.987	988	22 781

Il y avait donc, en 1931, 22.781 enfants appartenant aux minorités qui fréquentaient les établissements de l'Etat contre 58.135 suivant les classes des écoles minoritaires. Ces deux chiffres ne traduisent pas encore la totalité des enfants d'âge scolaire appartenant aux minorités en Bulgarie. Un certain nombre d'enfants, comme nous l'avons dit, fréquente les écoles des missions étrangères. Or, de ces derniers, il n'existe point de statistique. Il est permis toutefois de supposer qu'ils sont assez nombreux. De renseignements particuliers, en effet, qui nous ont été fournis par le Directeur du Collège

français des Augustins de l'Assomption, à Plovdiv, il ressort, par exemple, que sur un total de 603 élèves, cet établissement comptait : 432 bulgares, 48 Arméniens, 48 Juifs, 40 Grecs, 11 Italiens, 9 Russes, 6 Tchèques, 3 Ottomans, 2 Français, 1 Allemand, 1 Espagnol, 1 Roumain et 1 Suisse. Au point de vue de la religion, ces enfants se répartissaient ainsi : 405 orthodoxes, 99 catholiques, 48 Israélites, 42 Arméniens Grégoriens, 5 protestants et 4 musulmans. Il n'y a là, sans doute qu'une indication, mais il est permis de supposer que les autres écoles françaises, ainsi que les établissements d'enseignement des autres missions étrangères, assez nombreuses en Bulgarie, sont composés à l'avenant.

De tout ce qui précède, il ressort donc que d'importants contingents d'enfants minoritaires ne suivent point l'enseignement dans les écoles des minorités.

La minutieuse réglementation que nous avons examinée dans toutes ses manifestations tant administratives que pédagogiques, ne permet pas de supposer un seul instant que ce contingent soit l'indice d'une tendance quelconque de la politique bulgare à vouloir restreindre les particularismes de langue ou de religion. Il s'agit là, au contraire, d'une tendance tout à fait spontanée chez les populations minoritaires, qui porte certains membres d'entre elles à pénétrer davantage dans la grande communauté nationale bulgare dont ils ont le sentiment d'être, en tant que minoritaires, un des composants.

L'enseignement public, d'autre part, présente ses avantages. Sans refaire ici le procès de la question, il est bien évident que, en quelque pays que l'on se trouve, l'Etat reste la seule personne morale

ayant à la fois les ressources suffisantes et l'autorité nécessaire pour donner un enseignement à la portée de toutes les fortunes, au moyen d'un personnel généralement mieux sélectionné. C'est l'Etat d'autre part, qui par un privilège justifié, se réserve la collation des grades universitaires, lesquels donnent accès à de nombreuses carrières officielles ou simplement réglementées (25).

Dans tous les pays où l'enseignement public se trouve fortement organisé — et la Bulgarie est de ce nombre — ces avantages apparaissent, et favorisent d'une façon tout à fait naturelle les établissements d'enseignement de l'Etat aux dépens des établissements d'enseignement privés. Les écoles des minorités peuvent, dans une certaine mesure, souffrir de cet état de choses. Il reste que celui-ci n'est point le fait d'une politique dirigée contre les minorités.

*
* *

Il est impossible de parler des écoles des minorités nationales en Bulgarie sans mentionner, à côté d'elles, les écoles étrangères. Sans doute, la question est autre. Elle est connexe cependant, parce que les écoles étrangères appartiennent souvent à des missions religieuses et qu'à ce titre elles se rattachent à la question des minorités de religion. D'autre part, dans le réseau d'établissements d'enseignement de tous ordres, publics et privés, les écoles étrangères viennent grossir les seconds. Par

(25) H. Berthélemy. Précis élémentaire de Droit Administratif. Huitième édition. Paris 1916, p. 760-764.

là, elles s'imbriquent dans le problème minoritaire. Elles ajoutent même à celui-ci un élément qui, venu du dehors, et fort de l'appui de son gouvernement, occupera une place parfois considérable.

Par ailleurs, il va de soi que les prescriptions de la loi bulgare en matière d'écoles privées s'appliquent aux écoles étrangères comme aux écoles minoritaires : contrôle de l'Etat, enseignement, etc...

La statistique de l'année 1931-32 fait ressortir pour les écoles étrangères les chiffres suivants.

NATIONA- LITES	ECOLES MATERNELLES			ECOLES PRIMAIRES			PROGYMNASES			LYCÉES		
	Nom- bre	Prof ^{rs}	Elèves	Nom- bre	Prof ^{rs}	Elèves	Nom- bre	Prof ^{rs}	Elèves	Nom- bre	Prof ^{rs}	Elèves
<i>Ecoles :</i>												
Américaines	2	2	98	2	10	149	2	13	130	2	53	562
Allemandes	4	6	191	8	45	1.579	5	20	484	4	47	371
Françaises	4	5	177	10	58	1.252	10	59	983	9	99	722
Hongroises	—	—	—	1	2	15	—	—	—	—	—	—
Italiennes ..	3	4	152	3	23	565	2	2	133	1	19	97
Tchécoslov..	1	1	31	3	8	160	3	3	54	—	—	—
Total	14	18	649	27	146	3.720	22	97	1.784	16	218	1.752

*Récapitulation sans distinction des divers
degrés d'enseignement*

Ecoles	Nombre	Professeurs	Elèves
Allemandes	21	118	2.625
Américaines	8	78	939
Françaises	33	221	3.134
Hongroises	1	2	15
Italiennes	9	48	947
Tchécoslovaques	7	12	245
Total	79	479	7.905

Ces tableaux font ressortir la place prépondérante prise par les établissements d'enseignement français. Ceux-ci sont très appréciés en Bulgarie. Le plus important d'entre eux, le Collège St-Augustin à Plovdiv, compte environ 600 élèves qui suivent toutes les classes de l'enseignement primaire et secondaire d'après les programmes officiels français et bulgares. Il est traité par le Gouvernement bulgare à l'égal des lycées de l'enseignement public.

Malheureusement, la crise du recrutement des religieux français d'une part, qui fait attribuer de plus en plus de postes dans les congrégations religieuses à des ressortissants de nations étrangères, la concurrence, d'autre part, des établissements d'éducation laïques allemands et italiens, subventionnés par leurs gouvernements respectifs, et pourvus d'un personnel bien sélectionné, détaché de l'enseignement public, et bien rétribué, rendent de plus en plus difficile chaque jour la situation de nos établissements d'enseignement. Cette situation n'est pas spéciale à la Bulgarie. Mais il est regrettable que les choses en arrivent à ce point précisément en Bulgarie, où l'influence et la culture françaises occupent une si large place, et où nos établissements religieux, par leur attitude correcte et leur absence de prosélytisme, ont su se gagner des sympathies précieuses qu'il y aurait intérêt à ne pas laisser disparaître.

CHAPITRE III

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

La première source formelle de la liberté religieuse en Bulgarie est l'article 5 du traité de Berlin. Celui-ci pose les principes qui, à cet égard, doivent servir de base au droit public du nouvel état : liberté et pratique extérieure de tous les cultes, interdiction de tenir compte des distinctions confessionnelles en ce qui concerne la jouissance des droits civils et politiques et l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs.

Ces principes ont trouvé leur expression dans la Constitution élaborée à Tirnovo par l'assemblée des notables réunie à cet effet, et qui comprenait parmi ses membres des ecclésiastiques orthodoxes, catholiques, mahométans et israélites.

C'est ainsi que l'article 40 de la Constitution déclare : « Les chrétiens non orthodoxes et les dissidents de nationalité bulgare ou étrangère qui ont leur résidence perpétuelle ou temporaire en Bulgarie, jouissent de la liberté des cultes, dans les limites où cette liberté est compatible avec les lois existantes.

L'article 42 : « La connaissance des affaires ecclésiastiques intéressant les cultes non orthodoxes et dissidents appartient aux juridictions spirituelles de

ces cultes, dans les limites tracées par les lois sur la matière et sous la haute surveillance du Ministre compétent ».

La contre-partie légitime de cette liberté des cultes est exigée par l'article 41 : « Nul ne peut, sous prétexte de convictions religieuses, refuser d'obéir aux lois en vigueur qui obligent la généralité des citoyens ».

Sans doute il y a, en Bulgarie, une religion officielle, la religion orthodoxe. Cette confession a pour elle, en 1878, comme aujourd'hui, d'être la religion de presque tous les bulgares de race slave, à l'exception d'une centaine de mille de Pomaks et de quelques milliers de catholiques et de protestants.

Elle a pour elle beaucoup plus encore ! Depuis 1870, elle représente, à elle seule, officiellement, la « nation bulgare ». Son chef, l'Exarque, parle au nom de celle-ci à Constantinople. Dans l'Empire turc, en effet, les chrétiens étaient constitués en communautés appelées « nations » et soumises à l'autorité de leurs chefs religieux. Tous les orthodoxes, qu'ils soient grecs, serbes ou bulgares, furent ainsi soumis, sous le nom de « nation grecque » au Patriarcat OEcuménique. Ce n'est qu'en 1870, avec la création de l'Exarchat, que les bulgares en furent détachés et constitués en « nation » distincte (1). Cet état de choses était alors tout naturel. L'Empire turc possédait lui-même un caractère théocratique ; les choses de la politique et de la religion y étaient mêlées. « Il devait donc sembler tout naturel, comme l'a noté le Colonel Lamouche,

(1) L'Eglise autocéphale bulgare a été créée par Firman du Sultan en date du 18 février 1870.

d'appliquer aux chrétiens un système d'administration conforme aux principes fondamentaux du gouvernement turc, et de leur donner pour chefs leurs dignitaires religieux ». (2)

Cette situation privilégiée, cette consécration officielle, avait permis à l'Eglise bulgare d'apparaître en 1879, au lendemain de l'Indépendance, alors que presque tout était à créer dans le pays, comme une institution organisée, déjà prête à fonctionner, et pénétrée à juste titre de sa valeur, qui avait subi l'épreuve des événements et de son prestige qui était grand dans la nation. (3)

Il est très remarquable qu'elle n'ait point abusé de la situation.

Sans doute, à bien des égards, elle imprima sa marque sur un certain nombre d'institutions de la nouvelle principauté. Mais ce ne fut jamais, il faut le reconnaître, au détriment de la liberté des autres confessions. Et si l'orthodoxie est pratiquement la religion officielle de la Bulgarie (4), il convient

(2) L. Lamouche. La Bulgarie dans le passé et le présent, p. 119. A. Mandelstam. La protection internationale des minorités, p. 132.

(3) I. Altinoff. Les conflits de lois en matière de divorce en Bulgarie. La première partie de cet ouvrage comprend un exposé de la situation générale des différents cultes en Bulgarie.

(4) Le statut de l'église orthodoxe bulgare a fait l'objet d'une première réglementation le 14 mai 1871 et d'une seconde réglementation, après la création de la Principauté, le 13 janvier 1895 (J. O. du 30 janvier 1895). Ces textes ont été publiés par les soins de M. Christo Tantcheff. Imprimerie Atanassoff. Sofia, 1904. Une nouvelle édition est actuellement en préparation.

de noter la modestie avec laquelle cette religion, fortifiée d'un prestige national, a tenu à s'affirmer. « La religion *dominante* de la Principauté de Bulgarie, dit l'article 37 de la Constitution de Tirnovo, est la confession chrétienne orthodoxe d'Orient. »

Notre Charte de 1830 ne s'exprimait pas autrement : « la religion catholique, disait-elle, est celle qui est professée par la *majorité* des Français. »

Si l'article 38 de la Constitution bulgare prévoyait que le Prince et ses descendants devaient professer l'orthodoxie, sauf le premier prince élu qui était seul autorisé à conserver sa religion, cette obligation, de caractère nettement politique et faite pour donner satisfaction à la majorité de la nation, ne fut jamais l'objet, de la part du Saint-Synode de Sofia, d'une intransigeance dogmatique.

Lorsqu'en 1893, pour faciliter le mariage du Prince Ferdinand avec une princesse de Bourbon-Parme, il fut décidé de modifier cet article 38 et d'étendre au prince héritier la faculté déjà accordée au prince élu de conserver sa religion, l'Exarque se contenta d'exprimer le désir que le Saint-Synode soit consulté. Sur la réponse du Ministre des Cultes que cette question étant exclusivement politique, l'autorité ecclésiastique n'avait pas à intervenir il abandonna sa réclamation.

C'est le pays, bien plus que l'Eglise, qui manifesta une certaine crainte de voir porter atteinte à la religion traditionnelle. Cependant la proposition de révision de la Constitution fut adoptée par l'Assemblée nationale ordinaire dans sa séance du 7-19 décembre 1892, à la majorité de 250 voix sur 263 votants. Conformément à la Constitution, la

Grande Assemblée nationale (5) fut convoquée à Tirnovo en avril 1893 et vota le projet gouvernemental à l'unanimité (6).

Nous n'avons pas à examiner davantage le rôle joué par l'église orthodoxe en Bulgarie. Qu'il nous suffise d'en avoir montré l'importance et d'avoir souligné le fait que cette situation n'a porté en rien atteinte aux droits des autres cultes dans le pays. Le traité de Neuilly, intervenant en 1919, n'a fait que confirmer une pratique de 40 ans : « Tous les habitants de la Bulgarie, dit-il, auront droit au libre exercice tant public que privé de toute foi, religion ou croyance dont la pratique ne sera pas incompatible avec l'ordre public ou les bonnes mœurs (article 50 du traité).

La pratique de tous les cultes est donc entièrement libre en Bulgarie. Bien plus, tandis que la Constitution serbe, en son article 17, défendait le prosélytisme, et par là, entendait lutter contre un développement possible des cultes non orthodoxes, une proposition dans ce sens avait été rejetée par les Constituants bulgares dans la séance du 24 mars

(5) La révision de la Constitution bulgare a lieu suivant une procédure spéciale prévue aux articles 141 et 142 de la Constitution. La révision doit être proposée à l'Assemblée nationale ordinaire, et, si le projet de révision est adopté, une Grande Assemblée nationale est convoquée dans la ville de Tirnovo (Capitale du second royaume bulgare, 1186-1393). Cette Grande Assemblée nationale est composée des députés de l'Assemblée nationale ordinaire auxquels sont adjoints des membres spécialement élus pour la circonstance, en nombre égal aux premiers.

(6) Annuaire de Législation étrangère, 1893, p. 680. Notice du Colonel L. Lamouche.

1879 de l'Assemblée de Tirnovo (7). Les fidèles des différentes confessions, vivant d'une façon temporaire ou permanente dans le royaume, qu'ils soient ressortissants bulgares ou ressortissants d'un pays étranger, jouissent de la plus absolue liberté en ce qui concerne l'accomplissement des exercices de leur culte. Ils administrent leurs affaires religieuses comme ils l'entendent, sous l'autorité de leurs dignitaires religieux respectifs. L'Etat, comme il convient, n'a point de part à ces questions. Il intervient toutefois, mais dans le domaine temporel, et pour exercer un contrôle qui n'a en vue que la sauvegarde de l'ordre public et l'intérêt bien entendu des communautés religieuses elles-mêmes.

A cette fin, l'article 42 de la Constitution prescrit que les cultes non orthodoxes et dissidents seront placés sous la surveillance d'un des Ministres. Un service spécial a en conséquence été institué au Ministère des Affaires étrangères, sous le nom de Direction des Cultes, qui constitue pour ainsi dire l'organe de liaison entre le Gouvernement et les différentes confessions minoritaires du royaume. Il n'y a pas là toutefois, pour ces dernières, un régime d'exception. L'église orthodoxe bulgare, qui a son statut particulier, est soumise au même contrôle de la part du Gouvernement et c'est à la Direction des cultes du Ministère des Affaires étrangères que l'examen des questions la concernant est attribué.

Dès les premières années de la vie de la Bulgarie, un premier essai de législation des cultes était

(7) Observations de la Délégation bulgare à la Conférence de la Paix. Paris 1919, p. 9.

intervenue sous la forme d'un décret du Prince Alexandre de Battemberg, premier Souverain de la Principauté. Il était intitulé : « Règlement provisoire pour le gouvernement ecclésiastique des chrétiens, musulmans et juifs. » (1880) (8). Mais ce règlement, bien qu'il n'ait pas formellement été abrogé, est tombé en désuétude. Il n'en a pas moins fixé une attitude dont nous retrouvons les manifestations aujourd'hui encore dans certaines mesures adoptées par l'Etat envers les confessions.

Parmi ces mesures, il convient de distinguer :

- a) celles qui sont communes à toutes les confessions.
- b) celles qui sont spéciales aux musulmans.

a) *Mesures communes à toutes les confessions.*
D'une manière générale, le Gouvernement bulgare a adopté le principe qu'il convient de laisser les minorités religieuses administrer à leur guise leurs affaires intérieures, dans les limites bien entendu, fixées par l'ordre public et les bonnes mœurs.

Les dispositions précises qu'il a adoptées à l'endroit des cultes minoritaires se réduisent donc à assez peu de choses. Une simple circulaire du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes, et non pas une loi, comme cela aurait dû être, oblige les confessions à demander l'autorisation préalable de l'Etat si elles désirent construire un nouvel édifice consacré au culte. Il y a là, à la charge des cultes minoritaires, une obligation qui pèse également, il est vrai, sur l'église orthodoxe, et qui n'est pas très lourde. Il s'agit d'une simple formalité grâce à laquelle l'état a entendu se réserver un contrôle éventuel de police, et justifiée par le fait que tous les édi-

(8) Journal officiel du 2 juillet 1880.

fices religieux, à quelque confession qu'ils appartiennent sont exemptés d'impôts. Dans la totalité des cas, peut-on dire, l'autorisation demandée n'est pas refusée.

En ce qui concerne la pratique du culte à l'intérieur des églises, temples, synagogues, mosquées, etc., il va de soi qu'elle échappe à tout contrôle de l'Etat. Il n'en est pas de même, comme il est naturel, des manifestations extérieures du culte, sur la voie publique, telles que les processions par exemple, qui ne peuvent s'accomplir qu'avec l'autorisation préalable des autorités administratives locales. Cette disposition n'est du reste pas spéciale à la Bulgarie et n'appelle pas d'observations.

La célébration des fêtes religieuses est laissée, de même, à la libre détermination des minorités intéressées. Non seulement l'état n'y apporte aucune entrave, mais il facilite la célébration de ces fêtes en prescrivant par exemple aux établissements d'enseignement public de donner ces jours-là congé aux élèves appartenant aux confessions intéressées. C'est ainsi qu'au début de chaque année scolaire, une circulaire du Ministère de l'Instruction publique établit la liste des fêtes des cultes non orthodoxes, qu'il envoie à tous les Directeurs d'établissements d'enseignement de l'Etat. Une circulaire semblable est envoyée par le Ministre de la Guerre à tous les Chefs de corps (9). Par ailleurs, s'il est vrai que l'obligation du repos le dimanche et les jours de fêtes orthodoxes soit générale dans le royaume (10).

(9) Bulletin du Consistoire central des Juifs de Bulgarie. N° du 19 août 1932.

(10) Loi sur les jours de fêtes, J. O. du 6 avril 1900.

des atténuations importantes y sont apportées, comme celle, par exemple, qui prescrit que « dans les villages purement musulmans, l'obligation du repos le dimanche et les jours de fête, sauf les trois fêtes nationales, n'est pas appliquée, non plus que l'interdiction des divertissements pendant la semaine sainte » (11). Des exceptions du même genre n'ont pas eu à intervenir à l'égard des cultes minoritaires chrétiens qui ont pratiquement les mêmes jours de repos et de fêtes que l'église orthodoxe. Quant aux Juifs, surtout répandus dans les villes, ils se sont pliés au rythme de la vie sociale du pays et n'ont réclamé aucune mesure d'exception.

Enfin, l'Etat, étendant aux autres confessions les privilèges accordés aux prêtres de l'église orthodoxe, reconnaît le caractère ecclésiastique aux ministres de tous les cultes. Leurs chefs spirituels sont traités avec la même considération que les dignitaires de l'église orthodoxe ; ils sont toujours invités aux cérémonies civiles ou religieuses et entourés des honneurs dus à leur rang. Comme les prêtres orthodoxes encore, les ministres de tous les cultes sont exonérés de tous impôts. Ils étaient, avant la guerre exemptés du service militaire, et depuis que le traité de Neuilly a aboli le service obligatoire en Bulgarie, ils sont dispensés du paiement de la taxe que doivent payer les jeunes gens qui n'ont pas contracté un engagement volontaire dans l'armée ou qui n'ont pas accompli le service dit du Travail.

Cette réglementation embryonnaire constitue, à l'heure actuelle, toute l'intervention de l'état à

(11) Lois sur le repos les dimanches et jours de fêtes.
J. O. du 17 février 1911.

l'égard des cultes minoritaires catholique, protestant, roumain et grec.

A l'égard des Arméniens et des Juifs, il intervient dans une autre circonstance : lorsque les individus appartenant à ces confessions, qui sont organisées en communautés, élisent leurs comités administratifs. Nous avons déjà assisté à une intervention de ce genre à propos des élections des conseils des écoles minoritaires. Le procédé de contrôle est ici identique, la réglementation est semblable, avec cette différence toutefois que tandis que dans les élections aux conseils d'écoles, l'organe de contrôle est le tribunal, les élections aux comités administratifs religieux sont soumises à l'approbation de la Section des Cultes du Ministère des Affaires Étrangères.

Sans entrer dans le détail de questions qui sont de discipline intérieure des différents cultes minoritaires, nous croyons utile cependant d'indiquer très brièvement les grandes lignes de l'organisation de ces cultes, afin de dégager, de ces deux aspects de la question — l'intervention de l'État et la vie propre des confessions elles-mêmes, — la mesure de la liberté religieuse qui existe en Bulgarie.

*
* *

Les catholiques. — L'organisation du culte catholique en Bulgarie diffère essentiellement de celle des autres confessions, en raison du caractère particulier qui lui est imprimé du fait de la soumission au Pape, et qui a pour effet de plier les bulgares catholiques à la discipline romaine plutôt que de les adapter aux pratiques d'une vie communautaire lo-

cale, forme habituelle des religions dans les Balkans.

Un rapprochement pourrait être fait avec la minorité musulmane qui conserva longtemps, en Bulgarie, comme dans le reste du monde d'ailleurs, tant que subsistait le Sultan-Khalife, sa soumission à une autorité extérieure. Tandis que les autres églises présentaient un caractère national, comme l'église roumaine et l'église grecque, ou un caractère tout au moins local comme les cultes juifs et arméniens, seuls l'Islam et le Catholicisme s'avéraient comme des forces internationales. D'autre part, bien que le clergé séculier catholique soit à l'heure actuelle, en Bulgarie, à peu près en totalité bulgare, la présence de nombreuses congrégations étrangères vient accentuer encore le caractère international du catholicisme dans ce pays.

La comparaison avec l'Islam, toutefois, cesse d'être exacte si, délaissant le domaine social, nous étudions l'organisation pratique du catholicisme en Bulgarie. Si le culte musulman, comme nous le verrons, est fortement organisé au point de vue administratif, avec ses communautés religieuses à la base, dotées de la personnalité juridique, le culte catholique par contre, nous apparaît pourvu d'une armature locale un peu lâche. Ce caractère tient en partie au fait qu'il n'est point réglementé par la loi bulgare, et en partie aussi au fait suivant : le clergé séculier, en presque totalité bulgare, soumis aux évêques, a son organisation administrative propre, — à côté de lui, le clergé régulier représenté par de nombreuses congrégations de nationalités étrangères, obéit pour ce qui concerne les questions d'organisation intérieure, à ses Supérieurs hiérarchiques.

L'Etat, dans cet organisme, n'a aucune place. Il n'aurait pu s'en réserver une qu'en signant avec le pape un concordat, ce qu'il ne pouvait faire étant donné qu'il était lié à une église nationale. Ainsi, le catholicisme existe en Bulgarie sous un régime de fait, garanti seulement dans ses droits par les principes généraux de la Constitution.

Le pape entretient à Sofia un délégué qui était venu d'abord en Bulgarie en mission temporaire, comme Visiteur apostolique. Le Vatican ayant exprimé le désir de voir ce Visiteur demeurer de façon permanente en Bulgarie, le Gouvernement bulgare y consentit volontiers, mais il s'agit là toutefois d'une mission officieuse, et qui ne confère à son titulaire aucun caractère diplomatique. Quant aux évêques, au nombre de deux seulement en Bulgarie, auxquels il faut adjoindre, il est vrai, un évêque uniate, ils sont nommés directement par Rome. Eux-mêmes nomment les curés des paroisses et sont, au point de vue spirituel, les supérieurs des congrégations religieuses de leur diocèse, lesquelles demeurent pour les questions de discipline intérieure, dans l'obéissance des supérieurs de leur Communauté.

Il n'existe donc pas de communautés catholiques possédant la personnalité morale. Les biens immobiliers nécessaires au culte appartiennent à « *l'Eglise Catholique* » ainsi dénommée dans les actes notariés et représentée toujours par l'évêque. Toutefois, ceux qui appartiennent aux congrégations sont inscrits au nom de celles-ci, représentées par leur Supérieur local. Des écoles, hopitaux, asiles, dispensaires sont dans ce cas.

Les églises sont entretenues sur des fonds di-

vers dans le détail desquels nous n'entrerons pas car il ne sont pas spéciaux au catholicisme bulgare. Cependant, il y a lieu de noter une ressource qui est assez typique : c'est la dîme, que paient à leur curé les paysans catholiques et qu'ils lui versent généralement en nature. Toutes ces ressources ne sont pas considérables, et les églises, comme leurs desservants sont souvent pauvres en Bulgarie. Seules, les congrégations sont mieux partagées. Outre les ressources qui peuvent, éventuellement, être mises à leur disposition par leur maison-mère, elles possèdent le produit des taxes scolaires, si elles ont des écoles. Elles ont parfois quelques maisons et terrains qu'elles donnent en location à des particuliers. Il ne s'agit point là, toutefois, de terres à proprement parler ni de propriétés susceptibles d'une exploitation lucrative.

Il est difficile de définir la nature juridique des rapports qui se sont établis ainsi entre l'église catholique et l'Etat bulgare. Sans doute, il n'existe aucun lien de droit, formulé par une loi. Cependant l'Etat intervient, et non pas seulement en tant qu'autorité de police ; il facilite par son intervention, et parfois même par son aide, l'exercice du culte : exonération d'impôts, privilèges conférés aux ecclésiastiques, etc... Il alloue enfin, chaque année à la minorité catholique une somme, peu importante il est vrai, mais qui a une valeur symbolique : 53.000 levas en 1932-33.

A côté de l'Etat, les municipalités accordent à l'église catholique certains avantages. C'est ainsi que, dans bien des cas, des hôpitaux catholiques ont été construits sur des terrains que les municipalités leur avaient concédés gratuitement. Il en a été

ainsi, notamment, à Sofia, à Plovdiv, à Kalachli... A Sofia, également, les deux orphelinats catholiques ont été construits sur des terrains donnés par la Municipalité.

Un tel état de choses, qui a existé constamment depuis la création de la Principauté de Bulgarie, quel que soit le parti au pouvoir, a été éminemment favorable à l'église catholique. Des autorités catholiques bulgares elles-mêmes ont attiré notre attention sur le nombre imposant de congrégations et œuvres catholiques qui se sont développées en Bulgarie. Celles-ci comptent à l'heure actuelle 26 paroisses et groupent une cinquantaine de religieux et environ 130 sœurs.

D'une façon générale, on peut conclure que, si l'église catholique en Bulgarie ne jouit pas d'une situation juridique bien établie, elle n'en rencontre pas moins la considération, et même la bienveillance de l'Etat, ainsi que celle de la population orthodoxe bulgare. Les prêtres et religieux catholiques avec lesquels nous nous sommes entretenus, s'accordent tous à reconnaître que leur culte jouit en Bulgarie d'une liberté rare, et ceci, non seulement dans les paroisses purement catholiques, mais encore dans les localités où les catholiques se trouvent dispersés au milieu de la population orthodoxe. Dans les villages, comme dans les grandes villes, les processions peuvent se dérouler en toute liberté sous la protection bienveillante de la police qui aide le clergé à organiser la cérémonie, et sous l'œil curieux mais sympathique de la foule des habitants. A Sofia, en particulier, la musique militaire prend part chaque année à la procession de la Fête-Dieu. L'accomplissement de cette cérémonie n'a ren-

contré, à aucun moment, des difficultés auprès des autorités administratives locales, à quelque parti que celles-ci appartiennent. Il en est de même ailleurs. Nous croyons devoir à cet égard citer comme un exemple typique de tolérance le récit qui nous fut fait par un religieux catholique, de la cérémonie qui eut lieu à Plovdiv, à l'occasion du 250^e anniversaire de la mort de Pierre Partchévitch, évêque de Marcianopolis au xvi^e siècle. « A la messe célébrée par l'évêque, nous dit notre interlocuteur, une place d'honneur avait été réservée au Comité d'organisation dans lequel figuraient le sous-préfet et les membres du Conseil Municipal. Puis, venaient au premier rang des assistants les autres autorités civiles ainsi que les autorités militaires, les délégués des Sociétés civiles, culturelles, sportives, et enfin, les représentants des Communautés orthodoxes, bulgare et grecque, des communautés armeno-grégorienne, israélite, etc... qui remplissaient avec les catholiques la nef de l'église et suivaient, recueillis, la cérémonie latine et le sermon en bulgare de l'évêque.

Puis, à travers la ville orthodoxe, dans laquelle, *sur plus de 100.000 habitants, on ne rencontre que 3.000 catholiques*, un long cortège, conduit par Monseigneur, mitre en tête, entouré du clergé de la paroisse Saint-Louis en ornements sacerdotaux, précédé de la musique militaire, se rend en procession sur la place principale qui porte le nom du plus illustre des Tsars bulgares, Siméon le Grand. Là, à l'entrée de la rue Tchépino, l'évêque s'arrête. La foule écoute en silence le discours d'un député catholique, l'hymne composé par deux prêtres de la paroisse, l'allocution du maire orthodoxe, et en-

fin les prières liturgiques de la bénédiction de la rue, dénommée désormais, rue Partchévitch. Le maire, à son tour, l'inaugure officiellement en coupant le ruban tricolore symbolique. La rue est alors ouverte à la foule qui s'y précipite, et tous, bulgares catholiques et orthodoxes, grecs et roumains, turcs et tziganes reçoivent la bénédiction de l'évêque catholique en s'inclinant avec respect. »

Il nous a paru que ce témoignage, mieux que les textes, traduisait la situation de la minorité catholique en Bulgarie.

*
* *

Les Protestants. — Au nombre de 7.000 seulement en Bulgarie, les protestants forment des communautés autonomes administrées par un conseil qui traite de leurs intérêts temporels et d'un Conseil ecclésiastique spirituel, chargé des questions du culte. Ces conseils sont élus par les fidèles des communautés qui nomment également les pasteurs. La rétribution de ces derniers, ainsi que l'entretien des édifices destinés au culte est assuré dans une faible mesure par les cotisations et les dons des fidèles, et dans une proportion beaucoup plus considérable par diverses associations protestantes bulgares et par les missions que l'Amérique et l'Angleterre entretiennent à grands frais en Bulgarie.

L'Etat n'intervient nullement dans les élections des conseils comme il le fait en ce qui concerne les juifs et les arméniens. Il n'accorde au protestantis-

me bulgare aucune subvention. Celui-ci n'en a du reste jamais réclamé (12).

L'initiative du mouvement protestant en Bulgarie est dû aux Américains qui, dès 1864, collaboraient à la plus ancienne traduction bulgare de la Bible et fondaient le premier périodique bulgare, « Zornitza » (l'Etoile du matin), qui paraît encore aujourd'hui. Surtout, le fameux « Robert College » américain, de Constantinople, avait, bien avant la naissance de la Bulgarie moderne, envoyé dans le pays des professeurs et des élèves qui, par la plume, par la parole, et même par l'action parfois, avaient contribué à la résurrection bulgare.

On voit donc qu'il s'agit là d'une initiative venue du dehors et qui a toujours eu pour habitude de tirer ses ressources de l'extérieur. Cependant, les Municipalités, en particulier celle de Sofia, ont accordé souvent, au dire des représentants de la Communauté protestante, des terrains pour la construction d'édifices destinés à des œuvres diverses. Les pasteurs jouissent, bien entendu, des mêmes privilèges que les ministres des autres cultes.

Suivant une statistique privée, fournie par une communauté protestante, il y aurait, dans le royaume, 79 temples desservis par 61 pasteurs et prédicateurs et 10 femmes commentatrices de la Bible (13).

Dé toutes les minorités religieuses, il semble que ce soient les protestants qui profitent le plus

(12) Statut des Eglises évangéliques en Bulgarie (Statut privé). Plovdiv. Imprimerie Commerciale, 1929.

(13) G. Kérékoff. Les minorités étrangères, ethniques et religieuses en Bulgarie, p. 24.

des libertés octroyées par l'Etat pour exercer une active propagande. Leurs prédicateurs s'y dépensent avec beaucoup de zèle et n'ont point leurs semblables pour placer leurs Bibles et leurs productions religieuses non seulement chez les particuliers, mais encore en public, dans la rue, au restaurant, jusque dans les tramways et les chemins de fer. Le Saint-Synode bulgare a manifesté, à plusieurs reprises, ses craintes devant une propagande aussi active, qui a d'ailleurs pour effet certain de multiplier les sectes en Bulgarie. Au cours du mois d'août 1932, un congrès ecclésiastique s'est réuni à Bourgas, dans l'intention d'étudier, après tant d'autres réunions de ce genre, les moyens de remédier à cet état de choses. Cette crainte de l'église bulgare n'a pas encore pesé jusqu'ici sur les sphères gouvernementales, et la situation des églises protestantes ne semble pas devoir être menacée.



Les Arméniens. — Il s'agit des arméniens grégoriens qui sont en immense majorité en Bulgarie ; 25.000 environ sur une population arménienne totale de 27.000 âmes répartie dans les limites du royaume.

Ils sont constitués en communautés autonomes, dotées de la personnalité morale. Ces communautés sont au nombre de quatorze actuellement et possèdent chacune leur église. Elles sont administrées par un Comité, distinct du Conseil dont nous avons parlé à propos de l'enseignement et de l'organisation des écoles, et qui est un corps élu.

Le Gouvernement bulgare, qui laisse les Armé-

niens, comme les fidèles des autres confessions, administrer comme ils l'entendent leurs affaires intérieures, n'a pas voulu cependant, que les élections à ces comités aient lieu en dehors de son contrôle. Cette attitude traduit bien l'opportunisme de sa politique, puisqu'elle l'a amené à intervenir seulement dans un cas bien déterminé, où il pouvait craindre pour l'ordre public. En conséquence, un règlement du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes est intervenu, qui a édicté toute une série de dispositions ayant pour effet de placer les opérations électorales sous le contrôle direct des autorités administratives. Le bureau électoral doit être présidé par un Conseiller Municipal ce qui, sans doute, n'est pas bien efficace, mais surtout, ce qui vaut mieux, l'élection doit être approuvée par la Direction des Cultes du Ministère des Affaires Etrangères.

Les Arméniens jouissent au point de vue religieux des mêmes privilèges que les autres confessions, en particulier en ce qui concerne la personne de leurs prêtres, et en ce qui a trait aux édifices consacrés au culte.



Les Grecs et les Roumains. — Les uns et les autres sont de religion orthodoxe, comme les Bulgares. Ils ne constitueraient donc point des minorités religieuses, si le nationalisme des églises orthodoxes n'avait marqué des frontières entre chacune d'elles et les églises voisines. Ces sécessions religieuses remontent au temps de la domination turque. Les chrétiens de l'Empire ottoman, grecs, serbes, bulgares, furent d'abord groupés, sous le nom

de « nation grecque » sous l'autorité spirituelle et dans une certaine mesure temporelle, du Patriarche OEcuménique de Constantinople, qui était grec. Les Serbes s'en détachèrent les premiers pour former une église autocéphale. Les Bulgares luttèrent longtemps pour se libérer de cette autorité, qui était lourde, et qui avait entrepris, pour des fins de nationalisme hellénique, de débulgariser les églises. Lorsqu'en 1871 ils obtinrent du Sultan qu'un chef de leur race soit placé à la tête de leur église devenue ainsi, à son tour, autocéphale, le Patriarche OEcuménique déclara la nouvelle église orthodoxe schismatique. Dans ces conditions, bien qu'il s'agisse de deux églises, la grecque et la bulgare, professant également le culte orthodoxe, aucune assimilation de l'une à l'autre en Bulgarie n'est apparue possible. Malgré cet état de choses, le culte grec a rencontré en Bulgarie toutes les libertés.

Avant l'échange des populations, qui est venu considérablement réduire la communauté grecque en Bulgarie, les Grecs jouissaient d'une autonomie ecclésiastique complète dans les cinq éparchies de Varna, Anchialo, Sosopole, Messemvria et Philippopoli. Les papes grecs, nommés par le Phanar, géraient en maîtres les biens de leurs 125 églises ou monastères.

Aujourd'hui, alors que les Grecs de Bulgarie ne sont plus qu'une dizaine de mille environ, il n'existe qu'une église grecque à Sofia. Elle est entretenue par le Gouvernement d'Athènes. Ailleurs, à Messemvria, Sosopole, Varna, les Grecs sont trop peu nombreux et trop dispersés pour qu'ils puissent songer à entretenir des églises à eux.

En ce qui concerne les Roumains, ils se trou-

vent en Bulgarie, dans la même situation que les Grecs. Ils possèdent deux églises, l'une à Sofia, l'autre à Gorna-Djoumaya où se trouvent concentrés des Macédo-Roumains ou Koutzo-valaques. Ces deux églises appartiennent au Gouvernement roumain et sont entretenues par lui. Il en appointe les prêtres ainsi que le personnel inférieur.

Il n'y a point lieu de voir, dans cet état de choses, l'effet d'une mauvaise volonté quelconque du Gouvernement bulgare à l'égard de sa minorité roumaine. Si les deux églises de Sofia et de Gorna-Djoumaya sont subventionnées par le Gouvernement roumain, c'est que celui-ci a préféré cette solution. Nous savons, en effet, par l'examen de la situation des autres cultes minoritaires, que, si les Roumains de ces deux villes avaient voulu construire et entretenir eux-mêmes des églises, ils auraient rencontré vraisemblablement auprès des autorités administratives et de la population bulgare le même accueil sympathique que les fidèles des autres cultes (emplacements concédés gratuitement, etc...). Un témoignage de cet état d'esprit existe du reste dans ce fait que, avant la construction de l'église roumaine de Gorna-Djoumaya, les Bulgares de cette ville avaient cédé à leurs compatriotes de la minorité roumaine, leur seule et unique église, afin qu'ils puissent, au moins un jour par semaine, entendre la messe chantée dans leur langue par un prêtre roumain (14).

Par ailleurs, dans le nord de la Bulgarie, le long du Danube, où se trouvent répartis de nom-

(14) G. Kérékoff. Les minorités étrangères ethniques et religieuses en Bulgarie, p. 13.

breux Roumains, les Communautés roumaines ont élu 18 prêtres d'origine roumaine. Deux de ces prêtres, désignés spécialement à cet effet par la population roumaine, siègent régulièrement au Conseil ecclésiastique de Vidin, sur un pied d'égalité absolue avec les prêtres bulgares (15).

*
* *

Les Juifs. — L'organisation et l'administration des Juifs en Bulgarie, pas plus que celle des communautés religieuses que nous venons de voir, ne fait l'objet d'une réglementation officielle. Les Juifs cependant paraissent très désireux de voir s'établir une pareille réglementation ! Sans doute, il y a bien eu, autrefois, le « Règlement provisoire pour le gouvernement des chrétiens, des musulmans et des juifs », promulgué en 1880 par décret d'Alexandre 1^{er} de Battemberg, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler ; sans doute, ce règlement prévoyait bien l'organisation de groupements sur la base de la synagogue, groupements qu'il faisait administrer par un comité élu ; sans doute il instituait le Rabinat Général de Bulgarie et prévoyait pour son titulaire un traitement annuel de 3.000 levas. — il faut croire que ces dispositions n'ont pas répondu aux désirs de toute la population israélite du royaume, puisque l'histoire du judaïsme bulgare nous montre toute une série de luttes, au sein de la com-

(15) Lettre adressée par le Gouvernement bulgare à la Société des Nations en 1927. Documents communiqués par le Ministère des Affaires Etrangères bulgare et non publiés.

munauté juive, pour arriver à mettre sur pied un statut.

L'apparition, en 1898, de l'Organisation Sioniste devait favoriser l'éclosion et le développement d'une démocratie communautaire aux dépens de l'autorité des rabbins. En 1900, les sionistes réunissaient en Congrès les communautés juives de Bulgarie et leur faisaient voter un Statut. Mais le Consistoire central et le Grand Rabbin refusaient d'en appliquer les dispositions en faisant valoir que celles-ci n'avaient pas été approuvées par le Gouvernement. En 1920, un nouveau projet de statut fut encore voté, et, cette fois, appliqué immédiatement, sans être approuvé par le Gouvernement. Celui-ci, en 1932, n'a pas encore fait connaître sa décision.

Cette abstention de l'Etat suscite, évidemment, chez les Juifs de Bulgarie, une réprobation dont nous avons recueilli les échos. Le point de vue adopté par le Gouvernement bulgare s'appuie cependant, non sur une idée d'opposition et d'hostilité, mais bien au contraire sur une large tolérance, et sur le principe qu'il convient de laisser les minorités religieuses administrer à leur guise leurs affaires intérieures, dans les limites, bien entendu, fixées par l'ordre public et les bonnes mœurs. Pas plus que les juifs, les autres communautés religieuses n'ont de statut officiellement reconnu.

Si le gouvernement bulgare s'est départi de cette attitude à l'égard de la minorité musulmane, et à l'égard de celle-ci seulement, c'est qu'il se trouvait en présence d'éléments minoritaires importants (12 % de la population totale du royaume) et qu'il lui fallait contrôler de très près. En outre, un ac-

cord international était intervenu (16). Vis-à-vis des autres minorités, et en particulier vis-à-vis de la minorité juive, une politique aussi active ne s'imposait point.

Quoiqu'il en soit, — et le fait est volontiers reconnu par tous les Juifs de Bulgarie, sans distinction d'opinion, l'exercice de la religion israélite ne rencontre aucun obstacle en Bulgarie (17).

Le statut élaboré par le Congrès israélite de 1920, complété en 1932, organise les juifs de Bulgarie en communautés à condition toutefois qu'il se rencontre au moins trente familles dans chacune des localités envisagées. La Communauté juive est une personne morale, administrée par un Comité synagogal de 5 à 7 membres. Ce comité est un corps élu, et le Gouvernement intervient dans les opérations électorales comme il le fait à l'égard des arméniens (18).

La communauté israélite entretient les ministres du culte et pourvoit à l'entretien des synagogues. Celles-ci sont au nombre de 44 en Bulgarie.

Les Communautés forment une association dont la haute direction est entre les mains du Congrès, composé de délégués élus par les communautés et qui se réunit à Sofia deux fois de plein droit pendant la durée de son mandat, qui est de trois ans. Cette assemblée a pour mission principale de

(16) La Convention de Constantinople des 6-19 avril 1909 entre la Bulgarie nouvellement érigée en Royaume, et la Turquie.

(17) Bulletin du Consistoire Central des Juifs de Bulgarie. Numéros des 15 janvier, 20 juillet et 19 août 1932.

(18) V. supra, p. 117.

nommer un directoire exécutif, le Consistoire Central.

Au point de vue religieux, les rabbins des communautés sont soumis à l'autorité d'un Grand Rabbin. Depuis quelques années, toutefois, la charge de Grand Rabbin est privée de titulaire. Le statut de 1920 qui déterminait les attributions respectives du Consistoire Central et du Grand Rabbin, n'ayant pas été approuvé par le gouvernement bulgare, le Consistoire a craint que le grand Rabbin, en face d'un organisme administratif non reconnu officiellement et par conséquent, selon lui, diminué dans son autorité, n'acquiert, en raison de sa haute situation religieuse, un pouvoir de fait qui eût été contraire et à la lettre du statut et à la tradition juive (19).

L'Etat, dans toute cette organisation, n'a donc point de part, sauf dans une circonstance bien déterminée, en matière d'élections. Cependant, pour manifester sa bienveillance à l'égard de la communauté israélite, il inscrit chaque année, au Budget, une somme destinée à rémunérer la chancellerie du Grand-Rabbinat qui continue à fonctionner malgré l'absence de son chef. Le budget de 1932-33 a ainsi affecté à ce poste une somme de 78.000 levas.

*
* *

b) *Mesures spéciales aux musulmans.* — Les

(19) Statut concernant l'organisation et l'administration des communautés juives et du Consistoire de Bulgarie. Elaboré par le Congrès des Juifs de Bulgarie du 5 septembre 1920, modifié et complété par le Congrès des 19-20 juin 1932.

musulmans de Bulgarie englobent, comme nous l'avons vu (20) non seulement les individus d'origine turque, mais encore les Pomaks, ou Bulgares convertis à l'Islamisme, une bonne partie des Tziganes, et les Tartares.

Dans ses rapports avec la minorité musulmane, par l'entremise des chefs religieux de celle-ci, le gouvernement bulgare ne fait point ces distinctions. Si bien qu'une population de race et de langue bulgare, comme les Pomaks, se trouve rattachée, un peu à la légère peut-être, à la minorité turque. Cette particularité a pour effet d'insister sur le caractère *musulman* de la population pomak, alors qu'il eût peut-être été plus habile, tout en respectant sa foi, de l'aider à développer son caractère bulgare, auquel celle-ci tient d'ailleurs formellement, en lui conférant un statut particulier (21).

Cette fusion des pomaks dans la grande communauté musulmane est, il est vrai, une conséquence naturelle de l'esprit de l'Islam qui, confondant loi politique et loi religieuse dans le Coran, fait passer la religion par-dessus toutes les distinctions ethniques et politiques. Le Gouvernement bulgare, fidèle à son principe de respect des particularismes religieux, a préféré se rallier, vis-à-vis de ses

— Publication officielle du Consistoire. Sofia. Imprimerie Amichpat. 1932. — V. également sur cette question de l'organisation du Judaïsme bulgare les renseignements intéressants publiés par le Dr S. Mézan dans son livre : Les Juifs espagnols en Bulgarie, p. 54-70.

(20) V. supra, p. 33.

(21) Dr. S. Mézan. Le Judaïsme et les minorités avant, pendant et après la guerre de 1914-18. Sofia 1931, p. 7.

ressortissants adhérents de l'Islam, à l'attitude que celui-ci même avait adoptée.

La minorité musulmane en Bulgarie est celle des minorités de ce pays qui est la plus fortement organisée. L'Islam, nous le savons, n'est pas seulement une religion. C'est aussi une institution politique et sociale. En lui-même, et dans son essence, se trouve une forte armature. Même si le législateur bulgare n'était pas intervenu, comme nous verrons qu'il l'a fait, nous croyons que la communauté musulmane en Bulgarie, dans l'hypothèse de l'indifférence de ses nouveaux maîtres chrétiens, eut continué à vivre sa vie communautaire, avec ses dignitaires religieux, ses écoles, ses mosquées, ses biens religieux ou Vakoufs.

Les éléments de l'organisation actuelle existaient et rien n'a été changé. Ils sont aujourd'hui dans leur forme extérieure, dans leur dénomination, et aussi dans leur principe, exactement les mêmes qu'avant la guerre de l'indépendance bulgare. Le voyageur, curieux des choses musulmanes, qui a étudié celles-ci dans les pays arabes, ou dans la Turquie pré-kémaliste, n'est point, à cet égard, dépayté en Bulgarie. Lorsqu'il cause avec des musulmans de ce pays, ou simplement même lorsqu'il considère leur manière de vivre, il se croit transporté brusquement en plein pays musulman, et en un temps que la Turquie ne connaît plus !

L'Islam possède en lui-même une faculté remarquable d'inassimilation. Il a fallu, en Turquie, l'énergie souvent cruelle d'un parti se maintenant au pouvoir par la force, pour imposer à la nation les transformations auxquelles nous venons d'assister.

Nous savons qu'en Bulgarie la question ne s'est point posée. Le Gouvernement bulgare n'a cherché ni à assimiler ses sujets musulmans, ni à restreindre leur vie communautaire. C'eut été contraire et aux traités et à ses principes de tolérance. Il chercha seulement à discipliner et dans une certaine mesure à moderniser cette force traditionnelle — un peu inerte — que constituait la population musulmane de la Principauté.

Dès 1880 il intervient, mais d'une façon très générale et qui ne fait, pour ainsi dire, que consacrer l'état de choses existant (22).

Plus tard, en 1908, au moment où la Principauté jusque-là tributaire de la Porte — nominale-ment il est vrai — rompt tous liens de dépendance avec celle-ci et s'érige en royaume, le gouvernement turc se préoccupe de la situation des musulmans demeurés fort nombreux en Bulgarie. Une Convention est alors signée à Constantinople les 6-19 avril 1909, convention qui fut annexée au Protocole par lequel le nouveau royaume se libérait avec l'aide de la Russie, de toutes les obligations dont le Traité de Berlin avait chargé la Principauté.

Les principes énoncés dans cette convention ont trouvé leur expression, en droit interne bulgare, dans une réglementation minutieuse qui a fait l'objet d'un décret royal le 23 mai 1919 (23). Par la

(22) Règlement pour le Gouvernement des chrétiens, musulmans et juifs (J.O. du 2 juillet 1880).

(23) Règlement concernant l'organisation ecclésiastique et l'administration des musulmans du royaume, sanctionné par décret royal du 23 mai 1919 (J. O. du 26 juin 1919). Il a été publié un tirage à part de ce décret par les soins du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes. Sofia. Imprimerie de l'Etat, 1919.

suite, en 1925, un traité d'amitié est intervenu entre la Bulgarie et la Turquie. Dans un protocole annexé au traité, les deux Gouvernements se sont obligés à assurer réciproquement à la minorité musulmane en Bulgarie la protection prévue pour les minorités par le traité de Neuilly, et aux minorités bulgares en Turquie, celle qui a été prévue au traité de Lausanne (24). Ces dernières dispositions toutefois, n'ont rien ajouté au décret de 1919 dont nous devons examiner maintenant les dispositions (25).

Pour permettre aux musulmans de se livrer aux diverses manifestations de leur culte, pour leur permettre d'administrer et d'entretenir les locaux appropriés, le décret de 1919 a prévu toute une série de dispositions dont il convient de retenir l'essentiel qui montrera le rôle important joué par l'état dans ces questions d'ordre intérieur.

Les musulmans de Bulgarie, répartis dans les villes ou villages, peuvent se grouper en associations appelées « Communautés musulmanes ». Ils doivent obtenir toutefois, au préalable, l'autorisation du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes. Afin d'éviter qu'une poussière de petites associations de ce genre ne se développe inutilement, et d'une manière qui rendrait les communautés incapables, par leur faiblesse et leur petitesse, de rendre précisément les services que leurs adhérents

(24) Traité d'amitié entre la Bulgarie et la Turquie du 18 octobre 1925, ratifié le 8 juin 1926 (J.O. du 17 août 1926). V. Recueil général des Traités de G. Fr. de Martens, continué par H. Triepel. Leipzig XX. 349.

(25) Le Traité de Neuilly, qui a consacré les obligations de la Bulgarie envers ses minorités, ne contient aucunes prescriptions précises relatives aux musulmans.

pourraient attendre d'elles, la loi exige l'existence, pour la formation d'une communauté, d'au moins quarante « familles ». C'est là, notons le en passant, l'ancienne manière orientale d'établir une statistique de la population ; les femmes et les enfants n'étant pas mentionnés dans la vie sociale !

La communauté musulmane est une personne morale. A ce titre elle peut posséder mosquée, école, etc... et d'une façon générale, tous biens mobiliers et immobiliers. Elle peut recevoir des dons et legs, avec ou sans charges. Tous ces biens, si la communauté est dissoute, passent à la communauté la plus proche, et, si celle-ci est dissoute à son tour, à un fonds commun à toutes les communautés musulmanes de Bulgarie.

Le mode d'administration de la communauté n'est pas laissé à la seule initiative de ses membres. Il est prévu un conseil de 5 à 9 membres, suivant le nombre des familles musulmanes qui composent la communauté.

Ce conseil est un corps élu. Nous avons vu, à propos des élections aux comités d'administration des communautés juives et arméniennes, comment l'Etat intervenait pour contrôler les opérations électorales. Il intervient ici encore, et à plus forte raison, de la même manière, avec cette différence toutefois, qu'il associe le chef religieux de tous les musulmans de Bulgarie, le Grand Mufti, à son œuvre de contrôle (26).

Les attributions du Conseil sont minutieuse-

(26) Règlement de 1919 sur l'organisation ecclésiastique des Musulmans. Art. 22-23-24.

ment fixées par le règlement de 1919. Celui-ci a imposé à ses membres la responsabilité solidaire pour toutes les questions qui sont de la compétence du conseil. Le président seul, toutefois, a qualité pour le représenter. Il est aidé dans l'expédition des affaires courantes par un vice-président et un secrétaire-trésorier.

La communauté musulmane a, naturellement, son budget annuel que le conseil doit préparer à des époques rigoureusement déterminées, et faire approuver par le plus haut dignitaire religieux du département, le Mufti, ou de l'arrondissement, le Vicaire, lesquels sont en même temps, dans leur circonscription, des représentants de l'Etat. Ces fonctionnaires ne font du reste que transmettre le budget des communautés, avec leurs observations, au Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes, lequel l'approuve définitivement s'il y a lieu, ou le renvoie au conseil dans le cas contraire en vue d'une seconde délibération, à moins qu'il ne rectifie lui-même et d'office les irrégularités qu'il contient. Nous ignorons si, d'une façon générale, les budgets des communautés religieuses sont régulièrement établis par celles-ci, et dans les délais voulus. Il est permis d'en douter si l'on considère le luxe de recommandations auquel s'est livré le législateur bulgare ! Quoiqu'il en soit, il y a là, de la part de l'Etat, une possibilité de contrôle extrêmement actif. La réglementation s'étend également à la tenue matérielle des écritures, suivant les principes en vigueur pour la comptabilité des administrations de l'Etat. Cette comptabilité est soumise au contrôle des inspecteurs des finances. Enfin les communautés doivent envoyer chaque année au Ministère, par l'in-

intermédiaire des muftis, un compte rendu des opérations effectuées. Toutes ces formalités doivent s'effectuer en langue bulgare, mais l'emploi de la langue et de l'écriture turques est naturellement autorisé pour la tenue des livres auxiliaires et la rédaction de toutes les pièces non officielles. Comme les communautés ne sont d'ailleurs en relations avec le Ministère que par l'entremise des Muftis, ce sont, pratiquement, les secrétariats de ces derniers, seuls qui ont à employer la langue bulgare.

Nous avons vu comment fonctionnait administrativement la communauté musulmane. Il nous reste à examiner quel est l'objet de son activité et au moyen de quelles ressources elle pourvoit à celle-ci.

Le but de la communauté, ce pourquoi elle a été créée est, avant tout, de posséder un édifice, ou plusieurs, destinés au culte, et, accessoirement, une école et des institutions charitables. Ces fins lui seront particulièrement facilitées par la pratique des dons et legs, beaucoup plus que par celle des cotisations; qui ne suffirait pas, à elle seule, à couvrir les frais parfois considérables de la construction et de l'entretien des mosquées. L'institution des biens « vakoufs » qui est une des institutions les plus importantes de l'Islam, existe naturellement en Bulgarie.

Sans entrer dans des détails qui relèvent de l'étude du droit musulman, nous dirons seulement que les vakoufs sont des fondations pieuses qui ont pour effet de doter les communautés musulmanes de biens parfois importants. Ces biens sont des propriétés bâties, telles que mosquées, écoles, maisons, bâtiments divers, ou des propriétés non bâties. Dans ce cas elles sont louées ou exploitées directement,

et leurs revenus sont affectés aux fins indiquées par le donateur. Très souvent, un pieux croyant, qui a légué par testament une partie de ses biens à la communauté dont il faisait partie, a nommé, en même temps, un exécuteur testamentaire, chargé de veiller à ce que le legs soit bien affecté aux fins qu'il a désignées. Il indique même parfois comment doivent se succéder les exécuteurs testamentaires après la mort du premier.

Il a été observé, toutefois, que ces exécuteurs testamentaires abusaient souvent de leurs fonctions. Aussi le Gouvernement bulgare dut intervenir. Le plus souvent possible, le contrôle des vakoufs a été enlevé aux exécuteurs testamentaires et confié aux communautés religieuses respectives, lesquelles sont sous la surveillance directe des muftis.

L'administration des vakoufs a fait l'objet de toute une réglementation très précise qui est contenue dans les articles 168 à 179 du règlement de 1919.

L'intervention de l'Etat était d'autant plus nécessaire que les vakoufs constituent une antique institution musulmane dont les règles d'administration étaient quelque peu archaïques. En outre, les vakoufs constituent le plus clair de la fortune des communautés musulmanes en Bulgarie. On estime, en effet, que leur exploitation rapporte un revenu annuel de 100 millions de leva environ (27).

Grâce à ces ressources, la communauté musul-

(27) G. Genoff. La situation juridique des minorités, p. 245.

mane va donc pouvoir construire et entretenir une mosquée, ou plusieurs s'il y a lieu. Elle n'est point tout à fait libre cependant, de multiplier à son gré les édifices du culte. Le Gouvernement bulgare a craint de voir les communautés se lancer à la légère dans des frais que l'état de leurs finances et le nombre restreint de leurs membres ne leur permettraient pas de poursuivre utilement. En conséquence, la construction d'une nouvelle mosquée n'est permise qu'avec l'autorisation du Ministère des Affaires Etrangère et des Cultes. Celle-ci doit être sollicitée par l'entremise du Grand Mufti, en faisant ressortir l'importance de la communauté intéressée, les circonstances qui imposent la construction envisagée, et surtout, — c'est le plus important — les ressources avec lesquelles il sera pourvu aux frais de la construction et de l'entretien de l'édifice.

Par ailleurs, la communauté musulmane doit entretenir ses prêtres, Imans, Katibs, Muezzins, etc.. Tous ces ministres du culte musulman, d'ordre et de rangs divers, sont en effet appointés sur les ressources de la communauté.

Les conditions d'aptitude et de capacité que doivent remplir ces ecclésiastiques font l'objet d'une réglementation qui est, évidemment, d'ordre intérieur musulman. L'Etat, toutefois, lui a donné force de loi en l'insérant dans le décret de 1919. Par ailleurs, il exige que les titulaires de ces fonctions soient sujets bulgares, qu'ils « connaissent la langue officielle, parlée et écrite, et qu'ils sachent lire et écrire dans cette langue » (28).

(28) Règlement sur l'organisation ecclésiastique... des musulmans, art. 63, al. 2 et 3.

Le Gouvernement bulgare, en effet, ne pouvait admettre en principe, que les ecclésiastiques musulmans qui représentent souvent, tout au moins dans les villages, l'élément le plus instruit de la communauté, restent dans l'ignorance de la langue officielle du pays, étant donné qu'ils sont, tout naturellement, les représentants qualifiés de leur communauté auprès des autorités. Cette disposition, toutefois n'est pas toujours observée. Si nous avons rencontré des ecclésiastiques musulmans qui s'exprimaient parfaitement en bulgare, il nous est arrivé, par contre, de nous entretenir avec quelques uns de ces dignitaires, à Choumen, en particulier, et même avec le Grand Mufti, à Sofia, qui ignoraient totalement la langue bulgare !

La communauté musulmane, telle que nous venons de l'examiner dans ses manifestations tant administratives que religieuses, constitue la base, et pour ainsi dire la substance de l'organisation musulmane. Au-dessus d'elle, cependant, qui est représentée, au point de vue administratif, par son président, et au point de vue religieux, par ses prêtres, il existe une hiérarchie de dignitaires religieux dont nous avons eu déjà l'occasion de parler et qui sont les Muftis et les Vicaires. Au-dessus de ces derniers se trouve à Sofia un Grand Mufti, qui est le chef spirituel de tous les musulmans de Bulgarie.

Les Muftis et vicaires ont d'abord, et pendant de longues années, été élus par les électeurs musulmans des communautés. La Convention de Constantinople des 6-19 avril 1909, conclue entre la Bulgarie et la Porte, avait consacré ce système. Le Grand Mufti devait vérifier si le candidat mufti ou vicaire réunissait toutes les qualités requises par la loi re-

ligieuse ou loi du Chériat. Dans l'affirmative, il priait, après l'élection, le Cheikh-ul-Islam, à Constantinople, de conférer au nouvel élu les pouvoirs inhérents à sa charge. Ainsi les communautés musulmanes prenaient une part très importante à la nomination de leurs chefs religieux. Depuis lors, le Gouvernement bulgare fut amené à exercer un contrôle de plus en plus actif sur les institutions de sa minorité musulmane, et ceci avec d'autant plus de raison qu'il appointait les fonctionnaires supérieurs de cette confession, c'est-à-dire, le Grand Mufti, les muftis et les vicaires. Le décret de 1919 décida donc que, désormais, les muftis et vicaires seraient nommés par le Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes sur présentation du Grand Mufti; les premiers par le moyen d'un décret royal, les seconds, par simple décision ministérielle. Ils sont les chefs spirituels des musulmans dans les districts qui leur sont confiés. Il existe en Bulgarie un Mufti par département et un Vicaire par arrondissement. Les prêtres et divers fonctionnaires subalternes des communautés musulmanes sont seuls appointés sur le budget des communautés dont ils font partie.

Le Grand Mufti, chef religieux de tous les musulmans de Bulgarie, représente ceux-ci vis-à-vis de l'Etat. Il est élu par les muftis et vicaires, tous les cinq ans, et choisi sur une liste de candidats établie par le Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes. Le Directeur de la section des cultes du Ministère assiste à l'élection.

Dans le système de la Convention de Constantinople, le Grand Mufti n'était pas seulement le représentant des musulmans de Bulgarie à l'égard du Gouvernement bulgare. Il était aussi un intermé-

diaire entre les muftis et vicaires de Bulgarie et le Cheikh-ul-Islam à Constantinople. Cette qualité, qui était expressément mentionnée dans le texte de la Convention, obligeait le Gouvernement bulgare à notifier la nomination du Grand Mufti au Cheikh-ul-Islam, par l'intermédiaire du Commissaire Impérial à Sofia. Cette formalité était indispensable, car sans elle, le Grand Mufti n'eut point été mis en possession des pouvoirs religieux nécessaires à sa charge, que seul le Cheikh-ul-Islam pouvait lui conférer. Enfin la Convention disposait que « le nom de Sa Majesté Impériale le Sultan, comme Khalife, continuerait à être prononcé dans les prières publiques des musulmans ».

Certaines de ces dispositions avaient été reprises par le règlement de 1919. C'est ainsi qu'il gardait la communication de l'élection du Grand-Mufti au Cheikh-ul-Islam (29). Depuis lors, avec la laïcisation de la Turquie kémaliste il fut apporté, par la force des choses, des changements aux rapports des musulmans de Bulgarie avec Constantinople. Les liens qui rattachaient dans une certaine mesure le Grand Mufti et les muftis et vicaires de Bulgarie à l'administration religieuse ottomane se sont rompus. La Communauté musulmane en Bulgarie a désormais son chef et sa hiérarchie propre. Elle constitue une communauté nationale, et jouit de cette manière d'une entière autonomie (30).

Il va de soi, après ce que nous avons vu, que

(29) Règlement sur l'organisation ecclésiastique... des musulmans, article 121.

(30) G. Genoff. La situation juridique des minorités, p. 187.

la pratique du culte jouit aussi d'une entière liberté !

Maîtres dans les villages musulmans, et formant des communautés autonomes dans les villes, où ils sont généralement, du reste, groupés en quartiers, les turcs de Bulgarie jouissent peut-on dire, d'une liberté religieuse qui ne se rencontre plus dans la Turquie kémaliste ! Ensemble avec les Pomaks et les Tartares et une bonne partie des Tziganes, ils possèdent environ 2300 mosquées, desservies par plus de 4000 Imans ou Hodjas (31). Ils pratiquent sans la moindre contrainte les rites de leur culte, sans que leurs compatriotes bulgares trouvent matière à s'en étonner ou à plaisanter ! C'est ainsi qu'ils peuvent faire en public, sans que nul ne s'avise de les troubler, leur cinq ablutions quotidiennes et leurs prières rituelles, pratiquer le jeûne diurne, et s'adonner au vacarme nocturne du ramadan sans qu'aucune opposition officielle ou privée ne vienne contrecarrer ces fêtes et rites traditionnels, pourtant bien incommodants parfois pour les voisins !

Alors qu'en Turquie, le chapeau a dû obligatoirement remplacer le fez, qui permet seul de se prosterner le front contre terre comme le prescrit le Coran, les musulmans de Bulgarie sont demeurés libres de porter cette coiffure. Si dans les villes, en général, ils ont depuis longtemps adopté le chapeau, — bien avant même, du reste, l'époque des transformations vestimentaires du kémalisme en

(31) Renseignements fournis par les bureaux du Grand Mufti, à Sofia, mais non publiés.

Turquie, — c'est là une mode purement volontaire de leur part, et qui n'implique en rien une pression quelconque de la part des autorités. Dans les villages d'ailleurs, les paysans musulmans continuent à porter le fez ou le turban. Quant aux femmes, elles ont généralement conservé, en ville comme à la campagne, ce costume monacal des femmes turques, fait d'étoffes sombres, généralement noires, et composé d'un voile enserrant la tête et retombant en pélerine sur le dos et les épaules. Mais elles ne portent plus de voile sur le visage. Là encore, dans cette légère transformation des mœurs, il s'agit d'une conquête, d'ailleurs modeste, du modernisme, indépendamment de toute prescription d'une autorité quelconque.

Enfin, un tel attachement aux institutions anciennes s'est naturellement traduit par la conservation jalouse du traditionnel instrument d'expression de la pensée : l'écriture arabe. L'introduction, en Turquie, des caractères latins avait été accueillie avec réprobation par les musulmans de Bulgarie. Leurs journaux continuent donc à paraître comme autrefois. Un seul d'entre eux, que l'on dit acquis, du reste, aux idées kémalistes, consacre une ou deux colonnes, sur le total de ses deux pages, à un article écrit en caractères latins. Cette innovation, toutefois, ne rencontre pas tout le succès que ses initiateurs en escomptaient, d'une part parce que la majorité des musulmans de Bulgarie tourne en dérision cette tentative, d'autre part, parce que ceux des musulmans qui connaissent d'autres caractères que les caractères arabes sont ceux qui parlent et écrivent le bulgare, lequel emploie les caractères cyrilliques.



Les institutions religieuses en Bulgarie ne se bornent point à concourir à la seule célébration du culte.

C'est ainsi que dès 1871 le Statut exarchal avait attribué à l'église orthodoxe bulgare la connaissance exclusive de matières dans lesquelles interviennent ordinairement les autorités civiles. Tels sont les mariages et les divorces. Après la libération de 1878, cette compétence de l'église orthodoxe sera conservée par le nouvel Etat bulgare, et comme il existe, à côté de la religion officielle, d'autres cultes, il reconnaîtra à ceux-ci une compétence semblable. La Constitution de 1879 ne contient, il est vrai, à cet égard aucune prescription, mais le règlement de 1880 sur le Gouvernement des cultes chrétiens, musulman et juif, est venu consacrer ce principe. Celui-ci, d'ailleurs, n'était qu'une survivance du système qui avait été constamment en vigueur au temps de la domination ottomane.

Nous savons, en effet, que les Turcs se désintéressaient des affaires intérieures des communautés chrétiennes. Il leur paraissait, d'autre part, naturel que ces questions concernant l'état des personnes soient de la compétence exclusive des dignitaires religieux, puisque leur propre législation, en confondant, dans le Coran, les choses de la religion et celles du droit, consacrait les mêmes principes et déterminait les mêmes compétences. Ainsi les conquérants ottomans avaient reconnu non seulement le Patriarcat OEcuménique qui engloba d'abord sous son autorité tous les chrétiens orthodoxes, et dont se détachèrent les bulgares en 1871, mais encore un

Patriarcat arménien, dont se détacha au XIX^e siècle une partie des ouailles qui fut constituée en Patriarcat arménien-catholique. Il existait, en outre, d'autres communautés telles que les Grecs unis, les Maronites, les Syriacques, les Chaldéens, les Latins et le Rabbinate juif (32).

Lorsque fut créée la Principauté de Bulgarie, les cultes non orthodoxes avaient ainsi une situation acquise que le traité de Berlin faisait aux Bulgares un devoir de respecter. Il y avait là du reste un état de choses qui répondait trop profondément au sentiment populaire pour qu'il fut possible de le changer. Les populations non orthodoxes, comme les bulgares orthodoxes eux-mêmes, habitués au temps de la domination ottomane à vivre sous l'autorité de leurs chefs religieux, n'eussent pas compris qu'une question d'ailleurs religieuse au premier chef pour elles, comme le mariage, et même le divorce, soit soumise au contrôle de l'autorité civile. Quant aux sujets musulmans du nouvel état chrétien, ils continuaient, en vertu des traités eux-mêmes, à vivre selon leurs coutumes, et celles-ci plaçaient le mariage et même bien d'autres questions encore, comme nous le verrons, dans les matières réservées à la compétence des dignitaires religieux.

Cet état de choses s'est conservé jusqu'à présent.

La réglementation concernant la matière du mariage a fait l'objet de dispositions plus ou moins

(32) A. Mandelstam. La protection internationale des minorités, p. 132.

exigeantes de la part des différentes confessions (33).

Les divorces, par voie de conséquence sont également de la compétence des autorités religieuses, à l'exception, bien entendu, des autorités catholiques puisque cette confession n'admet pas le divorce.

Cette question est soumise à l'examen d'un tribunal religieux. Les statuts particuliers des confessions déterminent les cas de divorce, la procédure en usage devant le tribunal et le mode de nomination des membres de celui-ci (34). Nous voyons ainsi que ces matières, d'une valeur sociale si importante, sont laissées à l'entière et libre détermination des autorités religieuses. L'Etat n'intervient nullement. Il n'interviendra, comme nous le verrons, que pour donner une force exécutoire aux jugements des tribunaux religieux (35). Il y a lieu de noter, toutefois une particularité commune à toutes les confessions qui admettent le divorce.

En cette matière, la compétence du tribunal religieux est limitée à l'examen moral de l'affaire. Si la question de la détermination de l'époux coupable apparaît ainsi comme étant, par excellence de son ressort, la fixation de l'indemnité ou de la pension qui devra être accordée, s'il y a lieu, à l'autre conjoint, est réservée, quant à sa quotité, aux tribunaux civils (36).

(33) V. à ce sujet : le Règlement sur l'organisation ecclésiastique des musulmans, art. 81-83 et 105. Le Statut israélite de 1920-32, art. 109-113. Le Règlement des églises évangélistes, 1919, art. 57.

(34) Statut juif, art. 105-108. Statut protestant, art. 58 à 83.

(35) V. *Infra*, p. 150 et suivantes.

(36) Code de procédure civile, article premier.

Les conflits qui peuvent s'élever entre la juridiction ecclésiastique, si elle outrepassé les limites de sa compétence et la juridiction de droit commun, sont jugés par la Cour de Cassation du Royaume, toutes chambres réunies.

A l'égard des musulmans, l'intervention de l'Etat s'est faite plus active, en raison du contrôle qu'il a assumé à l'égard de cette minorité et qui est justifié par les sacrifices financiers qu'il fait à son endroit.

D'autre part, il était nécessaire d'accorder aux musulmans une autonomie personnelle plus large encore qu'aux autres minorités religieuses, en raison de la divergence totale qui existe entre le statut personnel des musulmans et celui des chrétiens.

L'article 5 du traité de Berlin ne contient, à ce sujet, aucune prescription précise, mais, en imposant à la Principauté l'obligation de « n'apporter aucune entrave à l'organisation hiérarchique des différentes communions, non plus qu'à leurs rapports avec leurs chefs spirituels » il réservait, ipso facto, aux musulmans cette autonomie personnelle qui était si intimement liée à leur religion qu'il était impossible de l'en détacher.

Aussi les musulmans de Bulgarie ont joui, dès 1879, de tous les droits inhérents au statut personnel déterminé par leur foi et leurs coutumes. Ces droits se sont trouvés affirmés une seconde fois par la Convention de Constantinople de 1909, au moment où la Bulgarie, qui venait de s'ériger en royaume, rompait le lien tributaire qui l'attachait encore à la Porte. Le décret de 1919 a transposé ces

droits dans le domaine du droit interne bulgare (37).

Tandis que les confessions chrétiennes n'ont compétence, en matière de statut personnel, que pour les questions de mariage et de divorce, ainsi que pour les litiges ayant trait à l'usage de la puissance paternelle (38), les tribunaux ecclésiastiques musulmans jouissent d'une compétence beaucoup plus large.

Ils connaissent :

1) de toutes les actions personnelles et réelles entre époux.

2) des actions personnelles et réelles entre parents et enfants.

3) des actions en divorce.

4) des actions en nullité de mariage.

5) des questions de filiation.

6) des successions testamentaires ou ab intestat (39).

Ainsi se trouvent soustraites à la compétence des tribunaux civils d'importantes questions pour lesquelles les musulmans demeurent soumis à la juridiction de leurs tribunaux religieux. A cet effet, il

(37) Le traité de Neuilly ne contient aucune disposition expressément formulée à la charge de la Bulgarie envers les musulmans. Par contre, le traité de Saint-Germain en contient à la charge de l'Etat serbe-croate-slovène (article 10), et le Traité de Sèvres en avait contenu à la charge de la Grèce. De telles dispositions étaient sans doute apparues inutiles, et avec raison, à l'encontre de la Bulgarie.

(38) Code de Procédure Civile, art. 1.

(39) Règlement, etc... de 1919, art. 132. — Code de Procédure civile, article 1, note 1.

existe un tribunal de première instance, qui est le tribunal du Mufti dans le département, ou du Vicaire dans l'arrondissement. Au-dessus de ces tribunaux de première instance, siègent trois Cours d'Appel religieuses, à Sofia, Plovdiv et Roussé, dont les membres sont nommés par décret royal, sur présentation du Grand Mufti. Enfin, un Tribunal Ecclésiastique Suprême siège à Sofia. Alors que les tribunaux de première instance et d'appel sont à magistrat unique, le tribunal suprême est au contraire une institution collégiale composée de trois membres, et dont le Grand Mufti est président de droit. Cette hiérarchie est pour ainsi dire copiée sur celle des tribunaux de droit commun. Il en est de même pour ce qui concerne le rôle de chacun de ces tribunaux. Tandis que les tribunaux religieux de première instance, ainsi que les cours d'appel, jugent les affaires au fond, le Tribunal Suprême a pour tâche de contrôler l'exécution des lois religieuses ou lois du Chériat. Il révisé d'autre part les jugements de divorce prononcés par les muftis et les vicaires.

Un tel système, qui a pour effet de constituer, à côté des tribunaux de droit commun, une seconde chaîne de juridictions, est, sans aucun doute, éminemment libéral. Aussi, sa valeur, en tant qu'institution minoritaire, est-elle particulièrement intéressante à noter.

Il va de soi, cependant, que l'Etat n'a nullement songé à obliger tous les musulmans du royaume à s'adresser exclusivement aux tribunaux du Chériat. Le service des tribunaux de droit commun leur est ouvert, comme aux autres ressortissants bulgares, sauf, bien entendu pour les questions de mariage, de divorce et de puissance paternelle qui sont

exclusivement, en Bulgarie, de la compétence des tribunaux religieux des différentes confessions.

Il est nécessaire, toutefois, pour qu'une affaire soit portée par des musulmans devant le tribunal de droit commun, que les deux parties soient d'accord pour la lui soumettre. Si l'une d'elle entend la faire trancher par le tribunal du mufti, l'autre ne saurait lui imposer son désir contraire. Ainsi apparaît une considération évidente envers la justice minoritaire, mais en même temps, aussi, un respect peut-être exagéré à l'égard de cette institution.

Les parties peuvent faire usage de la faculté qui leur est donnée de choisir, non seulement *in limine litis*, mais encore au cours de l'instance devant le tribunal religieux (40). Il ne leur est plus permis de le faire après que ce tribunal s'est prononcé. Permettre qu'il en soit autrement eût été, en effet, saper l'autorité des tribunaux religieux, ce qui eût été évidemment contraire aux privilèges concédés à ceux-ci.

C'eût été aussi, pour une même affaire, avoir recours à deux poids et deux mesures, par le moyen de deux jugements qui risquaient d'être contradictoires.

Nous nous sommes inquiétés de savoir si, en pratique, les musulmans bulgares accordaient leurs préférences à leurs tribunaux ecclésiastiques, ou au contraire aux tribunaux de droit commun. Aucune statistique n'existe malheureusement, qui puisse nous renseigner à ce sujet. De conversations avec des personnes appartenant aux milieux compétents, magistrats bulgares, avocats musulmans, fonction-

(40) Règlement de 1919, article 133.

aires de la Direction des cultes au Ministère des Affaires Etrangères, il ressort qu'un double courant s'est fait jour au sein de la minorité musulmane.

Dans les masses paysannes, peu en contact avec la ville et par conséquent, à plus forte raison, peu en contact avec les autorités civiles et judiciaires, une préférence manifeste se marque à l'endroit des tribunaux religieux. La chose est compréhensible. Le paysan musulman, membre d'une communauté musulmane, connaît le vicaire ou le mufti et s'adressera de préférence à eux. Souvent même, pour des affaires relevant formellement des tribunaux civils, les paysans musulmans s'adressent au tribunal du mufti. Nous ne croyons pas toutefois qu'il y ait là la marque d'une préférence véritable. Car, qui dit préférence, dit comparaison. Or, la comparaison qu'implique cette préférence, on ne peut dire que, dans la majorité des cas, le paysan musulman l'ait faite. Il ignore, tout simplement, le tribunal civil. Et naturellement, entre un tribunal qu'il ignore et un juge qu'il connaît, un juge unique, personne non anonyme, mêlée à toutes les circonstances de sa vie communautaire, il n'hésite pas et s'adresse au second.

A la ville, il en est souvent autrement. Le musulman établi dans les villes entretient des rapports journaliers avec la population bulgare. Il se familiarise avec l'appareil de la justice. Et il reconnaît, ainsi, la supériorité des tribunaux civils sur les tribunaux de sa confession.

Cette tendance a commencé à se faire sentir avec le développement de l'instruction, et dans la mesure où les musulmans se laissaient pénétrer par une mentalité sinon occidentale, du moins moder-

niste dans ses tendances. Quoiqu'il en soit, l'Etat bulgare n'a nullement contribué à cette transformation. Ni par des mesures d'ordre réglementaire ayant pour but de restreindre, en pratique, le rôle des tribunaux religieux, ni par une propagande quelconque en faveur des institutions civiles, il n'a cherché à détacher les masses musulmanes de leurs institutions les plus conservatrices. Au contraire, il semble plutôt qu'il ait réagi contre une propagande qui, venue de l'extérieur, a déterminé quelque flottement dans la minorité turque de Bulgarie. Nous faisons ici allusion à une propagande kémaliste active qui, depuis l'abolition des tribunaux du Chériat en Turquie, tend à obtenir la même mesure en Bulgarie.

Cette propagande, à tendance nationaliste turque, réclame non seulement la suppression en Bulgarie des tribunaux religieux musulmans, mais encore celle des Médressés ou écoles religieuses et celle, aussi, du Séminaire supérieur de Choumen, où sont formés les ecclésiastiques musulmans du royaume. Ces institutions, en effet, en entretenant l'esprit « vieux ture » parmi les musulmans de Bulgarie, sont un obstacle au développement des idées kémalistes dans le royaume. D'autre part, la présence dans un pays aussi voisin de la Turquie que l'est la Bulgarie, de ces institutions traditionnelles que la Turquie kémaliste a condamnées, constitue, pour ceux des musulmans de Turquie qui sont restés fidèles en secret aux traditions anciennes, comme un exemple de libéralisme susceptible de porter ombrage au Gouvernement ture.

Celui-ci entretient donc en Bulgarie une propagande très active qui a trouvé jusqu'ici ses adeptes

parmi les jeunes intellectuels musulmans, et dont les échos se sont fait jour dans la presse musulmane de Bulgarie. Enfin, des Bulgares même, ont secondé cette propagande, mais non pas, hâtons-nous de le dire, le Gouvernement. Des députés appartenant au parti National Libéral ont présenté au Sobranié une proposition de loi ayant pour but de supprimer en Bulgarie les tribunaux religieux musulmans. Cette proposition n'a pas été retenue. Le Gouvernement bulgare, dans un esprit de parfaite loyauté envers sa minorité musulmane, avait compris qu'une pareille proposition n'était pas l'expression des désirs de la masse et n'avait pas voulu lui accorder son appui.

Le problème, quoiqu'il en soit, reste entier. Il est certain qu'un crédit très relatif doit être accordé aux tribunaux musulmans. La valeur des magistrats qui les composent est, à juste titre, contestée par les juristes bulgares et par les intellectuels turcs qui veulent bien être sincères (41). Le recrutement en est difficile. Suivant l'article 141 du règlement de 1919, les candidats aux postes de magistrats près du tribunal suprême religieux « doivent posséder une culture juridique ». Nous nous sommes enquis de ce qu'il fallait comprendre par cette vague exigence. En principe, nous fut-il répondu, cette culture juridique doit consister dans la possession du diplôme de licencié en droit de l'Université de Sofia ou d'une université étrangère. Or, à l'heure ac-

(41) P. Abrascheff. Procédure civile. T.III, 1, p. 249. — Dr A. Dimitroff, Comment s'applique le Chériat en Bulgarie, in revue « Le Droit », Sofia, 1915, p. 406-407.

tuelle, aucun candidat magistrat ne s'est présenté, répondant à cette condition !

En raison de cette absence générale de magistrats compétents, le Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes, en accord complet avec le Grand Mufti, a décidé de suspendre provisoirement l'application du règlement de 1919 en ce qui concerne l'institution des Tribunaux d'Appel. Ces tribunaux, en effet, en l'état actuel des choses, ne peuvent pas fonctionner utilement. Aussi, provisoirement, les litiges portés devant les tribunaux de première instance, sont-ils portés directement, en appel, devant le Tribunal Ecclésiastique Suprême. Celui-ci, comme nous l'avons vu, présente lui-même bien des points faibles. Les milieux religieux musulmans de Bulgarie s'efforcent de remédier à cet état de choses et espèrent pouvoir bientôt doter les tribunaux ecclésiastiques d'un personnel suffisamment préparé à sa tâche.

*
* *

Nous venons, dans les pages qui précèdent, de décrire les tribunaux religieux, tant chrétiens ou israélites que musulmans. Il nous reste à examiner comment les décisions de ces tribunaux sont exécutées.

L'article premier du Code de Procédure Civile décide que les jugements des tribunaux religieux et des muftis seront rendus exécutoires par les soins des tribunaux civils.

La question se pose donc de savoir quel va être dans ce cas le rôle du tribunal civil. Procèdera-t-il à un nouvel examen de l'affaire, de façon à se prononcer au fond ? Mais alors on court le risque d'a-

boutir à un jugement en sens contraire de celui du tribunal religieux. Va-t-il se borner à homologuer le jugement du tribunal religieux ? On chercherait vainement dans le code de procédure civile une réponse à cette question. Toutefois, l'article 882, relatif à la force exécutoire, dans les limites du royaume, des jugements émanant de tribunaux étrangers peut, à plus forte raison, être étendu aux jugements des tribunaux religieux nationaux (42).

Il ressort de cette assimilation que les tribunaux civils n'ont pas à examiner le fond de l'affaire, lorsqu'ils sont saisis ainsi, par une partie, d'une requête aux fins d'exequatur à accorder à un jugement de tribunal religieux. En ce sens, deux arrêts de Cassation, en 1893 (N° 278. Chambre civile) et en 1911 (N° 252. Chambre civile).

Les principes suivants peuvent être dégagés : D'une façon générale, le rôle des tribunaux civils doit se borner, en la circonstance, à répondre aux questions suivantes :

1) Le jugement du tribunal religieux est-il un jugement définitif ?

2) Ce jugement ne dépasse-t-il pas les limites de la compétence assignée au Tribunal religieux, telles que celles-ci sont fixées par l'article premier du code de Procédure civile ? (en ce sens, Cassation N° 324, 1906. — N° 730, 1907, N° 252, 1911 et N° 115, 1912. Chambre civile).

3) Le jugement du tribunal religieux ne contient-il pas des dispositions contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ?

Ces questions, que doit, se poser le tribunal ci-

(42) Abrascheff. Procédure civile, Tome III, 1, p. 248.

vil, sont donc extrêmement générales, et surtout extrêmement respectueuses de la liberté du tribunal religieux. On a même été plus loin dans ce sens. Il a été jugé que, alors même que le jugement du tribunal religieux contiendrait des dispositions en contradiction avec la législation bulgare en général — à condition toutefois qu'il ne s'agisse pas de dispositions contraires à l'ordre public et aux bonnes mœurs — de telles dispositions ne pourraient pas justifier, de la part du tribunal civil, un refus d'exequatur. Il s'agissait, en l'occurrence, d'un jugement de mufti qui contenait une disposition empruntée à la loi musulmane et en contradiction avec la loi bulgare. La Cour de Cassation a donné tort au tribunal départemental qui s'était refusé à accorder l'exequatur requis. (Cassation. 1911. N° 252. Chambre civile). (43).

Telle est, à l'égard des juridictions religieuses, l'attitude adoptée par le législateur et par la jurisprudence. Il est évident que cet état de choses porte en lui de nombreux inconvénients. Sans parler des conflits possibles entre les juridictions des diverses confessions, en matière de divorce par exemple, lorsque les deux époux appartiennent à des cultes différents et que, mariés devant deux églises, les deux tribunaux religieux respectifs ont prononcé des jugements contradictoires (44) qu'il appartient alors à la Cour de Cassation de trancher, il reste que cette multiplicité des tribunaux est contraire au principe d'une seule justice pour tous, qui doit être l'idéal vers quoi il convient de tendre.

(43) Abrascheff. Procédure civile, T. III, 1, p. 247 à 249.

(44) I. Altinoff. Les conflits de divorce en Bulgarie.

Mais, cette multiplicité même, et l'indépendance absolue qui est laissée aux tribunaux religieux, dans les limites de la compétence qui leur est assignée par la loi, constituent par contre, au point de vue qui nous occupe et que nous avons seul à retenir ici, un précieux témoignage en faveur de l'Etat bulgare: le témoignage d'un libéralisme qui a préféré, par respect pour les minorités, les inconvénients de sa tolérance, aux avantages sociaux que comporterait sans doute, pour les minoritaires eux-mêmes, une autorité judiciaire unique.

*
* *

Il nous a paru intéressant de rechercher comment se traduit, en chiffres, la politique suivie par l'Etat bulgare à l'égard des cultes minoritaires. L'examen du budget du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes pour l'année financière 1932-33 fait ressortir les sommes suivantes affectées comme subventions à certaines confessions religieuses du royaume.

Grand Mufti	298.000 levas
Tribunaux religieux supérieurs .	105.600 »
Muftis	1.419.600 »
Vicaires	1.405.800 »
Grand Rabinat	78.000 »
Evêché catholique et curés ..	53.400 »

Soit au total 3.361.200 (45)

(45) Avant la guerre, le gouvernement bulgare subventionnait également les cultes minoritaires. Nous avons re-

Comme nous l'avons indiqué, la majeure partie des sommes inscrites dans ce chapitre du budget est consacrée aux musulmans. C'est là, encore une fois, la conséquence du contrôle exercé par le Gouvernement bulgare sur cette minorité religieuse. Les sommes affectées au Grand Rabinnat et à l'évêché catholique sont évidemment minimales. Elles constituent plutôt une marque de considération envers les confessions juive et catholique qu'une aide vraiment effective.

Le traité de Neuilly avait formulé, à cet égard, certaines obligations à la charge de la Bulgarie.

Si l'article 54 du traité, en effet, prévoit bien que les minorités auront le droit de « créer, diriger et contrôler, à leurs frais, des institutions charitables, religieuses ou sociales... » cette disposition, qui met à la charge des minorités elles-mêmes, leurs institutions religieuses, est corrigée, en partie, par l'article suivant, l'article 55, alinéa 2, lequel stipule que : « Dans les villes ou districts où réside une proportion considérable de ressortissants bulgares appartenant à des minorités ethniques, de religion ou de langue, ces minorités se verront assurer *une part équitable* dans le bénéfice et l'affectation des

cueilli les chiffres suivants dans les budgets de 1910 et de 1911 que nous donnons à titre d'indication.

Grand Mufti	levas	10 200
Vicaires		86.580
Muftis		22.200
Grand Rabinnat		5.820
Evêché catholique et curés		6.020
Total	levas	131.940

Il s'agit, bien entendu, de levas-or qui étaient à la parité du franc d'avant guerre.

sommes qui pourraient être attribuées sur les fonds publics par le budget de l'Etat, les budgets municipaux ou autres, dans un but... de religion. »

Le libéralisme de ces dispositions du traité de Neuilly n'est, toutefois, qu'apparent. Il est considérablement diminué, en effet, par les conditions imprécises de leur application (46). Une « proportion considérable » de minoritaires, une « part équitable » dans le bénéfice de l'affectation des sommes... Ce sont là des obligations bien vagues.

Aussi, peut-on conclure que l'article 55, alinéa 2, en laissant en somme pratiquement cette question à la bonne volonté de l'Etat, n'a imposé à la Bulgarie aucune obligation nouvelle et formellement déterminée. Cela est si vrai que l'attitude du Gouvernement bulgare a été identique, après la signature du traité de Neuilly, à celle qui avait été la sienne auparavant, et qui avait été constante depuis 1879. Ni avant la guerre européenne, ni après, les minorités n'ont formulé une plainte quelconque. Elle se rendent compte du reste, qu'une politique de subventions plus généreuses est absolument au-dessus des forces de l'Etat bulgare à l'heure actuelle. Faisant preuve d'un loyalisme qui leur fait honneur, tous, musulmans, israélites, catholiques, etc, reconnaissent que les problèmes de l'après-guerre qui étreignent si tragiquement la Bulgarie, doivent primer leurs questions de clocher. Ils ne doutent pas, d'ailleurs, de la bonne volonté du Gouvernement bulgare à leur égard. Celui-ci, dans la mesure de ses possibilités financières, s'est toujours efforcé de leur donner satisfaction.

(46) A. Mandelstam. La protection internationale des minorités, p. 126.

CHAPITRE IV

LES DEVOIRS DES MINORITÉS

En contre partie des droits civils et politiques qui les assimilent complètement aux éléments majoritaires, et des droits spéciaux qui leur sont accordés relativement à l'usage de leur langue et à la pratique de leur religion, les minorités nationales ont des devoirs. De ces devoirs à la vérité, les traités de minorités d'après guerre n'ont point parlé. Mais cette lacune a été comblée par la troisième Assemblée de la Société des Nations dans sa séance du 21 septembre 1922. Celle-ci a insisté sur le devoir qui incombe aux minoritaires de coopérer en citoyens loyaux avec la nation à laquelle ils appartiennent désormais (1).

Ce loyalisme interdit aux minoritaires de tendre vers une sécession politique. La question, sans doute, ne s'est point posée en Bulgarie, et elle ne pouvait pas s'y poser. Nous savons, en effet, que les minorités de ce pays n'ont pas le caractère territorial. Mais indépendamment de ce cas, toutefois, il

(1) A. Mandelstam. La protection internationale des minorités, p. 137.

est une circonstance où le loyalisme des minorités peut être mis à l'épreuve : lorsqu'une guerre éclate entre l'état majoritaire dont ils sont les ressortissants et la nation à laquelle les rattache leur caractère ethnique.

Ce cas là pouvait se présenter — et c'est effectivement présenté en ce qui concerne les ressortissants turcs.

Prévoyant ce problème, le Gouvernement bulgare adopta dès l'origine, une mesure fort sage. Il accorda aux musulmans le droit de s'exonérer du service militaire, moyennant le paiement d'une taxe. Cette faculté ne constituait point une faveur de principe. Elle était l'application pure et simple, aux musulmans, d'une mesure d'ordre général qui permettait aux bulgares majoritaires eux-mêmes d'échapper aux obligations militaires en s'acquittant d'une taxe.

Cependant, tandis que les jeunes gens majoritaires qui se trouvaient dispensés du service militaire, n'obtenaient cette faveur que du tirage au sort, lequel fonctionnait dans la mesure où les jeunes gens d'un contingent dépassaient par leur nombre les effectifs prévus au budget, les musulmans, en dehors de ce cas prévu pour tous, pouvaient être exemptés s'ils en manifestaient le désir.

Ils payaient alors une taxe spéciale, fixée d'abord à 1000 levas, ramenée ensuite à 500 levas. De cette taxe spéciale, les bulgares majoritaires, exemptés du service par le sort, étaient exonérés. Mais les uns et les autres, bulgares majoritaires exemptés et mahométans dispensés devaient payer ensuite pendant dix ans une taxe annuelle. A cet effet, tous les dispensés étaient répartis, d'après leur situation de

fortune, en quatre catégories payant de 20 à 60 levas par an. Il va de soi que les musulmans non exemptés par le sort, et qui ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas payer la taxe spéciale, devaient accomplir leur service militaire (2). D'une statistique de 1892, citée par le Colonel Lamouche, il ressort par exemple que, d'après les chiffres portés au budget des recettes, le nombre des musulmans qui faisaient cette année là, usage de leur droit de rachat, devait être de 1700 à 1900, sur 3300 environ appelés à être incorporés (3).

En 1910, ce système est adouci, car le paiement d'une taxe de 1000 levas, et même de 500, constituait une lourde charge. Les hommes dispensés du service militaire paient alors une taxe durant vingt années, correspondant au temps qu'ils passeraient dans l'armée active et dans la réserve. Toutefois, la taxe est diminuée de moitié pour les dix dernières années. L'assiette même de la taxe se trouve modifiée. Elle comprend un impôt fixe de 10 levas par tête et par an, et un impôt complémentaire suivant la fortune. Ce dernier est calculé à raison de 2 pour mille sur le capital et de 2 % sur le revenu, avec des abattements à la base. Le maximum de la taxe est fixé à 4000 levas par an. Ces dernières modalités concernant l'impôt complémentaire sur la fortune s'appliquent à tous les dispensés : majoritaires ou musulmans. Les musulmans toutefois étant exoné-

(2) Loi sur la taxe militaire des mahométans. J. O. du 7 septembre 1902 modifiée par la loi du 31 décembre 1903. J. O. du 24 janvier 1904.

(3) Colonel L. Lamouche. La Bulgarie dans le passé et le présent.

rés du service par un privilège spécial, doivent payer la taxe fixe à un taux double, soit 20 levas par an (4).

Ce système a été ajusté avec les clauses militaires du Traité de Neuilly qui ont supprimé le service obligatoire en Bulgarie. Le nouveau régime ne pose donc plus la question délicate des obligations militaires des musulmans.

Une loi de 1922 maintient toutefois le régime de la taxe (5). Tout jeune homme qui n'entre pas comme volontaire dans l'armée ou la gendarmerie, ou qui n'accomplit pas les obligations prescrite par la loi sur le service du travail obligatoire (6), doit la payer. La durée, le taux et l'assiette de la taxe ont été fixés comme suit : la taxe est dûe pendant six années. Les assujettis sont répartis en quinze classes. La répartition des contribuables entre les classes s'effectue en considérant le montant total des impôts dûs à l'Etat par l'intéressé, ses parents, et le cas échéant, sa femme.

Toute cette réglementation montre que le souci constant du Gouvernement bulgare a été de ménager le particularisme de sa minorité musulmane. Il s'est constamment débattu entre ces deux nécessités : lui concéder, en matière militaire, des privi-

(4) Loi sur la taxe militaire du 16 décembre 1900.

(5) Loi sur la taxe militaire, du 18 mars 1922. J.O. du 28-3-22, modifiée et complétée par la loi du 13 juin 1924 (J.O. du 30 juin 1924) modifiée par la loi du 12 juin 1929 (J.O. du 26 juin 1929).

(6) Le service du travail est obligatoire pour tous les jeunes gens qui ne s'engagent pas dans l'armée. Il constitue une sorte d'armée du travail qui est employée à des travaux publics. Comme nous l'avons indiqué, il est permis de se racheter de ce service.

lèges, et d'autre part, ne pas l'avantager par trop par rapport au reste de la nation.

Par ailleurs, lors de la première guerre balkanique, afin d'éviter l'incorporation dans les armées en campagne de contingents appartenant à la nationalité de l'ennemi, le Gouvernement bulgare renonça purement et simplement à appeler les Turcs du royaume sous les drapeaux. Il revint naturellement au régime normal lors de la guerre européenne.

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE

ENQUÊTES ET TÉMOIGNAGES

Une étude, même succincte du régime appliqué aux minorités dans un pays donné, ne saurait se cantonner dans le domaine des textes. Ceux-ci peuvent être excellents, ils peuvent répondre dans leur forme à toutes les exigences du droit international, reproduire les prescriptions des traités, introduire dans la Constitution du pays et dans le droit interne des obligations formellement déterminées, la question qui importe, la seule qui se pose, en vérité, celle du régime appliqué *en fait* aux minorités nationales, reste absolument entière.

Cela est si vrai que, si l'on prend l'exemple bien connu de la Roumanie et de la manière dont, dans la pratique, elle a tourné constamment, dans le passé, les obligations mises à sa charge en faveur des juifs par le traité de Berlin, (1) on s'aperçoit qu'il ne suffit pas de prescrire, ni même de contrôler, mais qu'il faut encore que les prescriptions rencon-

(1) A. Mandelstam. La protection internationale des minorités, p. 90.

trent, dans le pays qui aura à les appliquer, un ensemble de conditions favorables, ayant pour base la bonne volonté de l'Etat.

Lorsque, d'autre part, aux réclamations bulgares concernant le traitement des minorités bulgares en Yougoslavie, le Gouvernement de Belgrade oppose sa thèse, suivant laquelle il n'y aurait pas de bulgares dans les limites du royaume, mais seulement des « serbes méridionnaux » dont le particularisme local deviendrait ainsi une pure question d'ordre intérieur et n'appellerait pas l'application des clauses des traités relatives à la protection des minorités, il y a là la négation pure et simple, et d'ailleurs unilatérale, d'un problème (2).

C'est pourquoi il nous a paru nécessaire de compléter l'étude des dispositions législatives ou réglementaires qui régissent les minorités nationales en Bulgarie par un examen des faits, qui importent seuls, en définitive. L'enquête que nous venons de faire, au cours d'un séjour de près de trois mois dans ce pays, nous a permis de rapprocher constamment les faits et les textes. A Sofia, auprès des représentants les plus qualifiés des minorités : le Grand Mufti pour les musulmans, le Président du Consistoire Central et quelques notabilités israélites pour les Juifs, des évêques et des ecclésiastiques

(2) V. sur cette question : L. Lamouche. *Quinze ans d'Histoire balkanique*. Paris, Payot 1928 ; L. Lamouche : *Les Bulgares en Macédoine, dans les confins occidentaux et en Thrace*. Edition de l'Action Internationale démocratique pour la Paix. Imprimerie de la Démocratie, Paris 1931. — La situation des minorités bulgares en Yougoslavie et en Grèce, en Roumanie et en Turquie. Edition de l'Union des Associations bulgares pour la Paix et la Société des Nations. Sofia, 1932.

influents pour les catholiques et les protestants, les Présidents des Communautés intéressées pour les autres minorités, nous avons pu recueillir des témoignages, poser des questions, noter des impressions, en dehors de toute contrainte officielle. Nous avons poursuivi cette enquête en province, à Vidin, Choumen et Varna, auprès de notabilités musulmanes, à Varna et à Messemvria, auprès de représentants de la communauté grecque, à Vidin et Svichtov, auprès de paysans roumains. Nous nous sommes alors attachés surtout à interroger non plus des personnages officiels, mais des particuliers, avocats, médecins, commerçants, agriculteurs... que nous estimions plus libres de toute contrainte, et qui nous ont ainsi fourni des indications d'une grande valeur. Confrontant ces renseignements avec ceux que nous avaient fourni d'autre part, fort aimablement, les divers fonctionnaires bulgares qui ont à s'occuper de ces questions, nous avons pu suivre ainsi l'exécution pratique d'une politique dans tous les domaines où elle a le devoir de s'appliquer : enseignement, cultes, charité, etc... Dans les chapitres qui ont précédé, nous avons déjà eu l'occasion de noter en plusieurs circonstances, cette concordance du droit et des faits. Il nous a paru, toutefois, qu'il convenait de la résumer dans une vue d'ensemble.



Pour illustrer l'application de la législation bulgare en matière de minorités, il ne saurait y avoir de meilleurs témoignages que ceux qui émanent des minorités elles-mêmes...

Lorsque, en 1919, à la Conférence de la Paix, la

Bulgarie s'est vue chargée d'accusations diverses, des voix se sont élevées pour protester en sa faveur, et ces voix étaient celles de ses populations minoritaires.

C'est ainsi qu'à la séance du Sobranié du 5 mars 1919, dix députés musulmans ont lu une déclaration dont nous extrayons les passages suivants :

« ...Les musulmans de Bulgarie, qui jouissent des droits garantis par la Constitution démocratique bulgare et qui, grâce à eux, ont conservé leurs privilèges nationaux et religieux, vivent en toute tranquillité dans leur patrie bulgare depuis quarante années, alors qu'au contraire, les musulmans de Grèce, depuis la formation de l'Etat grec, étaient obligés de quitter leurs foyers et qu'aujourd'hui il n'en est point resté un seul des centaines de mille qui vivaient dans les anciennes frontières du royaume...

...Les musulmans sont dévoués à leur commune patrie, la Bulgarie, et l'ont montré par le sang qu'ils ont versé sur les champs de bataille pour la gloire de la Bulgarie.

Ils ont toujours partagé les joies et les malheurs de leurs compatriotes bulgares » (3).

Dans le même temps, les israélites de Bulgarie, imitant leurs compatriotes musulmans, ont tenu à apporter, également à la Conférence de la Paix, un témoignage de respect et d'affection à l'égard de leur patrie d'adoption.

(3) Documents concernant la paix de Neuilly. Archives du Ministère des Affaires Etrangères bulgare. Lettre du 10 août 1919 de la délégation bulgare. Annexe N° 3. Documents publiés en bulgare. Sofia, 1919, Imprimerie de l'Etat, p. 17.

« Une des accusations les plus couramment répandues depuis quelque temps contre la Bulgarie, ont-ils-écrit, c'est qu'elle serait inapte à gouverner des minorités ethniques et confessionnelles. Nous devons avouer qu'on ne peut faire sous ce rapport aucun reproche au peuple bulgare. Le fait est que, s'il y a dans les Balkans un pays qui se soit montré le plus apte à assurer l'existence et le libre développement de ses minorités, ce pays, il faut le reconnaître, est la Bulgarie.

Un fait qui saute aux yeux, à première vue, c'est que, dans le courant d'un demi siècle, ni la Grèce ni la Serbie (nous ne parlons pas de la Roumanie, foyer d'antisémitisme) n'ont vu augmenter la population de leurs minorités. Par contre, la Bulgarie compte aujourd'hui dix fois plus d'Arméniens et de Juifs qu'elle n'en comptait lors de sa création. Ce phénomène s'explique uniquement par ceci que, de tous les pays balkaniques, c'est la Bulgarie que les malheureux Juifs et Arméniens chassés des pays des pogromes ont choisie comme abri. Aux époques des grandes persécutions antijuives, et lors des massacres arméniens, seule la Bulgarie eut la générosité d'ouvrir largement ses portes, et elle seule se montra prête à leur servir de patrie.

Un second fait connu de tout le monde, c'est qu'en opposition avec la situation déplorable des minorités en Roumanie, Grèce et Serbie, les communautés religieuses et culturelles des musulmans, des israélites et des arméniens en Bulgarie se trouvent actuellement dans un état des plus florissants. Elles ont leurs temples, leurs écoles, leurs organisations propres, leurs clergés...

...Pour tous les Juifs de l'Europe orientale, comme pour les Arméniens et les Turcs, la Bulgarie est devenue une mère-patrie dont le rayonnement s'exerce bien au delà de ses frontières. Qu'il s'agisse de la Dobroudja, de la Thrace ou de la Macédoine, partout, Juifs, Turcs et Arméniens n'ont qu'un désir : celui de se voir incorporer à la Bulgarie. Tous sont pénétrés de la conviction qu'ils trouveront leur bien être moral et matériel en s'unissant à leurs frères de ce pays. Des manifestations dans ce sens se sont produites tout dernièrement encore, et ces manifestations sont d'autant plus significatives et décisives qu'elles se sont faites dans des milieux soumis à l'action de la propagande grecque et roumaine » (4).

Une seconde manifestation juive, plus développée et plus catégorique encore, est venue attirer une seconde fois l'attention de la Conférence de la Paix qui s'était montrée si soucieuse du sort des minorités, sur le traitement éminemment favorable réservé à celles-ci par la Bulgarie. Elle constitue un émouvant témoignage des israélites bulgares en faveur de leur pays. Etant donné qu'il s'agit d'un document à peu près introuvable en français, nous croyons devoir le citer à peu près in extenso (5).

(4) Documents concernant la paix de Neuilly. Archives du Ministère des Affaires Etrangères bulgare. Lettre du 16 août, N° 114 de la Délégation bulgare. Annexe N° 4. — Documents publiés en bulgare. Sofia. Imprimerie de l'Etat, 1919, p. 17.

(5) Ce document avait été publié à Paris, en français et en anglais lors de la Conférence de la Paix, par l'Imprimerie H. Elias. Il a été publié à Sofia, en bulgare, parmi tous les documents concernant la paix de Neuilly. Imprimerie de l'Etat 1919. Cette édition est toutefois épuisée.

« Au moment où la Haute Assemblée des Puissances Alliées et Associées aborde l'étude de la question bulgare, tout ce qui pourrait être versé aux débats, et de nature à élucider le problème, peut compter, pensons-nous, sur un bon accueil de la part du tribunal suprême institué au nom de la Justice, de la Vérité et de l'Equité. D'autre part, c'est, nous semble-t-il, une question de conscience pour chacun que d'apporter le tribut de ses connaissances à l'enquête sur les faits devant constituer la matière du débat.

« Mûs par ces sentiments, nous avons pensé qu'il y avait un sujet sur lequel notre témoignage pourrait paraître digne d'attention comme émanant des intéressés eux-mêmes. En l'apportant à la barre de la Haute Assemblée, nous ne faisons qu'obéir à la voix de notre conscience, bien heureux s'il peut servir la cause d'un peuple singulièrement éprouvé. Notre témoignage est un témoignage moral. Dans notre pensée, il doit servir de document établissant le caractère et la psychologie du peuple bulgare. Le voici en peu de mots.

« Au moment de sa création, la Bulgarie, y compris la Bulgarie du sud, ne comptait environ que 15.000 israélites. Aujourd'hui, ils sont 60.000. Ce fait par lui-même est assez éloquent, surtout si l'on considère que dans le même laps de temps, la Serbie et la Grèce ne virent pas augmenter le chiffre de leurs minorités et que la Roumanie perdit presque 100.000 habitants de sa population juive. Des juifs habitant actuellement la Bulgarie, la plupart sont des immigrés venus de presque tous les pays de l'Europe orientale, de Russie, Roumanie, Pologne, Turquie, Grèce, Serbie, Bosnie et Herzégovine.

Les deux tiers des immigrés proviennent des trois premiers pays, appelés à juste titre les pays des pogromes.

« L'immigration juive en Bulgarie commença dès que ce pays se fit connaître par son esprit de tolérance et même d'amitié envers les peuples pauvres et opprimés. Un des premiers soucis de la Bulgarie naissante fut de fonder son existence intérieure sur le principe d'égalité absolue entre tous les habitants, sans différence de race ou de religion. Immédiatement après la clôture du congrès de Berlin, une Assemblée Constituante fut convoquée à Tirnovo... Déjà, par sa composition, ce corps donnait la mesure de ce que la Bulgarie serait plus tard au point de vue qui nous occupe. A côté des orthodoxes, vinrent siéger des représentants de toutes les minorités, turque, israélite et autres.

« ...La Constitution votée, il s'agissait de pourvoir à son application par des lois et règlements qui ne violassent ni son esprit ni sa lettre. Si la Constitution de Tirnovo avait été l'expression d'un sentiment passager, il aurait pu arriver ce que nous avons eu à déplorer dans plusieurs autres pays, qui firent figurer dans leur Constitution des clauses relatives aux minorités comme l'exigeait le Traité de Berlin, mais qui s'empressèrent d'en statuer autrement dans les lois et règlements intérieurs. Tel fut le cas, par exemple, de la Roumanie. En Bulgarie, il arriva le contraire. Les Bulgares restèrent tels qu'ils se manifestèrent à la première heure. Non seulement la législation bulgare, quelles qu'aient été les modifications et amendements qu'elle ait subis bien naturellement en l'espace de 40 ans, resta immuablement fidèle interprète de l'esprit de la

Constitution de Tirnovo, mais elle renforça et raffermirait encore plus la situation des minorités ethniques et religieuses. Aujourd'hui, après quarante ans d'existence, on ne peut trouver un seul acte législatif, un seul règlement administratif qui ne soient imbus du même esprit d'égalité absolue et de liberté pour tous les citoyens sans différence aucune.

« Mais, si importants que soient ces faits, ils peuvent ne pas paraître encore convaincants pour ceux qui savent combien souvent la réalité est loin de correspondre à l'image qu'en donnent les lois d'un pays. Le peuple juif n'a que trop souvent eu à constater, dans le courant de son long martyre, combien est éphémère la garantie des lois lorsque manque la volonté de leur mise en pratique. Nous connaissons des pays où, sous la pression de la conscience des nations civilisées, notre sécurité nationale et religieuse fait l'objet d'excellents articles de lois, mais où, en réalité, les juifs sont traités en vrais parias.

« Tel n'a pas été le cas pour la Bulgarie. Ce que le Traité de Berlin demandait des Bulgares ne correspondait que trop aux désirs de ce peuple ami de la liberté, pour qu'il pût, un seul instant, songer à n'en pas tenir compte. C'est bien naturellement qu'il mit en pratique ce que la Constitution et les lois faisaient espérer.

« Celles-ci furent rigoureusement appliquées. Notre liberté de race et de religion fut, et est, scrupuleusement respectée. Nous avons été admis dans la famille bulgare comme des frères égaux. Ce peuple nous accorda son amitié et fit tout pour nous donner à nous, pauvres déshérités du sort, la con-

solution d'une patrie. Il fit plus, il ouvrit ses portes aux juifs malheureux des pays de pogromes. Il les reçut, les hospitalisa, leur donna un foyer, un établissement. La Bulgarie fut, pendant les derniers quarante ans, une oasis au milieu du désert pour les juifs poursuivis et chassés. Par Roussé, Varna, Andrinople et Salonique, tous les ans, des milliers de juifs sont venus chercher un abri en Bulgarie. A certaines époques d'effervescence antisémite en Russie et en Roumanie, l'immigration se fit en masse. Vers 1895 eurent lieu des pogromes en divers endroits de la Russie. Ce furent des heures horribles pour le judaïsme. De longs cortèges de femmes, enfants, vieillards, passaient à pied la frontière de l'Empire et s'en allaient à travers l'Europe vers les ports de salut. De tous les pays de l'Europe, seule la Bulgarie ouvrit généreusement ses portes et reçut à bras ouverts les pauvres déshérités. Des centaines de familles attirées par cet instinct des masses qui ne trompe pas, s'en vinrent demander assistance à leurs frères de Bulgarie et furent en effet bien reçus. Aujourd'hui, toutes ces familles sont florissantes et prospères. Plus tard, lors du soulèvement des paysans en Roumanie, vers 1904, en quelques jours seulement, tous les ports bulgares du Danube se virent inondés de fugitifs juifs. La situation serait devenue désastreuse si la Bulgarie avait refusé de les recevoir. Par un geste magnifique, le Gouvernement de Sofia adressa une dépêche circulaire aux préfets des villes danubiennes, leur enjoignant de prendre toutes mesures pour accueillir avec sollicitude ces fugitifs, de pourvoir à leurs premiers besoins avec l'aide des communautés juives locales et de les diriger vers l'intérieur. Au-

cun de ces fugitifs n'a plus quitté le pays. Tous ont trouvé leur gagne-pain.

« Au moment même où nous écrivons ces lignes, une nouvelle effervescence antisémite en Roumanie envoie en Bulgarie de nouveaux émigrés. Dans les derniers six mois, plus de 1.000 de nos frères ont passé le Danube par Roussé, Lom et Vidin. L'exode n'est pas fini. Cette fois encore, la Bulgarie reste fidèle à ses traditions. Accablée elle-même de malheurs, elle reste quand même sensible aux malheurs des autres. Les réfugiés juifs de Roumanie sont provisoirement installés dans les villes principales et tout est fait pour leur établissement. De son côté, le Consistoire central et les communautés israélites ont formé des Comités de secours et recueilli des fonds pour faire face aux frais de nourriture et d'installation de tous ces malheureux. Il y a un mois, une déléguée du Comité central des Sociétés de bienfaisance juives d'Amérique, Miss Goldman, est venue à Sofia. La déléguée, qui avait déjà visité Athènes, Salonique et toute la Macédoine et la Thrace, a voulu se rendre compte de la situation des juifs en Bulgarie. Après une semaine de séjour pendant laquelle elle se livra à une enquête des plus minutieuses, elle se prononça de la façon la plus élogieuse et déclara que nulle part dans les Balkans elle n'avait pu constater comme en Bulgarie un aussi grand progrès et un tel bien-être des communautés juives. Miss Goldman s'est particulièrement intéressée au sort des réfugiés de Roumanie et leur a fait envoyer des secours en argent par l'entremise du Consistoire de Sofia.

« Tout ce que la Bulgarie a fait en faveur des réfugiés juifs, elle l'a fait aussi pour les Arméniens.

Presque toute la population arménienne de la Bulgarie se compose d'anciens habitants de la Turquie qui ont fui pour échapper aux massacres. Envers eux, comme envers nous, la terre bulgare a été la terre de refuge et de repos...

« ...Nous devons constater ici que jamais les Gouvernements bulgares n'ont songé à exercer une politique d'assimilation vis-à-vis des minorités. Pour la liberté qu'elle leur accorde, la Bulgarie ne demande aucun autre prix que d'être bon citoyen. Sous cette condition, chaque minorité ethnique est libre de cultiver sa propre individualité. Celles-ci sont même encouragées dans cette voie, ce qui est peut-être sans exemple dans l'histoire et que nous ne pouvons nous expliquer que par la mentalité absolument exceptionnelle du peuple bulgare...

« Comme couronnement à ce bel épanouissement de la vie juive, atteint sous le régime des gouvernements bulgares, on peut considérer la grande part prise par nous dans le développement de l'idée nationale juive, c'est-à-dire du sionisme. Il y a, sous ce rapport, deux faits importants à constater.

« Le premier fait est que, dans l'œuvre de renaissance nationale commencée il y a 25 ans, et dont le but final est la création d'un foyer national juif en Palestine, les juifs de Bulgarie ont une part dépassant de beaucoup leur importance numérique par rapport aux juifs du monde entier. Le monde ne sait pas assez que la Bulgarie fut un des berceaux du sionisme naissant. C'est ici que son fondateur, le Dr Théodore Herzl, trouva ses premiers adeptes. C'est ici que, pendant 25 ans, le sionisme remporta ses plus grands succès. La Bulgarie est devenue par rapport au sionisme un centre dont le rayonnement

s'est répandu sur tout l'Orient. Le sionisme, aujourd'hui si fort en Turquie, à Salonique, en Bosnie, en Egypte et en partie en Grèce, est dû à la propagande des sionistes de Bulgarie. Ceux-ci fondèrent les premiers journaux qui propagèrent les idées de Herzl dans le monde des juifs dits Sephardimes. De Bulgarie, partirent pour Constantinople, Salonique, Athènes, Sarajevo, Belgrade, Le Caire, des apôtres, porteurs de la bonne parole. Pendant un quart de siècle, le sionisme bulgare est resté à la tête du mouvement sioniste dans tout l'Orient.

« Le deuxième fait est que si le sionisme universel doit beaucoup aux juifs, il le doit aussi au peuple bulgare. Pourquoi ? Pour cette simple raison que la mentalité des juifs de Bulgarie, mentalité qui leur a permis de comprendre et d'aimer le sionisme, est le produit de leur contact avec le peuple bulgare. Comment ne devaient-elles pas devenir sionistes, ces jeunes générations de la première heure, contemporaines des luttes héroïques du peuple bulgare pour sa liberté politique ? Qu'est le sionisme, si ce n'est l'éclosion du sentiment patriotique chez un peuple revenu, après deux mille ans de léthargie, à la conscience de son individualité et devenu avide de liberté nationale. Et où, dans quel pays du monde, l'idéalisme national, le culte de la liberté, le sacrifice pour la cause de la délivrance fut-il porté à un plus haut degré que chez le peuple bulgare ? Nous nous sommes brûlés au feu sacré des apôtres et des voïvodes de la liberté bulgare, et nous sommes devenus les apôtres de la liberté juive.

« Il est juste, par conséquent, de reconnaître que la Bulgarie a indirectement sa part dans le ré-

veil de notre nation et que notre peuple a contracté une dette morale envers ce pays généreux.

« Si nous avons entrepris de donner un court aperçu sur la situation des juifs en Bulgarie, ce n'est pas pour le plaisir platonique de manifester notre satisfaction. *Le Judaïsme a une dette d'honneur envers la nation bulgare.* Or, le peuple juif n'est pas de ceux qui oublient ou pour qui la reconnaissance est un fardeau. A un moment où la malheureuse nation bulgare se voit accablée du sort, peut-être par la faute de certains de ses dirigeants, mais certainement sans la faute de la masse du peuple, pourrions-nous, en conscience, taire un témoignage qui peut lui être favorable ? Il était de notre devoir de dire à la Conférence de la Paix : la Bulgarie a bien mérité de l'humanité, car elle s'est montrée bonne et humaine pour notre peuple opprimé. Elle l'a été non seulement pour nous, mais aussi pour d'autres souffrants. Les Arméniens fuyant devant les massacres, ont aussi trouvé aide et protection en Bulgarie. La Bulgarie fut, pendant toute son existence, un asile pour les opprimés de tous les pays. Tout dernièrement encore, un grand nombre d'émigrants russes, savants, anciens députés à la Douma, fuyant le bolchévisme, sont venus s'abriter à Sofia.

« Nous nous sommes dits que les Grandes Puissances, devant lesquelles une montagne d'accusations est dressée contre la Bulgarie, douteront peut-être de la véracité de ces accusations, lorsqu'elles connaîtront tout ce qu'il y a de noble et de généreux chez ce peuple. Elles penseront peut-être qu'un peuple capable de faire ce qu'il a fait pour les Juifs

et les Arméniens, pour les réfugiés politiques russes, pour les Turcs, n'est pas capable de commettre certains actes qu'on lui a reprochés. »

« Paris, le 5 août 1919.

« Signé : JOSUÉ CALEB,

« Vice-Président du Consistoire Central,

« Président du Comité politique des sionistes de Bulgarie. »

Les témoignages musulmans et juifs que nous avons cités sont éminemment significatifs du fait qu'ils émanent de minorités importantes, et liées étroitement à la vie politique et économique de la Bulgarie. Ils n'ont pas été les seuls toutefois. Les autres minorités n'ont pas été moins affirmatives dans la reconnaissance du régime qui leur est appliqué.

Dès 1913, un rapport publié à Munich dans une revue catholique concluait que : « l'état actuel de l'instruction et de l'éducation catholiques en Bulgarie était, en général, prospère, *grâce à la tolérance religieuse du peuple bulgare, à sa juste conception de la liberté et à l'application équitable des articles de la Constitution.* » (6)

Vers la même époque, le professeur A. Bezenchek pouvait écrire : « Si la tolérance religieuse qui règne en Bulgarie est un fait reconnu, on peut dire qu'elle est appliquée à l'école comme dans la vie en général. » (7)

(6) Das Katholische Erziehungs und Bildungs während der Gegenwart : Grundsätze und Tatsachen. Munich. 1913. p.248.

(7) A. Bezenchek. Rapport présenté au premier Congrès international pour l'éducation chrétienne. Vienne 1912, p.241.

Vers la même époque encore, le journal « La Croix » écrivait : « Notre Ministre (à Sofia) a constaté que la France n'avait qu'à se féliciter de la tolérance et de la bienveillance spéciale du Gouvernement bulgare. » (8). Il s'agissait, en effet, de la situation des congrégations religieuses françaises qui occupent une situation très prospère en Bulgarie.

Aussi, Mgr Robert Menini, archevêque de Sofia-Philippopoli pouvait-il déclarer, le 15 septembre 1914 : « Au point de vue religieux, la Bulgarie est d'une tolérance rare. Les catholiques se réclament de la même constitution tolérante et jouissent des mêmes droits que tous les sujets bulgares. Les deux diocèses de Sofia-Philippopoli et de Nicopole comprennent des œuvres florissantes, qui se développent sans obstacles : paroisses, œuvres d'enseignement et de charité, etc... » (9).

La situation n'a fait que s'améliorer depuis, d'après les déclarations faites par son successeur, Mgr Vincent Péeff, à un rédacteur du journal « La Bulgarie », en 1926.

« Nous autres catholiques de Bulgarie, dit l'évêque de Sofia, nous possédons un grand nombre d'institutions propres à notre culte et à notre activité intellectuelle. Il va sans dire que si nous avons réussi à atteindre ce degré de développement, si nous avons pu créer un aussi grand nombre d'œuvres catholiques scolaires et culturelles toujours prospères d'ail-

(8) Journal « La Croix », du 30 janvier 1914.

(9) Les journaux bulgares du 15 septembre 1914.

leurs, et exercer en Bulgarie notre activité avec succès, cela est dû en grande partie à la bienveillance et au bon accueil dont nous avons joui dans le pays et de la part du Gouvernement. L'Etat nous prodigua son appui moral et vint bien souvent à notre aide, en nous accordant des facilités, des emplacements gratuits pour la construction de nos établissements, et des subventions pécuniaires pour certaines de nos œuvres de bienfaisance.

« Loin de porter entrave à l'existence et au développement du catholicisme, le Gouvernement bulgare nous a soutenu tant dans l'exercice de notre culte que dans le domaine de notre activité intellectuelle. Ainsi, pendant les guerres, à côté des prêtres orthodoxes qui suivaient les armées, des aumôniers catholiques étaient nommés par le gouvernement dans les régiments recrutés parmi les catholiques. Et je suis heureux de l'occasion qui se présente à moi de proclamer devant l'opinion publique la profonde reconnaissance des catholiques de Bulgarie pour la liberté du culte qu'ils possèdent et pour la grande considération dont ils jouissent de la part des autorités de Bulgarie ». (10)

Les protestants n'ont pas été moins catégoriques dans leurs déclarations. Le Pasteur Fournadjieff, Président de l'Alliance Evangélique bulgare et Secrétaire de l'Union internationale pour le rapprochement des Eglises, faisait en 1925, au même rédacteur du journal « La Bulgarie », la déclaration suivante :

(10) G. Kérékoff. Les Minorités étrangères ethniques et religieuses en Bulgarie, p. 17 à 20.

Au cours des 27 années que j'ai passées à la tête des protestants du pays, pas un seul des nombreux gouvernements qui se sont succédés, ne provoqua le moindre mécontentement chez les protestants, et ne chercha à entraver l'exercice du culte protestant. Bien au contraire, tous les gouvernements bulgares nous ont témoigné une bienveillance digne d'être signalée. Nos pasteurs et prédicateurs voyagent librement, prêchent là où ils croient devoir le faire et dans la langue qu'ils considèrent comme la mieux appropriée aux localités qu'ils traversent. Jamais ils ne se sont heurtés au moindre empêchement de la part des autorités publiques. » (11)

*
* *

En 1927, toutefois, une pétition fut adressée à la Société des Nations, par une association universitaire roumaine, qui présenta ainsi quelques observations sur l'attitude du Gouvernement bulgare à l'égard des Roumains des bords du Danube.

Nous avons eu entre les mains une copie de cette pétition, dont nous laisserons de côté la plus grande partie, remplie de considérations éloquentes sur le rôle « humanitaire » de la Société des Nations, pour ne retenir ici que les réclamations précises qu'elle formule et qui sont les suivantes :

(11) G. Kérékoff. Les Minorités étrangères, ethniques et religieuses en Bulgarie, p. 23-24.

SOCIETATEA ACADEMICA
DACIA - AURELANIA
rue 11 de Junie, N° 18
BUCAREST

Le 20 Avril 1927

«

1) Nous demandons qu'on nous accorde des écoles roumaines, primaires et supérieures, où nous puissions nous instruire dans notre langue maternelle.

2) Nous demandons que dans nos églises, on ne nous impose pas des prêtres qui officient en une autre langue.

3) Que le service divin soit officié dans nos églises exclusivement en roumain ainsi qu'il l'a été auparavant, et cela sous l'influence des principes propagés par la Société des nations.

4) Nous demandons un chef religieux roumain qui représente les intérêts de toutes les églises roumaines du Timoc bulgare auprès des autorités bulgares.

5) Nous demandons qu'un inspecteur roumain soit nommé pour les écoles roumaines qui seraient créées, lequel inspecteur accomplira ses fonctions d'un commun accord avec les autorités bulgares.

6) Pour l'édification de la Ligue des Nations, au sujet du bien-fondé de nos demandes, en ce qui concerne la langue que nous parlons, nos mœurs, nos traditions, nous prions la Ligue des Nations de vouloir bien déléguer une commission de son sein, qui ait pour but de se rendre dans le Timoc bulgare, d'y faire une enquête documentée et de présenter ensuite un rapport.

7) Nous demandons que notre question soit soumise aux débats publics de la Ligue des Nations afin que, dans les séances publiques, soient discutées impartialement, à la lumière du jour, nos doléances.

8) Nous prions la Ligue des Nations de porter à la connaissance du Gouvernement bulgare nos demandes en lui recommandant de vouloir bien nous accorder, à nous aussi, les mêmes droits que posséderait en Bulgarie les autres minorités ethniques.

9) Nous prions la Ligue des Nations de déterminer l'Etat bulgare à participer effectivement à l'enquête afin que la Commission puisse avoir objectivement et manifestement tous les éclaircissements.

10) Nous demandons que les autorités bulgares n'empêchent pas par toute sorte de chicanes les élèves et les étudiants qui désirent s'instruire en Roumanie, de le faire.

11) Que les Roumains du Timoc aient le droit de se procurer des livres pour les écoles et des publications roumaines en Roumanie, attendu que l'on ne peut pas imprimer actuellement de pareils livres en Bulgarie. L'état bulgare a consenti à accorder la liberté de culture, avec des écoles et des églises en langue maternelle à des minorités qui n'ont peut-être pas un mérite quelconque. Il est d'autant plus obligé de nous accorder les mêmes droits que nous nous sommes sacrifiés pour l'état bulgare, depuis son indépendance jusqu'à ce jour, et puisque nos frères de Roumanie se sont aussi sacrifiés en 1878 pour obtenir l'indépendance de la Bulgarie...

Signé : Le Président, DR. STANESCO.

Le Secrétaire, A. BARCEA. »

Cette pétition a été communiquée, conformément à la procédure adoptée par la Société des Nations, au Gouvernement bulgare, qui a présenté, à son tour, les observations suivantes :

« Quoique la pétition de la Société Dacia-Aureliana émane d'une source en dehors de la Bulgarie et ne représente nullement le point de vue de la minorité roumaine en Bulgarie, le Gouvernement bulgare, animé du désir de contribuer de son mieux à la solution équitable de toutes les questions ayant trait aux droits des minorités, croit utile de présenter les observations suivantes :

« 1) L'assertion de la dite pétition que la population roumaine de la région du Timoc bulgare formerait une masse compacte de 100.000 personnes est inexacte et tendancieuse. D'après le recensement de la population du royaume du 31 décembre 1926 (les résultats définitifs du recensement de 1926 ne sont pas encore connus), le nombre total des personnes d'origine roumaine en Bulgarie est de 57.312 dont 28.128 hommes et 29.184 femmes, répartis comme suit dans les différents départements.

« (Suit un tableau)...

« Il apparaît des statistiques officielles ci dessus que les personnes d'origine roumaine dans le département de Vidin, y incluse la région du Timoc bulgare, sont au nombre de 37.160. Cette population d'origine roumaine y est mêlée d'une manière inextricable avec la population bulgare.

« 2) Toutes les minorités en Bulgarie, sans distinction, ont toujours joui des droits les plus étendus. On pourrait affirmer de la manière la plus catégorique, sans craindre d'être démenti, que le principe des droits des minorités a été accepté délibéré-

ment par l'état bulgare moderne, dès sa fondation et que ce principe a déjà pénétré profondément les mœurs et les habitudes de la population bulgare. Le statut de l'Exarchat bulgare élaboré en 1871 et la Constitution du royaume, votée en 1879, contiennent des dispositions qui sont de nature à garantir l'égalité absolue de tous les citoyens bulgares sans distinction de race, de langue et de religion. Ce même principe d'égalité est consacré par la loi électorale, par la loi sur les fonctions publiques et par toutes les autres lois spéciales. C'est ainsi que la délégation bulgare, lors de la conclusion du traité de paix de Neuilly, a pu déclarer que : « La « délégation bulgare n'élève aucune objection contre le principe d'une protection des minorités « dans les états balkaniques. Bien au contraire, elle « y adhère avec l'empressement le plus sincère. Elle « a confiance dans les garanties d'ordre international par lesquelles les Principales Puissances Alliées et Associées ont en vue d'assurer la réalisation du but élevé qu'elles se sont assignées. » (Observations présentées par la délégation bulgare sur le projet de Traité de Paix avec la Bulgarie, 1919).

« 3) La population d'origine roumaine du Timoc bulgare jouit de la liberté absolue de culte et de langue. Faisant usage de ses droits, elle a déjà élu 18 prêtres d'origine roumaine qui officient librement en langue roumaine. Deux de ces prêtres, désignés spécialement à cet effet par la dite population, siègent régulièrement au Conseil ecclésiastique de Vidin, sur un pied d'égalité absolue avec les prêtres bulgares. En ce qui concerne l'enseignement, il a été établi que la population d'origine roumaine du Timoc bulgare a préféré jusqu'à pré-

sent, pour des raisons d'utilité pratique, faire usage des écoles bulgares de la région. En tout cas, aucune demande à l'effet d'ouverture d'écoles roumaines n'est parvenue jusqu'à présent à la connaissance du Gouvernement bulgare. De sorte que, actuellement il n'y a que deux écoles roumaines en Bulgarie, l'une à Sofia et l'autre à Gorna-Djoumaya.

« 4) Le gouvernement bulgare serait très heureux d'accepter une enquête de la Société des Nations sur la situation de la minorité roumaine en Bulgarie, à la seule condition toutefois, que cette enquête soit étendue également au sort de la minorité bulgare en Roumanie.

5) Le Gouvernement bulgare, déclare d'ores et déjà accepter les recommandations que la Commission d'enquête jugerait utile de formuler en vue de garantir les droits des minorités, à la condition, bien entendu que ces mêmes recommandations soient également acceptées par le Gouvernement roumain pour les minorités bulgares en Roumanie ».

Nous nous bornerons à notre tour aux brèves remarques suivantes :

En ce qui concerne le paragraphe 1 de la réponse bulgare, il n'y a aucune raison de mettre en doute la statistique officielle. Le recensement de la minorité roumaine du Timoc bulgare a été entrepris dans des conditions analogues à celles qui ont présidé au dénombrement des autres minorités. Or, aucune de celles-ci n'a formulé d'observations en ce qui la concerne. On ne voit donc pas pourquoi, vis-à-vis de la minorité roumaine des bords du Danube *seule*, la statistique officielle aurait été tendancieuse. Quant à l'allégation du gouvernement bulgare sui-

vant laquelle cette population roumaine serait mêlée d'une façon inextricable à la population bulgare, il suffit, pour se convaincre de son bien fondé, de voyager dans le pays. Nous avons pu nous en rendre compte nous-mêmes au cours d'un voyage à Vidin et dans ses environs.

Le paragraphe 2 contient l'affirmation du Gouvernement bulgare de son libéralisme à l'endroit des minorités. Nous savons, par les témoignages émanant des minorités musulmane, juive, catholique, protestante etc., que cette affirmation répond entièrement à la réalité. On ne voit donc pas pourquoi les roumains, seuls de tous les éléments minoritaires, auraient été soumis à un régime d'exception. On pourrait aussi s'étonner à juste titre qu'une minorité roumaine mécontente ait attendu huit ans après la signature, par la Bulgarie, des clauses protectrices des minorités contenues dans le traité de Neuilly, pour porter sa cause devant la Société des Nations.

Par le paragraphe 3, le Gouvernement bulgare nous paraît faire justice de la réclamation roumaine relative à la liberté religieuse. L'existence de 18 prêtres officiant en roumain, de même que la présence de deux de ces prêtres dans le Conseil ecclésiastique de Vidin, est une de ces choses qui se peuvent vérifier facilement et que le Gouvernement bulgare, à supposer qu'il ait été de mauvaise foi, n'eût pu impunément inventer. Quant au manque d'écoles roumaines, n'est-il pas à imputer aux membres de cette minorité eux-mêmes ? Le gouvernement bulgare, il est facile de s'en rendre compte sur place, n'apporte aucun obstacle à l'emploi de la langue roumaine dans les relations publiques ou

de commerce, à plus forte raison dans la vie privée. Non seulement il en est ainsi, mais il est même facile d'arriver, pour peu que l'on demeure quelque temps dans le pays, à la constatation suivante : c'est que les Bulgares de la région parlent en plus grand nombre le roumain, au contact de cette population minoritaire, que les membres de celle-ci n'emploient la langue bulgare. N'est-ce point là la preuve que le gouvernement bulgare ne se livre à aucune manifestation susceptible de contrarier le développement de la langue roumaine ? Et n'eut-il point, tout naturellement, autorisé l'ouverture d'écoles privées roumaines, comme il l'a fait pour les autres minorités, si cette autorisation avait été demandée conformément à la loi ?

Enfin, les paragraphes 4 et 5, en subordonnant l'enquête à effectuer en territoire bulgare à l'accomplissement d'une semblable investigation en territoire roumain en faveur des bulgares minoritaires, fait état d'un désir légitime, et qui ne diminue en rien la position adoptée par le gouvernement de Sofia.

Les observations présentées par ce dernier, essentiellement modérées, ont sans doute — et à juste titre — convaincu la Société des Nations, car la pétition de l'association Dacia-Aureliana n'a été suivie d'aucune procédure d'enquête. Le Gouvernement bulgare n'a plus reçu de Genève, à propos de cette affaire, aucune communication.

*
* *

L'ensemble de ces témoignages et de ces manifestations est concluant.

Aussi, fort de cet état de choses qui a toujours été tel en Bulgarie, le Gouvernement bulgare, en 1913, à la Conférence de Bucarest, avait proposé que la clause suivante soit insérée dans le traité de paix :

« La Bulgarie, la Grèce, le Monténégro et la Serbie reconnaissent l'autonomie des communautés religieuses et la liberté de l'enseignement dans les territoires nouvellement annexés. »

Mais cette proposition avait été rejetée en raison de l'opposition de la Serbie (12).

Par ailleurs, tandis que d'autres Etats, en 1919, protestaient contre l'imposition d'obligations internationales qui ne devaient pas être étendues à tous (13) comme celles que constituaient le régime des minorités, et s'insurgeaient ainsi contre un procédé qui, selon eux, portait atteinte à leur souveraineté, la Bulgarie au contraire, et c'est à son honneur, n'a jamais adopté cette attitude. Elle a adhéré, au contraire, sans restrictions d'aucune sorte, aux principes établis par la Conférence de la Paix pour la protection des Minorités. Car sa politique constante depuis sa libération en 1878 n'a été que l'application de ces idées.

(12) Documents de la Conférence de la Paix. Observations de la délégation bulgare sur les conditions de paix avec la Bulgarie, Paris, 1919, p. 7.

(13) Ces protestations émanèrent en particulier de la Pologne et de la Roumanie. V. sur ce point A. Mandelstam. La Protection internationale des minorités, p. 12.

CONCLUSION

Le 25 octobre 1919, la Délégation bulgare à la Conférence de la Paix envoyait à M. Clemenceau, Président de la Conférence, ses observations sur certaines clauses du traité de paix, en particulier sur celles qui avaient trait à la protection des minorités (1).

Invoquant, à juste titre, la politique libérale constamment suivie par la Bulgarie à l'égard de ces dernières, elle concluait :

« ...La sollicitude déployée à l'égard des minorités n'a pas été inspirée par de simples considérations politiques. Le peuple bulgare est, *par nature*, disposé à la bienveillance envers toutes les minorités ethniques et religieuses qui respectent ses lois. »

Dans son mémorandum, présenté dès le mois d'août 1919 à la dite Conférence de la Paix, le Docteur Josué Caleb, Vice-Président du Consistoire Central de Bulgarie, n'avait pas hésité, de son côté, à déclarer : ... « chaque minorité ethnique est libre (en Bulgarie) de cultiver sa propre individualité. Celles-ci sont même *encouragées* dans cette voie, ce qui est peut-être sans exemple dans l'Histoire, et

(1) Lettre de M. Théodoroff, Président de la Délégation bulgare à la Conférence de la Paix, à M. Clemenceau, Président de la Conférence, en date du 25 octobre 1919. V. Observations de la Délégation bulgare sur les conditions du traité de paix avec la Bulgarie. Paris, Imp. H. Elias, 1919, p. 3.

que nous ne pouvons nous expliquer *que par la mentalité absolument exceptionnelle du peuple bulgare* » (2).

Par ailleurs, un grand nombre de personnalités, à caractère officiel ou privé, se sont plu à rendre à différentes reprises, un semblable hommage au peuple bulgare. Il en a été ainsi de la plupart des savants, des journalistes, des voyageurs, bref des personnes qui, à des titres divers, ont été amenées à voyager ou à séjourner dans le pays (3).

Nous avons nous-mêmes été frappés de cet état de choses lors des différents voyages que nous avons faits en Bulgarie, et nous avons pu, à différentes reprises, confronter nos impressions avec celles d'autres voyageurs français. De même que certains peuples apparaissent réservés, et d'autres expansifs, le peuple bulgare, s'il faut lui attribuer un caractère, apparaît avant tout comme hospitalier. Ces sortes de classifications traduisent d'une façon simpliste, sans doute, mais presque toujours juste, la psychologie d'un peuple, car elles sont le résultat d'observations fréquentes, constamment répétées au cours de l'Histoire, et sanctionnées par le bon sens populaire, lequel ne se paie point de mots.

Quoiqu'il en soit, il y a là une assertion qui attribue au peuple bulgare un caractère original suf-

(2) Documents concernant la Paix de Neuilly. Archives du Ministère des Affaires étrangères bulgare. Annexe à la lettre N° 129 du Président de la Délégation bulgare au Président de la Conférence de la Paix en date du 20 août 1919.

(3) Cf. L. Léger, Georges Bousquet. L. Lamouche. Georges Desbons.

faisamment marqué, pour qu'il ait paru digne d'être noté. Cela demande quelques éclaircissements.

Nous les demanderons à l'Histoire.

Dès les temps les plus anciens, par exemple aux époques des premier et second royaumes bulgares (4), il apparaît chez ce peuple une tendance marquée à bien accueillir les étrangers, à les considérer avec bienveillance, et à leur accorder toute sorte de facilités pour l'exercice de leur profession.

(4) On désigne sous le nom de premier royaume, la période comprise entre les années 679 et 1018. A cette époque, les Bulgares, d'origine asiatique, venant des régions voisines de la mer d'Azov, réussirent à s'installer dans la Mésie, la Bulgarie du nord actuelle. Ils y trouvèrent de nombreuses tribus slaves qu'ils organisèrent en une puissante unité politique. Avec le temps, cependant, ils furent assimilés par les slaves, plus nombreux et plus raffinés qu'eux, et qui leur imposèrent leur langue et leurs mœurs. Par contre, les Bulgares donnèrent leur nom au pays et à la population. Peu à peu, ils conquièrent toute la péninsule balkanique. En 866, le roi bulgare Boris se convertit avec son peuple au christianisme. Sous son règne, et sous celui de son fils Siméon, une civilisation très brillante se développa, en particulier à Preslav, la capitale du royaume. Des fouilles entreprises depuis quelques années sur l'emplacement de cette capitale ont fourni à cet égard de précieux renseignements.

Les successeurs de Siméon se montrèrent toutefois peu capables de conserver l'héritage qu'il leur avait laissé. En 1018, la Bulgarie, affaiblie par les luttes intestines et les nombreuses guerres, tomba sous la domination de Byzance.

Le deuxième royaume est la période comprise entre 1186 et 1393. La Bulgarie réussit à recouvrer son indépendance sous la conduite de deux frères, Ivan Assène et Pierre, dont le premier fut proclamé roi dans la ville de Tirnovó. Ses successeurs fortifièrent le nouvel état et étendirent les frontières de la Bulgarie de la mer Noire à la Save et de l'Adriatique à la mer Egée. Leurs successeurs, toutefois, ne surent pas conserver l'unité du royaume. Les luttes entre les princes chrétiens facilitèrent la conquête des Balkans, et en particulier de la Bulgarie, en 1393, par les Turcs. La domination de ceux-ci devait durer jusqu'en 1878 !

Ceux-ci, en presque totalité négociants, occupent bientôt une place prépondérante dans la vie commerciale bulgare aux ^xⁱ, ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles (5). Ce sont, en majorité, des ragusains, des gènois et des vénitiens, qui, débordant de Constantinople, où ils étaient établis dans des quartiers spéciaux, les quartiers dits « latins », — s'approprient ainsi, peu à peu, le commerce bulgare, s'installent dans les centres importants, surtout en Thrace et le long de la mer, et forment là des colonies dont les traces ont subsisté jusqu'à nos jours, comme par exemple, dans la ville de Tirnovo, les lieux dits : Frank Hissar, le fort des francs, Evréiska mahala, le quartier juif, — Catholitcheska targovska mahala, le quartier commerçant catholique, etc... (6).

Ces négociants étrangers réussissent rapidement à s'assurer la liberté du commerce dans tout le royaume, ainsi que le droit d'importer, d'exporter et de transporter en transit toute sorte de marchandises. Enfin, ils obtiennent d'être exemptés d'impôts et jouissent du privilège d'être jugés par leurs Consuls, suivant les lois de leur nation (7).

En face de ces commerçants étrangers dont les affaires prospèrent, facilitées qu'elles sont par la considération et la bienveillance dont les entoure l'Etat, et en raison des grands avantages que celui-ci

(5) V. Ganeff. Le développement historique du droit commercial. Annuaire de l'Université de Sofia. XII. 1915-16. T.III. Faculté de droit. Sofia, Imprimerie de l'Etat, 1921, p.142-153.

(6) Schaube. Handelsgeschichte der Romanischen Völker des Mittelmeergebiets. 1906. p. 21. 236. 247. 537.

(7) Schkorpil. Plan de l'antique Capitale bulgare, Tirnovo la Grande. Nouvelles de la Société archéologique bulgare. Première année, 1910, p. 146.

leur concède, les bulgares qui tentent de s'adonner au commerce, se débattent par contre, dans des difficultés de toute sorte.

Ils plient sous le poids d'un système fiscal vicieux, constitué par de lourds impôts extrêmement mal répartis, et souffrent de l'absence d'une organisation même rudimentaire du crédit. Les échos de cette déplorable situation des commerçants bulgares se sont fait jour en particulier dans un certain nombre de textes qui ont été mis en valeur par M. V. Ganef, Professeur à la Faculté de droit de Sofia (8), et qui constituent un contraste saisissant avec les nombreux édits des rois bulgares accordant des privilèges aux commerçants étrangers, ou avec les nombreux traités signés entre ces rois et des villes étrangères, surtout italiennes, ayant pour fins l'octroi aux citoyens de ces villes, de facilités de commerce dans les terres bulgares (9).

Ecrasés sous les charges d'une économie nationale, qui pour eux seuls était une économie fermée, et sous le poids d'une concurrence étrangère à peu près libre et très avantagée, les négociants et les artisans bulgares qui, entre les seigneurs, d'une part, et le peuple attaché à la terre d'autre part, constituaient une classe moyenne, n'ont pas pu s'élever et suivre une évolution analogue à celle qui s'est produite dans d'autres pays où cette classe a vu s'affermir chaque jour sa situation et son influence.

(8) V. Ganef. Le développement historique du droit commercial, p. 145-153.

(9) Traité signé entre le roi Michel Assen et la ville de Raguse en 1253, entre Ivan Alexandre et Venise en 1352, entre Ivanko Dobritchki et Gênes en 1387. V. V. Ganef. Le développement historique du droit commercial, p. 145-147.

Ils n'ont pas pu devenir, en Bulgarie, une classe forte et entreprenante, capable d'obtenir par son influence et sa fortune l'octroi d'un régime juridique plus adapté à ses besoins et aux nécessités des échanges commerciaux.

C'est dans cet état social que la conquête ottomane trouva le pays. Facilitée par les dissensions des seigneurs, elle fit peser sa domination sur une population en grande majorité rurale, et où la bourgeoisie était très affaiblie.

Les affaires des négociants étrangers sont, à cette époque, plus prospères que jamais. Le turc est sans doute un maître cruel, mais qui se désintéresse de la vie intérieure des communautés chrétiennes. Les étrangers d'ailleurs sont protégés par leurs consuls et par des traités. Aussi continuent-ils à venir en grand nombre.

Nous savons qu'Italiens et Dalmates italophones avaient leurs quartiers et leurs colonies à Sofia, Philippopoli, Vidin, et ailleurs encore (10). Parmi eux se trouvaient en particulier, — et en assez grand nombre, croit-on, des juifs hispano-portugais, expulsés d'Espagne en 1492 et qui, ayant séjourné plus ou moins longtemps en terre italienne avant d'aborder l'Empire ottoman, employaient souvent la langue italienne et passaient, auprès des Bulgares, pour des Italiens. Les Grecs, enfin, étaient très nombreux et s'étaient installés en Bulgarie en colonies puissantes. Ces derniers avaient même, à certaines époques, exercé une véritable suprématie.

(10) Dr S. Mézan. Les juifs espagnols en Bulgarie, p. 35 à 40.

Dans des villes comme Stanimaka, par exemple, (Bulgarie du sud, environs de Philippopoli) les Grecs, au début de la domination musulmane, demeuraient groupés en une population très dense de vigneronns riches, qui justifiait son nom de « micra Hellada » tant par le soin qu'elle mettait à conserver l'usage de la langue grecque que par l'habileté qu'elle déployait pour amener à l'hellénisme les villages et les monastères de la région.

Les Bulgares considéraient avec bienveillance ces étrangers au contact desquels ils avaient toujours vécu, et qui, dans l'empire ottoman, entre les conquérants guerriers et les populations conquises, en majorité rurales, constituaient un élément actif, entreprenant, urbain, et par conséquent plus avancé, utile en tout cas, et bien considéré des maîtres du pays.

On peut dire même que les populations bulgares accueillaient avec tant de bienveillance tous ceux qui étaient étrangers à leur race que, dans certains cas, elles se laissaient influencer et dans une certaine mesure, absorber par eux. C'est ainsi qu'au xix^e siècle, des Grecs d'Andrinople s'étaient établis en plein quartier bulgare et avaient réussi à répandre leur influence sur une douzaine de villages dont la population se distinguait dans la suite par un idiome bilingue et même trilingue, fait d'emprunts aux langues bulgare, grecque et turque. Un membre d'une mission française chargée, vers 1855, de tracer la première route à travers la Dobroudja, relatait que dans le Deliorman et les environs de Varna, un grand nombre de prétendus grecs de cette région étaient en réalité des Bulgares qui parlaient

grec (11). Ailleurs, comme à Tirnovo, en raison de la proximité d'Arbanassi, séjour favori des métropolitains grecs, l'influence hellène s'était propagée grâce à l'action du clergé phanariote qui envoyait les jeunes gens bulgares de Tirnovo étudier en Grèce.

Il n'est pas douteux que cette sympathie parfois exagérée à l'égard de tout ce qui est étranger, entrée par la force des choses dans les habitudes du peuple bulgare à une époque de mœurs encore simples et primitives, trouva à s'épanouir par suite de la structure de la société bulgare de ce temps. La bourgeoisie, au sens où nous entendons ce mot, évocateur d'une classe solidement constituée, fortunée en général, consciente de sa force et de sa valeur, et par conséquent peu accessible aux influences extérieures, n'avait pu se constituer au temps des royaumes bulgares. A l'époque de la conquête ottomane, elle était encore plus inexistante. L'aristocratie, la classe des seigneurs ou boyards, dont les dissensions avaient précisément, favorisé la conquête, recherchait les faveurs des nouveaux maîtres et se laissait peu à peu absorber par eux pour conserver ses richesses. Ainsi les éléments les plus particularistes et les plus fermés de la nation avaient pour ainsi dire disparu.

Si nous essayons maintenant de fixer la physionomie de la nation bulgare à la fin de la domination ottomane, au moment où le peuple bulgare est à la veille d'être enfin maître de ses destinées, une pâle survivance de l'ancienne aristocratie apparaît

(11) Dr Allard. *Souvenirs d'Orient*. Paris 1855, p. 164.

dans la classe des « tchorbadji » (12), peu nombreuse, et qui se compose des paysans les plus riches, propriétaires s'efforçant d'entretenir de bonnes relations avec les Turcs. A l'opposé, s'étend la grande masse paysanne, aux mœurs encore primitives. Entre ces deux types sociaux, se rencontre une classe moyenne qui n'est pas à proprement parler une bourgeoisie, au sens où nous l'entendons — car il n'existe pas à dire vrai de séparation bien marquée entre la ville et la campagne — mais plutôt une classe de petits artisans et de petits commerçants, cantonnés dans un trafic purement local, et dont une partie, plus remuante, a bifurqué vers les professions de typographes, d'instituteurs, de journalistes et constitue, dès lors, l'élément le plus entreprenant de la Bulgarie sous le joug (13).

Ce sont ces deux derniers types sociaux, le commerçant modeste et l'intellectuel qui vont, durant des années jusqu'en 1878, aidés par les Bulgares riches établis à l'étranger (14) soutenir, l'un de son activité patiente, l'autre de son influence sur les masses et en payant de sa personne, la lutte en faveur de l'église et de l'école bulgares.

(12) Tchorbadji est un mot turc qui veut dire : « celui qui distribue la soupe ». Les ouvriers agricoles et les serviteurs employaient ce mot pour désigner leur patron qui était en effet, pour eux, le distributeur par excellence de la nourriture. Il est encore employé dans ce sens de patron par les paysans, ouvriers et domestiques bulgares aujourd'hui.

(13) S. Balamézov. La Constitution de Tirnovo. Sofia, 1925, p. 11-13.

(14) Un certain nombre de Bulgares avait émigré en Roumanie et à Odessa et y avait fondé des affaires prospères.

Vers la fin du xix^e siècle, il apparaît nettement que les éléments démocratiques dominent en Bulgarie.

De mœurs modestes, imbue d'idées généreuses, accoutumée en outre à un contact permanent avec des étrangers, Grecs, Juifs, Arméniens, Turcs, cette société ainsi constituée possède une conception éminemment sociable de la vie publique.

Nous possédons, à cet égard, un texte particulièrement significatif, et qui nous renseigne admirablement sur la mentalité du peuple bulgare à cette époque. Ce texte est la Constitution de 1879 qui fut votée au lendemain de la guerre de l'indépendance.

Durant les négociations du traité de Berlin et pendant toute la période d'occupation des troupes russes, qui avait été fixée par celui-ci à neuf mois, un Commissaire du Tsar de Russie, le Prince Dondoukoff-Korsakoff, avait reçu mission d'administrer les territoires libérés, et de réunir une assemblée constituante chargée d'élaborer le règlement organique du nouvel état.

Le 10 février 1879, se réunit donc à Tirnovo, l'ancienne capitale où, une première fois déjà, en 1186, avait été rétablie, contre la domination de Byzance, l'antique monarchie bulgare, une assemblée de notables composée de 233 membres. Il y avait parmi eux onze évêques, un mufti, un rabbin, une centaine de fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, 88 représentants élus, cinq moines du monastère de Rila, des délégués du Comité d'Odessa (15) et d'un Comité de bienfaisance de Bessa-

(15) Le comité d'Odessa, composé de Bulgares, surtout commerçants émigrés en Russie, avait dès 1856, soutenu de

rabie et enfin 21 membres, onze musulmans et 10 chrétiens, désignés par le Prince Dondoukoff.

C'est à cette assemblée assez hétérogène, et qui représentait non seulement les différentes classes, mais encore, conformément aux dispositions du traité de Berlin, les différents cultes et les différentes nationalités de la Bulgarie, que le Commissaire Impérial présenta un projet de Constitution.

Ce projet, élaboré par le Prince avec l'aide de son conseiller juridique Loukianoff, et avec le concours de quelques notables bulgares, avait été, au préalable, envoyé pour approbation à Saint-Pétersbourg. Il s'inspirait, au dire du Prince Dondoukoff lui-même, du Statut organique de la Principauté de Serbie, avec quelques remaniements, et des lois fondamentales de l'Empire de Russie.

Il instituait en Bulgarie un Prince héréditaire, et une Assemblée nationale. Mais tous les membres de celle-ci n'étaient pas issus de l'élection. Un certain nombre d'entre eux devait être députés de plein droit, de par leurs fonctions, et un certain nombre enfin était laissé à la désignation du Souverain. Enfin, à l'instar du Statut serbe de 1869, cette assemblée ne devait pas avoir l'initiative des lois.

Ce projet portait donc en lui la marque de son origine, l'influence d'un gouvernement absolutiste qui devait aux circonstances d'avoir à élaborer une Constitution — pour les autres, il est vrai — mais

son argent la campagne qui aboutit en 1870 à l'autonomie de l'église bulgare par la création de l'Exarchat. En même temps, il fondait des écoles, venait en aide aux églises, dans l'intention de restaurer peu à peu la patrie bulgare, mais dans le cadre de l'empire ottoman et par des moyens pacifiques.

qui ne reniait point, malgré tout, ses habitudes et ses préférences. Quoiqu'il en soit, ce projet n'était pas démocratique, et comme tel, ne pouvait réunir l'approbation des constituants de Tirnovo.

Beaucoup de ceux-ci, d'ailleurs, sont loin d'être inexpérimentés. Ils ont pris part, en 1871, au Concile bulgare de Constantinople dans lequel, huit ans auparavant, s'était manifesté un esprit démocratique remarquable lorsqu'avait été adopté, malgré les décisions du Concile Œcuménique, le principe de l'élection et du contrôle laïque dans les affaires de l'église. Dans d'autres circonstances encore, leurs idées démocratiques s'étaient manifestées. Dès la première moitié du xix^e siècle, en effet, les communes bulgares avaient possédé leurs conseils, élus au suffrage universel des hommes majeurs, ainsi que des caisses de secours mutuels et des greniers communaux qui prêtaient des semences à leurs membres (16).

On a parfois attribué cet esprit démocratique des Constituants de Tirnovo à l'influence des écrivains libéraux russes de cette époque — qui étaient, en effet, très lus par les intellectuels bulgares, ainsi qu'à celle des apôtres bulgares de l'indépendance, héros des luttes contre le joug turc. Il y a là, sans aucun doute, croyons-nous, un facteur non négligeable, et par lui se manifeste ainsi, à près de cent ans de distance, le grand souffle généreux de notre Révolution. Il est douteux, toutefois, que l'existence de quelques individualités de ce genre, devenues

(16) Hippolyte Desprez. Les peuples de l'Autriche et de la Turquie. Paris 1850.

par la suite des temps des sortes de personnages de légende, eut suffi à modeler la conscience de tout un peuple. Il est vraisemblable, au contraire, que c'est dans le caractère propre des constituants bulgares, issus de cette classe modeste et travailleuse, libérale et ouverte aux choses du dehors, dont nous avons parlé, et qui s'était formée peu à peu au cours des siècles qu'il faut chercher l'explication de leur réaction en face du projet russe de règlement organique (17).

Le projet est donc par eux transformé, après une suite d'éloquents débats. Le résultat de cet état de choses fut de doter la Bulgarie d'une constitution extrêmement libérale, telle qu'en pouvait rêver un vieux pays, arrivé à une certaine maturité politique et qui eut consacré ainsi une pratique déjà longue du régime parlementaire : une seule assemblée, élue pour cinq ans, au suffrage universel direct. Cette assemblée a l'initiative des lois. Les ministres sont responsables devant elle (18).

Comme il est naturel, chez les représentants d'un peuple qui renaît à la liberté, toutes les dispositions tendant à assurer et à affermir celle-ci sont votées dans un grand enthousiasme. Les constituants se laissent même aller, dans cette voie, à

(17) V. sur ce point. J. Ancel. Manuel Historique de la Question d'Orient, p. 172.

(18) Les amendements apportés au projet de Constitution du Prince Dondoukoff s'inspiraient de la Constitution roumaine du 30 juin 1860 et de la Constitution grecque du 16-28 novembre 1864. V. sur ce point : S. Balamezov. La Constitution de Tirnovo, p. 10. — Kiroff. Droit Constitutionnel bulgare (en bulgare). — S. Balamézoff. Notre Constitution et notre parlementarisme. Sofia 1919. T.I, p. 8-10 (en bulgare).

quelques enfantillages ! « Il n'y aura pas, dans la Principauté de Bulgarie, de titres de noblesse ni de distinctions. Les décorations même, sauf pour récompenser les exploits militaires, seront interdites... » — « Si nous voulons créer dans les Balkans une nouvelle Belgique, dit Balabanoff, nous ne devons pas admettre d'uniformes étincelants... ni de décorations, car elles créent l'inégalité entre les citoyens » (19).

« Tout esclave, à quelque sexe, religion ou race qu'il appartienne, devient libre dès qu'il pose le pied sur le territoire bulgare ! ». Il y a là, sans aucun doute, une disposition inutile, mais Balabanoff demande cependant son adoption, car « elle fera honneur, dit-il, à notre Constitution. »

A l'égard des minorités de race et de religion englobées par le traité dans les limites de la Bulgarie, les mêmes idées généreuses vont s'appliquer.

Si les articles 4 et 5 du traité de Berlin, qui faisaient à la Principauté une obligation de tenir compte des intérêts des populations non bulgares, n'ont point trouvé leur expression formelle dans la Constitution, l'esprit de ces prescriptions apparaît par contre dans chacun des articles qui, en énonçant les libertés promises à tous, ne font aucune distinction entre les maîtres de la veille et ceux du jour, entre les musulmans et les chrétiens, entre les arméniens et les juifs, les grecs et les roumains. Que cette attitude, et par la suite, la politique extrêmement tolérante poursuivie avec une continuité remarquable par tous les gouvernements bulgares, se soit accordée, dans une certaine mesure, avec les

(19) S. Balamezov. La Constitution de Tirnovo, p. 17.

circonstances et se soit traduite, en pratique, par un habile opportunisme administratif, cela est évident. Mais, et c'est là sa force, elle prend sa racine dans un état d'esprit naturel, dans un libéralisme inné, dont l'absence, chez d'autres peuples, mis en présence, eux aussi, d'un problème minoritaire sur leur territoire, a sapé inmanquablement, le libéralisme formel des lois.

Certains auteurs ont expliqué l'attitude tolérante du Gouvernement et du peuple bulgares à l'égard des minorités par l'idée que les Bulgares n'auraient fait que retourner, en faveur de celles-ci, après l'indépendance, le régime qui était appliqué à eux-mêmes au temps de la domination ottomane par leurs maîtres d'alors (20).

Il est certain qu'alors, en effet, à côté des cruautés atroces dont les conquérants se rendaient coupables, et comme en dépit d'elles, les Turcs laissaient à leurs sujets chrétiens une certaine autonomie. Ce n'était pas là de leur part, toutefois, la conséquence d'une politique, moins encore la marque d'une considération quelconque envers les populations soumises. C'était, plus simplement, de l'indifférence, un laisser aller oriental, et la conséquence de cette conception islamique qui, en confondant les choses de la religion et celles de la politique, trouvait tout naturel de se désintéresser des affaires intérieures des chrétiens, du moment qu'elle ignorait leurs affaires religieuses. En vertu de cette indifférence, les Turcs laissaient donc aux chrétiens leurs églises, longtemps groupées comme nous l'a-

(20) En ce sens G. Genoff. La situation juridique des minorités p. 75 et suivantes.

vons vu, sous l'autorité du Patriarche grec de Constantinople, puis détachées, en ce qui concerne les Bulgares, en 1871, sous la direction d'un Exarque bulgare. Ils leur laissaient employer leur langue et, dans une certaine mesure, créer des écoles (21). La première école bulgare, fondée à Gabrovo, dans le Balkan, date de 1835.

C'est, dit-on, de cet état de choses, de cette manière d'être, de cette mentalité, qu'hérita, en 1878, le nouvel état bulgare. Celui-ci n'y toucha en rien. Il le perfectionna au contraire et le consolida (22).

Il y a sans doute, dans cette théorie, une part d'exactitude. Nous ferons remarquer, toutefois, qu'elle laisse un peu trop de côté les atrocités du régime turc qui, à côté des libertés énoncées ci-dessus, faisait peser constamment sur les populations bulgares les menaces de son despotisme. En outre, nous croyons qu'elle n'indique qu'un aspect tout à fait extérieur de la question. En apparence, sans doute, et si l'on analyse seulement la surface des choses, les événements semblent bien s'être passés ainsi. Mais si, délaissant les contours, on s'efforce de pénétrer la substance d'une pareille transformation sociale, on s'aperçoit qu'il n'y a pas eu seulement un retournement des positions respectives : les chrétiens devenant les maîtres et appliquant les mêmes principes de gouvernement aux Turcs devenus à leur tour une nation soumise !

Il y a eu, en vérité, bien autre chose que cela !

(21) Génoff. La situation juridique des minorités, p. 30 et suiv.

(22) Génoff, idem, p. 75.

Il y a eu, chez un peuple rendu à la liberté après des siècles de dure servitude, la manifestation, devenue enfin nationale, d'un libéralisme profond, formé peu à peu au cours des siècles, aboutissant naturel de sentiments traditionnels, et dont l'expression contemporaine constitue, à notre sens, la caractéristique la plus originale du peuple bulgare.

Ceci confirme l'idée, tant de fois émise, que le problème de la protection des minorités n'est pas seulement une question de traités, de lois, ni même de sanctions internationales. Le système de protection le mieux établi, le plus perfectionné, ne peut aboutir à rien dans le domaine pratique, sans la volonté, chez l'état majoritaire, d'en appliquer rigoureusement l'esprit.

Cette volonté, elle apparaît, dans le cas de la Bulgarie, avec une continuité remarquable. Elle apparaît dès 1879, lorsque le peuple bulgare, renaissant enfin à la liberté, s'efforce d'organiser son destin. Elle apparaît ensuite à tous les instants de son histoire, qu'il s'agisse de cultes, d'organisation scolaire, de droits civils et politiques, de service militaire. Elle apparaît même aux heures les plus critiques, alors qu'un certain nationalisme, issu du péril de la nation, pouvait trouver dans les événements son excuse.

C'est ainsi qu'en 1919-20, malgré les angoisses économiques de l'heure et les tristesses du traité de paix, les réfugiés arméniens évadés de Turquie, les Juifs fuyant les persécutions roumaines, les Russes échappés de l'enfer bolchévique, furent recueillis en Bulgarie.

Il eut pu suffire à ce pays d'appliquer loyalement les clauses relatives à la protection des mino-

rités « *établies* » sur son territoire. A cela se bornaient les obligations mises à sa charge à Berlin en 1878, à Constantinople en 1909, à Neuilly, en 1919.

Mais qui l'obligeait, en vérité, à accueillir des fugitifs ? Quel traité, quel accord international l'obligeait à ouvrir ainsi, largement, ses portes, jusqu'à en souffrir dans sa vie économique ? — Si la Bulgarie, à cette époque, avait refusé d'accueillir ces étrangers, elle n'eut fait qu'user légitimement du droit réservé à tout état souverain de contrôler l'immigration dans ses frontières. De grands pays avaient usé de ce droit. Les Etats-Unis d'Amérique, dont le Président avait représenté l'idéalisme à la Conférence de la Paix, se repliaient sur eux-mêmes, et, pour sauvegarder le bien être de la nation, fermaient leurs ports aux afflux étrangers. Les pays d'Europe, les grands pays, fortifiaient de tous côtés les barrières administratives à leurs frontières et réservaient à leurs nationaux le travail et les profits. Un vent de nationalisme soufflait partout.

Nul, sans doute, dans ces circonstances, n'eut reproché à un petit pays, sorti d'ailleurs diminué et appauvri de la guerre, d'essayer de protéger sa substance nationale contre les charges d'une immigration étrangère, en faisant usage, simplement, du droit dont s'étaient servi les autres.

La Bulgarie, pourtant, n'a pas hésité à accueillir ces malheureux. Au risque de souffrir de troubles sociaux graves, dans un marché du travail extrêmement restreint par les conséquences de la guerre, dans un territoire diminué, privé du débouché nécessaire dans la mer Egée qui eut vivifié son commerce, elle leur a fait place parmi ses nationaux.

Libéralisme, tolérance ? N'est-ce point autre chose que cela... une pitié instinctive des masses, née de ce destin tragique qui fut celui du peuple bulgare tout le long de son Histoire ?

Nous concluerons simplement.

Il ressort de cette étude que le régime appliqué en Bulgarie aux minorités nationales, régime éminemment favorable à celles-ci, trouve son appui non pas tant dans la lettre des traités que dans la mentalité du peuple bulgare, tant il est vrai que la protection des minorités soit beaucoup moins une affaire de précautions juridiques que de formation d'un état d'esprit.

La Bulgarie, en particulier, voudrait que cet état d'esprit se répande. Elle voudrait que la manière dont elle traite les minorités devint, un jour prochain, générale dans les Balkans...

Elle y voit, à juste titre, la condition essentielle de la consolidation de la Paix.

Svichtov (Bulgarie), le 22 octobre 1932.

Vu : *Le Doyen*,
H. BERTHÉLEMY

Vu : *Le Président*,
A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION	II

PREMIERE PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. — <i>Les minorités nationales, de race, de langue et de religion en Bulgarie</i>	23
---	----

DEUXIEME PARTIE

Droits et devoirs des Minorités en Bulgarie	45
---	----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Droit à la nationalité. Jouissance des droits civils et politiques.</i> — Droits civils, droits politiques, accès aux fonctions publiques et professions	47
---	----

CHAPITRE II. — <i>Droit au libre usage de la langue minoritaire.</i> — La langue minoritaire. Les Ecoles. Régime administratif des écoles minoritaires. Subventions. Système spécial à la minorité turque. L'enseignement. Statistiques. Ecoles étrangères	66
--	----

CHAPITRE III. — <i>La liberté religieuse.</i> — Sources de la liberté religieuse en Bulgarie. Mesures communes à toutes les confessions. Les catholiques. Les protestants. Les Arméniens. Les Grecs et les Roumains. Les juifs. Mesures spéciales aux musulmans. Les Tribunaux religieux. Exécution des jugements des tribunaux religieux. L'aide de l'Etat	99
---	----

CHAPITRE IV. — <i>Les devoirs des minorités.</i> Le service militaire	154
---	-----

TROISIEME PARTIE

CHAPITRE UNIQUE. .. <i>Enquêtes et témoignages. Témoi-</i> <i>gnage des minorités elles-mêmes. Une pétition mi-</i> <i>noritaire roumaine à la Société des Nations.....</i>	159
CONCLUSIONS	185

